

MARS - AVRIL 1985 - 15 FRANCS

PAYS ARABES  
**VIOLATIONS  
DES DROITS  
DE L'HOMME**

DEBAT  
**CONTRE A.D.  
CONTRE L'ETAT**

M. BOOKCHIN  
**POUR UNE ECOLOGIE  
SOCIALE**



# ATTENTION DOSSIERS

## LES LIBERTAIRES ET LE SYNDICALISME

Pour le prochain numéro d'IRL (mai-juin 1985), les rédactions de Lyon et de Paris préparent un dossier ayant pour thème: « Les Libertaires et le Syndicalisme ».

Si vous êtes intéressés par ce sujet vous pouvez nous envoyer vos contributions: expériences personnelles, analyses, commentaires, etc...

La date limite pour la publication est fixée au jeudi 18 avril 1985.

## L'EDUCATION LIBERTAIRE

En vue de la réalisation d'un dossier sur l'éducation libertaire et ses pratiques, dans un numéro à venir, nous aimerions recevoir vos contributions (avant la mi-septembre) dans ce domaine:

- expériences diverses vécues, dans et/ou en dehors de la structure familiale.
- expériences concernant l'école, dans et hors Education nationale, ainsi que d'autres expériences de vie plus globales (je pense, par exemple aux lieux de vie, aux structures plus souples, du type colonies de vacances, centres sociaux, crèches etc...).
- des avis, des engueulades, des prises de position sur le système Education nationale, sa querelle privé-public, ses luttes syndicales (lesquelles et pourquoi?), ses possibilités de transformation (est-ce nécessaire?), sa non-vie, etc...
- des points de vue plus théoriques sur l'éducation libertaire (quel pouvoir parental? Fabrique-t-on des petits anars? Peut-on « fabriquer » les enfants en « les » éduquant, ou est-ce les enfants qui nous montrent nos limites, à nous adultes beaux-parleurs? Est-ce nécessaire d'avoir un point de vue libertaire sur l'éducation? Y a-t-il des spécialistes de l'éducation? Et le grand soir? etc...)
- et tout ce qu'on a oublié, tout ce que vous avez à dire sur le sujet.

### **I.R.L.: INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES** Journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:  
Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par  
BOSC Frères - Lyon

Dépôt légal n. 7867 - janvier 85

Rédaction et administration:

IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc  
69001 LYON

IRL - Rédaction Parisienne:  
c/o Max Nettleau 15 rue Gracieuse  
75005 PARIS

**Conception graphique et réalisation:**  
IRL - Atelier de Création Libertaire

#### ABONNEMENT

5 numéros (1 an): 70 F

10 numéros (2 ans): 140 F

De soutien (2 ans): 200 F

Diffusion militante (5 exemplaires

pendant 1 an): 300 F

(ajouter 10 F pour l'étranger)

**Pour vos versements:**

IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTE: Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur l'enveloppe d'expédition est le numéro du dernier IRL que vous devriez recevoir. Nous vous demandons de bien vouloir vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance.

# S O M M A I R E

**CONTRE A.D. ET CONTRE L'ETAT** ..... pages 3 et 4

**LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS LES PAYS ARABES** . pages 6 à 9

**PEROU: SENTIER LUMINEUX OU OBSCUR** ..... pages 10 et 11

**A LA RECHERCHE DU FEDERALISME** ..... pages 12 et 13

**ECOLOGIE OUI, MAIS SOCIALE** (entretien avec Murray Bookchin) . . . pages 15 à 22

**AVIS DE LECTURE** ..... page 24

**BONJOUR LA CULTURE** ..... page 25

**COLLOQUE SUR LE POUVOIR - LYON MAI 84**

- LA DOMINATION DE L'ECONOMIE (Luciano Lanza) ..... pages 26 et 28

- LAISSER LA MERDE EN LIBERTE (Paul Fustier) ..... pages 29 et 30

**DE DIEU A L'ANARCHISME** ..... pages 31 et 32

**ITALIE: LE TRAIN SIFFLERA TROIS FOIS** ..... pages 33 et 34



# PRINTEMPS NOIR



Dessin Jean-L. Phan-Van

**L**e temps ne peut être toujours à l'optimisme. Par moments, la réalité extérieure se charge de nous rappeler que les choses ne sont pas si faciles que ça.

Les mineurs anglais, par exemple, en ce moment doivent plutôt voir les choses en noir. Un an de luttes, d'espoir, de vie différente. Et puis l'échec, du moins par rapport aux objectifs à atteindre. Alors ils défilent, avant de retourner au fond, et le directeur des charbonnages se paie même le luxe de leur serrer la main. Les choses, peut-on dire, sont rentrées dans l'ordre : une minorité qui s'oppose, une majorité qui ne voit pas d'autre issue que dans la résignation et à qui les apparences donnent raison. Faut-il cependant blâmer ceux qui ont tenté ce que tous les gens raisonnables qualifiaient d'impossible, ou ne peut-on pas se dire qu'à ne pas tenter cet impossible, on risquerait de ne jamais vivre ?

En France, ce n'est pas la joie non plus. Quel que soit le résultat des élections cantonales, même si Le Pen est présenté maintenant

comme un ignoble individu, y compris par ceux qui ont contribué à sa popularité, les thèmes dont il s'est fait le porte-parole sont repris par tous les politiciens, en un langage certes plus élégant, mais le résultat est le même. Quel que soit le résultat chiffré des élections, ce sont les thèmes du racisme, de la sécurité qui l'emporteront, et ceux qui trinqueront seront les immigrés et les marginaux.

Les Kanaks en font déjà l'expérience. Le gouvernement de gauche n'arrête pas de dire qu'ils ont raison, qu'il les comprend bien et, en attendant, on leur envoie la gendarmerie, on les massacre et on les emprisonne. Si les choses continuent à ce train, ils n'auront bientôt plus d'autre choix que de se laisser massacrer ou de chercher des appuis militarisés du côté de ceux qui n'attendent que l'occasion de se servir d'eux comme enjeu.

En Amérique latine, non plus, il n'y a pas beaucoup de possibilités de voir les choses en rose. Au Nicaragua, par exemple, où Reagan prévient qu'il va donner la grosse artil-

lerie pour réduire ce bastion qui prétend s'opposer à l'hégémonie nord-américaine sur le continent américain. Certes le gouvernement sandiniste n'est pas pur de toute tâche, les Indiens ont payé pour le savoir. Il s'agissait cependant d'une tentative pour échapper au totalitarisme économique et culturel.

Alors, quand l'oppression, de toutes parts, se fait plus étouffante, il reste, à ceux qui font le pari que rien est inéluctable, la possibilité de ne pas se résigner et de repérer toutes les failles qui se font jour dans cet édifice totalitaire. La possibilité de constater, par exemple, que la montée du racisme a donné à beaucoup, qui n'étaient pas forcément politisés, l'occasion de découvrir qu'ils y sont violemment opposés. De constater que les mineurs anglais ont vécu une année qui n'a pas été marquée par les seules relations fonctionnelles induites par le travail et l'argent, une année pendant laquelle s'est instauré un ordre social autre, des relations humaines différentes, et qu'ils ne l'oublieront jamais. De constater que la révolte

noire des Kanaks met en évidence le fait qu'il subsiste des gens qui ne se résignent pas à l'ordre totalitaire occidental. Et d'espérer qu'une partie importante des Américains s'élèvera contre la folie meurtrière de ses dirigeants et refusera de se rendre complice d'un nouveau bain de sang.

Envers et contre toutes les apparences, c'est ce pari que nous nous obstinerons à tenir, parce que nous croyons que la vie vaut la peine d'être vécue et que derrière les souffrances qu'on nous offre à la vitrine et dont nous sommes aussi victimes, nous savons qu'il existe des possibilités de bonheur à peine entrevues et pas encore exploitées. Un des moyens de témoigner de ce défi sera l'organisation des journées libertaires de Lyon au cours desquelles nous tenterons de dire par les débats, la musique, les expositions, qu'un autre ordre social est possible, qui existe déjà, ignoré des médias, qui poursuit son chemin souterrain, jusqu'à ce qu'un jour, un « tremblement de terre très doux » nous révèle un univers ignoré.

Alain

# Contre A.D. contre l'Etat

**L**a résurgence d'Action Directe sous une forme et avec un vocabulaire qu'on pouvait déjà pressentir et craindre il y a quelques années ne peut nous laisser indifférents. Nous avons commencé à y réfléchir et voulions écrire quelque chose à ce sujet lorsque le texte de Claude Guillon nous est parvenu. Il exprime assez bien ce que nous pensons et éprouvons à ce propos, y compris l'amitié que certains d'entre nous peuvent éprouver pour certain(e)s camarades engagés dans une voie avec laquelle nous sommes en profond désaccord.

Certes, comme beaucoup, nous n'avons pas versé de larmes à l'annonce de la mort d'un trafiquant d'armes, galonné, peut-être tué par une des armes qu'il a vendues. Mais cette «exécution» n'est pas le témoignage de l'indignation d'un individu, indignation que nous partageons. Il s'agit d'une part, ainsi que le montre Claude Guillon, d'une action avant-gardiste qui se veut un épisode d'une guerre. D'autre part, il s'agit d'une sentence, donc de gens qui se sont érigés en instance susceptible de désigner qui mérite telle ou telle peine. La justice «bourgeoise» ne fait rien d'autre. Le refus radical que nous lui opposons ne peut que s'appliquer à ceux qui ne trouvent rien d'autre à lui opposer que des simulacres.

La critique que nous portons contre le groupe Action Directe n'est pas cependant un renoncement à l'action directe en tant que telle qui (sous une forme violente ou non violente, il nous appartient d'en discuter) demeure une des bases de l'anarchisme.

IRL - LYON

l'idée idiote que la situation d'Oriach est sa propriété privée? Où donc est-il écrit que l'on doit «soutenir» un individu dont on dénonce le sort judiciaire ou carcéral? Le moins que je puisse dire est que je ne considère pas Oriach comme un ami mais je ne suis pas indifférent pour autant à ce qu'il lui arrive et qui peut m'arriver demain. C'est assez simple, non? Il ne s'agit nullement de je ne sais quelle faiblesse «humaniste» envers un taulard mais plutôt une réaction égoïste (ô mânes de Jean-Paul, l'égoïsme est-il un humanisme?). M'intéressant à ce que les hommes ont en commun, rien de ce qui est inhumain ne m'est tout à fait étranger, ne me laisse sans réaction, et la prison moins que tout. La condamnation d'Oriach est une dangereuse saloperie, elle le reste quelles que soient les idées et la personnalité d'Oriach. Nous disons dans notre texte: «On ne renonce pas impunément à la maîtrise des idées. Ceux qui aujourd'hui se lavent les mains quand les grilles se referment sur Oriach préparent d'autres défaites, d'autres victimes.» Il ne s'agit pas de «principes moraux» mais de l'analyse concrète d'une situation qui ne l'est pas moins et des risques très réels que fait courir à chacun de nous l'installation de telles pratiques policières et judiciaires.

## ACTION DIRECTE

Un certain nombre de militant(e)s d'A.D. venant de l'anarchisme, les milieux libertaires sont plus mal à l'aise encore vis à vis d'eux. On retrouve les attitudes déjà énumérées mais teintées de gêne. Elles n'en sont que plus irrationnelles.

Le silence est parfois paré des vertus de la thérapeutique. «En refusant tout «soutien» (voir plus haut sur l'ambiguïté de cette notion) aux militants d'A.D. grévistes de la faim, en refusant simplement de prendre position à leur sujet, nous leur faisons comprendre leur isolement, leur erreur, et leur offrons ainsi une occasion de rédemption». Je crains que cette stratégie d'isolement ne rejoigne fâcheusement celle de l'organisation Action Directe (ou A.D.-R.A.F.) elle-même qui enferme bel et bien ses militants détenus dans l'obligation du soutien aveugle à une stratégie qu'ils n'ont pas choisie. Les détenus d'A.D. n'ont été consultés ni sur la revendication de la «bavure» de Trudaine (dont la publication a entraîné l'arrêt immédiat de la première grève) ni sur l'assassinat d'Audran. Contrairement aux stratèges d'A.D. en cavale, je n'éprouve aucun goût pour le terrorisme psychologique; or c'est la même logique que reprennent à leur compte les libertaires qui se taisent (d'autres font l'effort de s'exprimer. Cf. L'Entr'aide, nov. 1984).

Certains qui ne se privent pas de manifester en privé leur opposition totale à A.D. se refusent à rendre publique leur position. Ce serait rendre service à la police! La vérité qui, dans nos catéchisme était seule révolutionnaire, servirait donc la police! Qu'est-ce qui a donc changé camarades? la police? la vérité? ou bien l'idée que vous vous faites de la révolution?

Les raisons qui font que les événements présents nous concernent tous sont, me

**A**près une longue éclipse le groupe Action Directe a choisi de réapparaître en février dernier sur le devant de la scène du spectacle politique en assassinant un militaire français. Il confirme ainsi son alignement sur ce qui reste en Europe des organisations de «lutte armée» (R.A.F., B.R.).

Libertaire, je ne partage rien avec des groupes

- qui confondent la lutte des classes avec une guerre des gangs et l'action révolutionnaire avec une stratégie purement militaire.
- qui tentent de justifier une pratique avant-gardiste, étrangère à tout mouvement social, par une langue de bois archéo-léniniste.
- qui se font le bras armé de la diplomatie du Kremlin en Europe de l'Ouest.

Qui pleurera un marchand de canons victime d'un accident du travail? Il en faudrait davantage pour me réjouir. Par exemple que ses assassins avancent l'ombre d'un argument tendant à établir que ce type d'action nous rapproche tant soit peu de la révolution communiste et libertaire pour laquelle je me bats. En fait, les seuls interlocuteurs auxquels s'adressent A.D., ce sont l'Etat et ses flics. C'est à eux qu'A.D. veut montrer sa détermination, ses capacités militaires. L'Etat français a donc trouvé lui aussi ses bouffons sanglants; il ne me fait pas rire pour autant.

Rien ne devrait induire les révolutionnaires dans l'illusion qu'ils peuvent s'abstenir de penser l'époque qu'ils vivent jusque et y compris dans ses péripéties les plus embarrassantes et qu'ayant pensé ils peuvent se taire.

Les aventures militaro-judiciaires de Frédéric Oriach et des militants d'A.D. emprisonnés ont montré une fois de plus l'extraordinaire confusion mentale qui règne dans les milieux «révolutionnaires» (le terme est vague, je n'en connais pas de plus précis).

Ainsi Oriach est condamné fin 1983 à 5 ans de prison pour avoir rédigé un texte dont la formulation peut donner à penser qu'il a participé à une série d'attentats commis durant l'été 1982. Oriach rejette cette interprétation et se borne à manifester une approbation

critique de ces actions. En l'absence de tout élément matériel, les juges considèrent que quelques phrases valent participation directe à des attentats. Il ne s'est d'abord trouvé que quelques avocats pour dénoncer cet italianisme judiciaire. Cinq personnes (Alain Moreau, Catherine Baker, Yves le Bonniec et moi) ont co-signé un texte intitulé «Oriach et le silence des autres» que seul le journal TOUT a publié. Depuis, l'innocence d'Oriach a été reconnue par la justice, un non-lieu ayant été prononcé dans les affaires d'attentats qu'il était supposé avoir commis! Il reste néanmoins détenu à l'heure où je rédige ce texte.

Il est intéressant de savoir pour quelles raisons presque tout le monde s'est tu lors de la condamnation d'Oriach (ce n'est qu'après le non-lieu qu'un deuxième manifeste a été publié). Certains ont décidé de se taire parce que, paraît-il, Oriach lui-même exigeait d'être «soutenu» sur l'ensemble de ses positions politiques! Cette prétention extravagante aurait du faire rire. Elle a suffi à imposer le silence. D'autres ont argué des positions défendues soit par Oriach, soit par des gens qui le soutenaient et qu'il n'a pas désavoués. Une feuille intitulée *Moyen-Orient Révolutionnaire* expliquait ainsi pour justifier les attentats anti-juifs que tant qu'une tendance nettement anti-impérialiste ne s'est pas manifesté dans la communauté juive il est légitime de la considérer comme globalement complice du sionisme et de la frapper comme telle. Ce genre d'ordures appelle, selon les circonstances, le crachat ou la rafale, sûrement pas le silence. Il est assez navrant de voir des révolutionnaires raisonner comme un journaliste bourgeois: «si nous les critiquons, nous leur ferons de la publicité, taisons-nous».

D'autres encore ont utilisé le vieil argument des ambulances sur lesquelles il est malséant de tirer. Pour parler d'Oriach il aurait fallu le critiquer, or il est poursuivi par la justice bourgeoise qui serait trop contente de voir étaler nos divergences. Est-ce que par hasard l'idée que le débat public sert la bourgeoisie ne serait pas un peu stalinienne? D'où tire-t-on

semble-t-il, assez évidentes. L'Etat utilise et utilisera davantage dans le futur le prétexte du « terrorisme » pour renforcer son arsenal répressif judiciaire et policier et pour criminaliser toute opposition. Ceux qui ne trouveront comme parade qu'un silence paranoïaque, hantés qu'ils sont par le risque d'être pris pour ce qu'ils ne sont pas, sont en vérité mal partis. Si l'affaire Oriach devait faire jurisprudence, il y aurait de quoi fourrer au bloc tous les militants de France; les lois de 1894 « ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes » figurent toujours dans le Code pénal, il suffit de les appliquer.

#### APRES « L'HUMANISME » « L'AFFECTIF »

Parmi les membres d'A.D. détenus il en est une dont le sort me touche particulièrement parce que je la connais, il s'agit d'Hellyette Bess. C'est une femme pour laquelle j'éprouve de la tendresse et de l'estime. « Et pourquoi tu dis ça ? Tu la soutiens par amour alors ? » Là encore c'est un merdier dans les têtes quand les choses me paraissent à moi assez simples; ou plutôt: juste aussi compliquées que la vie, pas plus. On devrait être un peu habitué quand même.

Donc j'aime Hellyette, je suis loin d'elle aussi: par exemple dans aucune circonstance je ne cautionnerais par mon silence des actions avec lesquelles je ne suis pas d'accord. Se pose comme ça la question de savoir jusqu'où va l'amitié (ou l'amour aussi, voyez l'aventure de Paula Jacques). Je ne sais pas répondre à toutes les questions que je pose. Ce que je sais c'est qu'elles sont importantes et que je suis prêt à me battre pour conserver le droit d'en discuter avec les gens que j'aime (et les autres), fussent-ils étiquetés « infréquentables » par l'Etat ou qui ce soit d'autre. Ceux qui pensent: « C'est de l'affectif » sont les mêmes qui croient injurier un homme en le traitant de femme. Non, c'est de la vie, et jusqu'à changement dont je ne manquerai pas de vous faire part, je me bats pour ça: vivre comme je l'entends, comme on peut s'entendre. Et pour ça: se parler de jusqu'où va l'amitié, jusqu'à combien de silences, de différences, de mensonges, de vérités...?

Dire qu'Hellyette Bess est mon amie et que je me sens aussi loin des dangereux connards qu'elle tient pour ses « camarades » que des flics qui les pourchassent, ça fait le jeu de qui? de la police? du terrorisme international? « Et si ça lui faisait dire qu'elle n'est plus ton amie? » Et bien au moins on trancherait comme ça clairement pour nous deux au moins le problème politique de l'amitié.

Débattre publiquement ne signifie pas que l'on prenne pour interlocuteur l'Etat ou les « médias » (définition: institutions s'interposant entre les hommes pour les empêcher de communiquer). Il s'agit de reprendre l'habitude de la parole. « Les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions » (Manifeste de 1848).

Au moment où j'écris ce texte, Hellyette et ses camarades ont interrompu leur deuxième grève de la faim. A chaque fois, elle risque sa peau. Si elle l'y laissait un jour prochain, la merde que les « révolutionnaires » ont dans le crâne ajoutée à la mauvaise conscience produiraient encore du sience. Elle crèverait vraiment pour rien.

Le silence, ça détruit tout, l'amitié, l'amour, la communication.

Tu parles!

Voilà justement. Je parle. Contre A.D. et contre l'Etat.

Claude GUILLON  
le 18 février 1985

# SOLIDARITE

Et bravo pour ce numéro. Seul reproche, vous ne parlez pas du L.K.S. (*Ligue Kanak Socialiste*), et dans l'historique des révoltes kanaks vous n'expliquez pas pourquoi il y a eu la révolte des foulards rouges en 68-69 (lire la préface de Jean Guibert dans « La Terre est le sang des morts »). Vous comprendrez pourquoi le leader du L.K.S. Nidoish Naisseline est vécu en Nouvelle-Calédonie comme le Cohn-Bendit des îles par l'extrême-droite: D'autre part, je vous signale que les trotskystes qui sont bien implantés dans les comités de soutien au FLNKS ont réussi à empêcher la rencontre de Nidoish avec le comité de soutien au FLNKS de Paris.

Michel J. (38 Bourgoin-Jallieu).

# AVEC LA LUTTE

Grosse et agréable surprise en recevant ce matin le numéro 59 spécial Kanaky. Là, ça change. Et c'est le genre de changement que j'aime. Un spécial de temps en temps (j'imagine le boulot que ça doit donner) sur un sujet fort de l'actualité (même s'il faut lui courir après) est une formule que je vous encourage à poursuivre.

Je n'ai pas encore lu le contenu je prends la plume juste après avoir pris IRL dans ma boîte à lettres.

Mais il me semble que la lecture d'un tel spécial (et un spécial Le Pen, ça pourrait se faire?) va un peu secouer la lecture habituelle (pour ne pas dire routinière, ce serait péjoratif) et ça va faire du bien.

D. R. (69 Lyon)

# DU PEUPLE

Bravo pour le « Spécial Nouvelle-Calédonie » DIRECTEMENT en prise sur l'actualité et, qui plus est, en donnant la parole à des acteurs de sensibilité libertaire PRESENTS SUR LE TERRAIN.

Il faut diffuser au maximum cette brochure, faire de la promotion et conseiller aux copains de rejoindre l'association de soutien au peuple Kanak pour y accroître la présence libertaire.

Ne ratons pas la Nouvelle-Calédonie ce qui l'a été avec Cuba. C'est pour le mouvement libertaire l'un des moments historiques où il doit dénoter sa crédibilité, et, dans ce cas précis, la dimension bookchinienne m'apparaît fort utile.

J.J. G. (34 Montpellier)

# KANAK

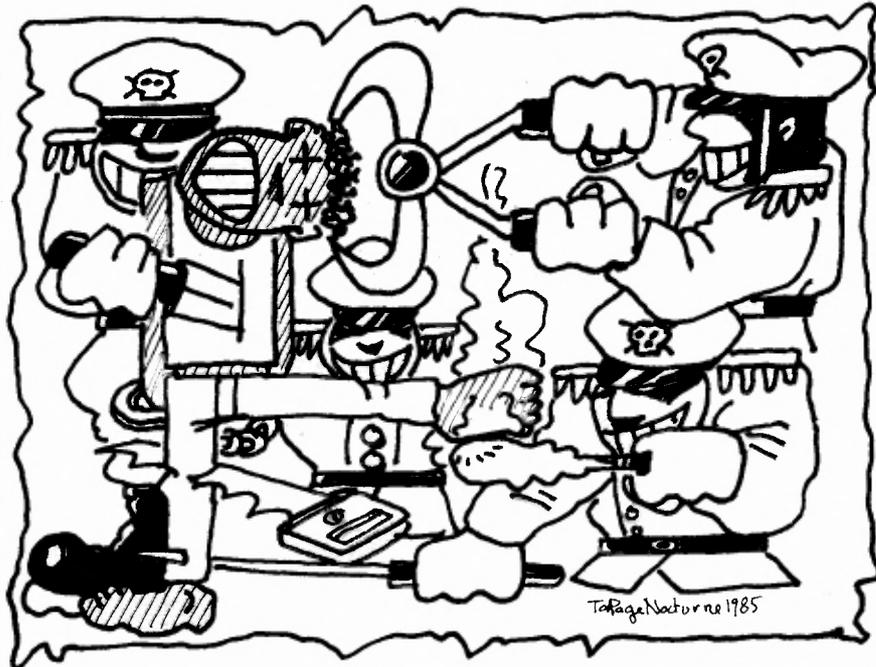
Après la publication du numéro 59 d'IRL (numéro spécial sur les Kanaks) nous avons reçu les quelques lettres que nous publions ici.

Ce numéro, après un premier tirage de 1800 exemplaires, a été retiré afin de satisfaire une demande de plus en plus pressante.

Nous vous proposons de nous aider à diffuser ce numéro spécial aux conditions suivantes:

- 1 exemplaire: 20 francs
- 3 exemplaires: 50 francs
- 5 exemplaires: 80 francs
- 10 exemplaires: 150 francs

# Les violations des Droits de l'Homme



**L'**opinion publique occidentale est beaucoup plus sensibilisée aux atteintes aux libertés en Europe de l'Est qu'en Orient et plus particulièrement dans les pays arabes où des millions d'individus vivent sous le joug des Etats-nations que cet Occident a largement contribué à mettre en place.

Privation des libertés d'opinion et de conscience, absence du droit à la libre circulation et au secret de correspondance, arbitraire policier et militaire, châtiment corporel, lapidation, torture des prévenus, mauvais traitement des détenus, non reconnaissance des associations, partis ou des syndicats non

gouvernementaux, disparitions et exécutions sommaires, suspension des journaux et interdiction des réunions et des manifestations, procès aux militants politiques de l'opposition aussi modérée soit-elle, répression féroce de toute révolte ou mouvement contestataire par l'Etat et par l'opposition, exclusion des femmes de la vie sociale, pratique de la polygamie et des mutilations sexuelles dans certains pays, analphabétisme et famine dans d'autres, telle est la réalité qu'on rencontre, à des degrés divers, dans le monde arabe, sous les différents gouvernements, qu'ils se considèrent comme libéraux, démocratiques ou progressistes. Les noms et les qualificatifs changent, mais les faits

sont les mêmes: les peuples subissent l'arbitraire des Etats et les manipulations de l'idéologie, surtout sous sa forme religieuse.

Nous allons faire un voyage malheureusement sinistre avec l'association de défense des Droits de l'Homme dans les pays arabes à travers l'interview d'une représentante de cette association qui a bien voulu répondre à nos questions et tracer les grandes lignes du rapport 1984 sur la situation des libertés et des Droits de l'Homme pour mieux comprendre, dénoncer et peut-être agir.

**ABDOUL LE BOUGNOUL**

**Abdel: Veux-tu présenter l'association de défense des Droits de l'Homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe?**

**Annie:** Elle a été créée à la suite d'un appel lancé en janvier 1984 et constituée en association sous le régime de la loi 1901. Elle est absolument indépendante de tout parti, mouvement, gouvernement, ça va sans dire. Elle n'est subventionnée que par ses membres. Ce qui explique d'ailleurs la faiblesse de ses moyens d'action. Elle sort un bulletin bimensuel. Elle a publié en 1984 un rapport annuel sur les diverses violations des Droits de l'Homme

enregistrées dans le monde arabe pour l'année 1983. On s'est servi de la chronique mensuelle malheureusement incomplète parce que l'accès aux sources d'informations est très difficile. Certains ont intérêt à ce que l'information ne soit pas transmise et ne soit pas connue. Ce rapport permet de se faire une idée de la gravité de la situation puisque pratiquement tous les pays arabes (21 Etats: c'est un critère arbitraire correspondant aux membres de la ligue arabe), offrent des exemples plus ou moins graves, plus ou moins connus de violation des droits de l'Homme.

**Abdel: Pourquoi cette appellation**

**«liberté démocratique». Est-ce qu'il y a des libertés qui ne le sont pas?**

**Annie:** Nous ne voulons pas nous en tenir à la défense des droits de l'individu, par exemple son droit à la vie, à la sûreté, à la libre opinion, à la libre expression, etc. Nous voulons aussi agir pour les libertés collectives qui manquent si cruellement dans le monde arabe: liberté d'association, de manifestation, liberté de la presse, liberté syndicale, etc. Nous n'avons pas de notre travail une idée purement humanitaire, nous pensons qu'il ne suffit pas de répondre au coup par coup aux brutalités, aux tortures dont se rendent coupables les pouvoirs en

place, mais qu'il faut agir pour mettre en place les idées, les réflexes, les structures qui rendront la brutalité des uns et la résignation des autres impossible à l'avenir. Ceci dit, nous n'entendons pas privilégier un terrain de lutte plutôt qu'un autre.

**Abdel:** Est-ce que c'est un choix arbitraire de prendre comme terrain de lutte le monde arabe ou est-ce parce que dans cette région les violations des Droits de l'Homme sont exceptionnellement graves ?

**Annie:** Nous avons remarqué que pour cette région du monde, il n'existe pas d'associations, d'organisations qui prennent le problème en considération dans son ensemble. Il existe dans un certain nombre de pays arabes des ligues des Droits de l'Homme, par exemple au Maroc, en Tunisie et au Liban. Ailleurs, il s'est formé des comités, sur certains objectifs précis, pour la défense des prisonniers politiques, mais il n'y avait pas de mouvement d'ensemble pour défendre les Droits de l'Homme en général. D'autre part, un certain nombre de mouvements qui dénoncent les atteintes aux Droits de l'Homme le font en fonction de considérations politiques: parfois, ces mouvements sont liés à certains partis ou à un autre gouvernement et dénoncent les violations commises dans un pays, mais pour renforcer leur propre mouvement. L'idée que les Droits de l'Homme sont un objectif en soi n'existe pas.

**Abdel:** Autrement dit, vous considérez que même dans les Etats dits démocratiques les Droits de l'Homme sont bafoués ?

**Annie:** Absolument, on a même plus d'exemples de violation des Droits de l'Homme venant de ces pays, dans la mesure où l'information est moins étouffée, mais nous savons bien que d'autres pays où l'information ne passe pas sont des dictatures sanglantes. On ne se fait pas d'illusion et on ne tire pas de conclusions du genre: la Tunisie est plus sanguinaire que la Libye, par exemple, car on est sûr que ce qui se passe en Libye, en Irak et en Syrie est très violent et brutal.

**Abdel:** La majorité des militants est-elle arabe ?

**Annie:** Oui, mais il n'y a pas d'exclusive. Il y a des militants français, et tous ceux qui veulent apporter quelque chose sont les bienvenus. On a eu du courrier d'Angleterre et des Etats-Unis, et on est prêt à travailler avec tous ceux que le problème intéresse.

**Abdel:** Est-ce que vous défendez aussi les minorités culturelles et ethniques dans les pays arabes ?

**Annie:** Tout à fait. L'appel du 15 janvier 1983 qui a donné le coup d'envoi à notre association disait dans son point 7: «Dénoncer toute discrimination et oppression subie par les minorités ethniques, religieuses, confessionnelles ou de libres penseurs et s'opposer, dans le même temps, à toute force intérieure ou extérieure qui cherche à susciter des conflits ethniques ou religieux et les attiser dans un but de division».

**Abdel:** Avez-vous des exemples précis sur les violations des Droits de l'Homme dans ces minorités ?

**Annie:** On n'a pas de liens particuliers avec des mouvements émanant de ces minorités, mais des informations sur les Kurdes en Irak ou sur les Berbères d'Algérie qui demandent une autonomie culturelle et universitaire, et qui se heurtent à de grands obstacles.

**Abdel:** Votre association défend-elle les minorités juives dans les pays arabes ?

**Annie:** Comme toutes les minorités confessionnelles du monde arabe, conformément au point 7 de l'appel du 15 janvier que j'ai cité tout à l'heure.

**Abdel:** Je me rappelle le cas des juifs tunisiens qui ont été agressés dans la sud de la Tunisie après le massacre de Sabra et Chatila.

**Annie:** A ce moment-là, l'association n'existait pas. Je crois que le choc de Sabra a joué un grand rôle dans notre prise de conscience et dans la création de l'ADDHLDMA.

**Abdel:** D'ailleurs vous avez eu une action de grande envergure concernant la dénonciation de ce massacre.

**Annie:** De grande envergure, c'est trop dire! Nous avons exprimé notre indignation et notre solidarité avec les survivants lors du meeting que nous avons organisé en juin 83 par la présentation d'un montage diapos, et en automne 83, lors du premier anniversaire du massacre, par une mini-manifestation.

**Abdel:** Avez-vous organisé d'autres manifestations? En quoi consiste votre travail ?

**Annie:** Pendant l'année 83, on a organisé un meeting en juin qui s'appelait: «6 heures pour les libertés dans le monde arabe». On a également organisé en décembre 83 une réunion sur les disparus dans le monde arabe et en 84, une conférence-débat sur la citoyenneté. Sinon, notre travail est de collecter l'information.

**Abdel:** Votre rapport et le bulletin prennent la forme d'une revue de presse...

**Annie:** C'est essentiellement une revue de presse. Il y a peu d'informations qui viennent directement des pays concernés. Comme personne ne fait ce travail, il est utile de faire cette collecte afin d'arriver à une vue d'ensemble autant qu'il est possible.

**Abdel:** Votre tâche est essentiellement d'informer l'opinion publique ?

**Annie:** Il n'y a pas que ce but. On agit aussi quand on porte à notre connaissance un cas particulier. Nos moyens d'action sont faibles. Nous avons effectué des démarches auprès des ambassades pour signaler des cas qui ont été portés à notre connaissance. On a fait aussi des démarches auprès des autorités françaises au moment où il y a eu 10 jeunes gens condamnés à mort en Tunisie, à la suite des émeutes du pain de janvier 84. Nous essayons aussi d'avoir des contacts avec la presse et les médias occidentaux.

**Abdel:** Est-ce que vous intervenez en faveur des immigrés ressortissants des pays arabes qui subissent en France, malgré le multipartisme et la démocratie bourgeoise, les expulsions, les refoulements et des inégalités par rapport aux Français ?

**Annie:** C'est une question qui a été longuement débattue parmi nous. Notre sensibilité, notre solidarité nous poussent à intervenir. Mais, hélas, les cas de ce genre sont si nombreux en France, nos moyens d'intervention si limités et nos tâches si grandes, que nous ne pouvons intervenir que de façon ponctuelle.

**Abdel:** Quel public essayez-vous de toucher en priorité? Et n'y a-t-il pas



intérêt à ce que vous éditiez votre bulletin en arabe ?

**Annie:** Notre ambition serait de toucher, évidemment, l'opinion arabe en priorité. Mais nous en sommes loin, et les obstacles sont énormes. Nous pensons qu'il est important aussi de toucher l'opinion occidentale, puisque c'est en France que nous nous trouvons, et aussi parce que des mouvements d'opinion en faveur des prisonniers ou condamnés du monde arabe peuvent influencer les gouvernements et les faire reculer. Quant à l'idée d'édition d'un bulletin en arabe, elle est pratiquement aussi vieille que l'association. Nous nous heurtions à un certain nombre de problèmes techniques, de traduction, de frappe, etc., que nous espérons surmonter bientôt.

**Abdel:** Quel bilan des Droits de l'Homme faites-vous à travers votre rapport sur la situation en 83 ?

**Annie:** La situation est relativement grave. On a plus d'informations sur les pays «libéraux» où il y a une relative liberté de presse. D'une manière générale, les citoyens du monde arabe sont privés des libertés individuelles comme la liberté d'opinion et de conscience, le droit à la libre circulation, secret de la correspondance... L'esclavage existe encore en Mauritanie où il a été officiellement aboli mais reste pratiqué de fait, de l'aveu même du gouvernement mauritanien.

Les structures sociales font que le citoyen existe rarement par lui-même et pour lui-même. Il est souvent perçu

comme membre d'une ethnie, d'un clan, d'une famille ou d'une confession. Il est donc dépossédé d'une partie de ses droits à la citoyenneté qui se retrouvent entre les mains des chefs, de la famille ou des dignitaires religieux. Le citoyen a donc très peu de recours contre l'oppression de l'Etat. Les exemples de répression quotidiens sont nombreux: arbitraire policier, «bakchiche» pour obtenir des choses aussi simples que les papiers, pouvoir absolu des fonctionnaires, pas de possibilités de recours administratifs... Dans certains pays comme le Soudan ou l'Arabie Saoudite, la législation en vigueur prévoit des châtiments corporels graves comme la lapidation ou l'amputation. Sur le plan collectif, les partis, syndicats, associations, journaux d'opposition sont soit rejetés dans l'illégalité, soit tolérés dans des pays comme la Tunisie, le Maroc et l'Egypte, mais soumis à de nombreuses tracasseries qui empêchent toute expression normale. C'est une répression qui va très loin puisque dans certains cas c'est l'arrestation, la torture et l'exécution. C'est une répression qui veut intimider et qui ne s'en prend pas qu'aux personnes jugées coupables, mais qui peut s'étendre à leurs proches et à leurs familles. Il y a de très nombreux prisonniers politiques au Maroc, en Tunisie, en Mauritanie, en Egypte, au Soudan, en Lybie, en Irak, au Bahreïn, en Syrie, en Jordanie... Ils sont détenus au mépris des règles et des procédures légales. Ils sont aussi victimes des tortures et mauvais traitements. En Syrie, on ne se donne même pas la peine de juger les personnes arrêtées. Il y a d'autre part des exécutions sommaires comme en Irak où 300 cas ont été relevés entre 79 et 82. Il y a aussi la pratique de l'enlèvement et de la disparition qui existent au Maroc, en Lybie, en Arabie Saoudite, aux deux Yémens, en Syrie et au Liban sur une grande échelle. Les femmes payent un lourd tribut au mépris des Droits de l'Homme dans les pays arabes. Elles souffrent de cette répression générale et, en plus, elles ont droit à quelques "gentilles" supplémentaires: mariage forcé, polygamie... et dans certains pays, aux mutilations sexuelles. Il y a une distinction à faire selon les pays. La situation de la femme n'est pas comparable en Tunisie où il existe un relatif libéralisme et en Arabie Saoudite où on a décidé la séparation des sexes dans l'administration.

Notre association considère que les problèmes de misère font partie des problèmes des Droits de l'Homme. Il n'y a pas respect de ces droits quand on maintient des millions de gens sur le seuil de la survie. A la fin de 83 a surgi la révolte du pain en Tunisie, puis, en janvier 84, ça a été le tour du Maroc. C'est aussi une année néfaste pour les Palestiniens avec la poursuite de la colonisation de la Cisjordanie et l'intensification de la politique israélienne de mainmise sur les territoires, arrestations et meurtres des Palestiniens, expropriation et dynamitage des maisons, fermeture des universités. Au Liban, les séquelles de l'intervention israélienne sont des centaines de victimes et l'arrestation de milliers de personnes. Le tristement célèbre camp d'El Ansar est un lieu de

torture comparable à un camp de concentration. A la fin de l'année, il y a eu un échange de prisonniers entre l'OLP et Israël, mais El Ansar s'est vite rempli de nouveaux prisonniers. Une partie du Liban est sous contrôle syrien. La Syrie est intervenue en novembre 83 au côté de certaines fractions palestiniennes contre les loyalistes de l'OLP. Il y a eu plus de 500 morts et 1000 blessés parmi les civils à la suite de ces affrontements. Puis, il y a eu les bombardements des contingents américains et français, so-disant en tant que force d'interposition, à Beyrouth. Il y a un autre point chaud dans le monde arabe: la guerre irano-irakienne. Les deux belligérants portent atteinte aux «droits humanitaires de la guerre» que ce soit par les mauvais traitements infligés aux prisonniers, par les bombardements d'objectifs civils et il y a une forte présomption quant à l'emploi d'armes chimiques par l'Irak.

**Abdel: Est-ce que la situation s'est aggravée en 84?**

**Annie:** Malheureusement oui, parce que la crise économique s'est faite sentir dans cette région aussi. Les remèdes préconisés ont constitué une atteinte supplémentaire au niveau de vie de la population. Les révoltes du pain en Tunisie, au Maroc, et le soulèvement ouvrier en Egypte en témoignent. Au Soudan, il y a la famine et le gouvernement essaie de résoudre le problème par l'imposition d'une législation islamique brutale avec des châtiments corporels. En plus, il y a 500 000 réfugiés dans ce pays et la situation est proche de la catastrophe. En Mauritanie, en Somalie, c'est la zone du Sahel affectée par la sécheresse.

**Abdel: Aggravation donc due à la crise économique: quelles sont les conséquences sur le plan politique?**

**Annie:** Sur ce plan, les gouvernements en place réagissent par un raidissement qui peut comporter des reculs momentanés, comme en Tunisie. La libéralisation relative qui a été enclenchée ces dernières années avec la légalisation d'organisations politiques trouve ses limites. L'année 84 était une année de tracasseries continues pour la presse (censure, comparution des directeurs de journaux, saisies...). La liberté d'expression n'a pas dépassé un cadre très étroit.

**Abdel: Ce schéma est-il spécifique à la Tunisie ou peut-on le généraliser à l'ensemble des pays arabes?**

**Annie:** Non, on ne peut pas généraliser. Dans certains pays, il est vrai que la poigne de fer imposée à la société n'est pas récente.

**Abdel: L'aggravation n'est donc pas essentiellement économique?**

**Annie:** Il serait présomptueux d'expliquer l'ensemble du phénomène. Il y a l'aggravation de la situation économique, mais aussi l'aggravation de la tension internationale comme par exemple la guerre irano-irakienne.

**Abdel: D'ailleurs, le dernier rapport d'Amnesty International met l'accent sur les effets de la guerre irano-irakienne dans l'atteinte aux Droits de l'Homme.**

**Annie:** Certainement, la guerre rend les gouvernements plus désireux d'accroître leur pression sur la population, rend l'opposition encore plus insupportable et il n'est plus possible d'exprimer une opposition quelle qu'elle soit.

**Abdel: Ce raidissement peut aussi prendre la forme d'une islamisation de la législation et de toute la vie sociale. L'Etat s'islamise comme au Soudan et l'opposition intégriste prend le dessus. Ce phénomène ne constitue-t-il pas un danger qui guette les Droits de l'Homme?**

**Annie:** Personnellement, je pense que l'étiquette "Islam" recouvre des choses différentes. L'"islamisation", telle qu'elle est pratiquée au Soudan, c'est celle vue par Noumeiry, qui est loin d'être acceptée par tous les musulmans. Effectivement, je pense que l'intégrisme est un danger pour les Droits de l'Homme, comme tout fanatisme ou tout mouvement intolérant. Il y a l'intégrisme tel qu'il est pratiqué par les gouvernements et celui qui est soutenu par la population. Ils n'ont pas les mêmes fonctions ni les mêmes explications, même si dans les deux cas, ils sont des dangers pour les Droits de l'Homme.

**Abdel: On a un autre cas de figure d'une législation islamique qui est celle de l'Arabie Saoudite. Là encore, la répression s'abat sur la population au nom de la Chariâ (loi islamique). J'ai l'impression que l'application de cette loi ne va pas de pair avec le respect des Droits de l'Homme. Dans ce pays, on assiste à une ségrégation sexuelle, aux lapidations, inégalité au niveau de l'héritage... La Tunisie, par contre, qui a essayé d'intégrer certains éléments du code napoléonien dans sa législation a permis un système plus souple et moins répressif, quoique les inégalités et la répression persistent toujours. La nuance entre islam et intégrisme n'est pas toujours évidente à faire.**

**Annie:** L'association est pour le respect de la liberté de conscience. La foi de qui que ce soit n'est pas contestée. Le problème se pose effectivement au niveau de la législation. Dans la mesure où nous on est pour la liberté de conscience, toute religion d'Etat est à exclure et la législation doit en porter la trace, c'est-à-dire qu'elle doit accorder des droits égaux à tous les citoyens quelle que soit leur confession.

**Abdel: Alors vous vous battez pour un système laïc ou vous considérez qu'un Etat religieux peut respecter les Droits de l'Homme? Je ne comprends pas...**

**Annie:** C'est tout à fait exprès que nous ne voulons pas prendre position là-dessus parce que nous n'avons pas à dicter ou à préconiser une forme quelle qu'elle soit de gouvernement. Nous dénonçons tout ce qui s'oppose aux Droits de l'Homme. Si dans un pays quelconque, il y a une législation d'inspiration religieuse, ce n'est pas ça qui compte, mais est-ce que cette législation permet effectivement la liberté d'opinion, de conscience.

**Abdel: Autrement dit, vous ne vous opposez pas aux lois existantes, mais à certains de leurs effets. Est-ce dans un souci d'efficacité sur le terrain?**

**Annie:** Notre but n'est pas d'entrer dans des considérations qui pourraient être des facteurs de divergences. Nous avons un but pratique, qui est de rassembler le plus grand nombre de gens possible. Il y a certainement des musulmans ayant de l'islam une autre conception que celle des intégristes qui pourraient se joindre à nous pour critiquer telle violation des Droits de l'Homme, y compris en matière de religion. On n'entre pas dans une dénonciation de l'islam. Chacun en pense ce qu'il veut dans le tréfonds de sa conscience.

**Abdel:** Ce raisonnement ne justifie-t-il pas certains gouvernements se réclamant de l'islam et certains musulmans qui veulent nous faire croire que la religion est conforme au respect des Droits de l'Homme?

**Annie:** Nous n'entrons pas dans ces considérations. C'est en même temps notre limite, mais aussi notre absolu. En ce qui concerne les Droits de l'Homme, nous partons de la définition qui est donnée dans les textes internationaux, par exemple la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et des textes des Nations-Unies. S'il y a une violation des droits stipulés dans ces textes, on la dénonce. Et toutes les considérations philosophiques, religieuses ou économiques ne la justifient pas.

**Abdel:** Dans le bilan fait sur la violation des Droits de l'Homme, il y a un point qui n'a pas été évoqué: les condamnations à mort.

**Annie:** Cette question reste implicite, mais l'association n'a pas pris une position claire. En ce qui me concerne, je suis contre la peine de mort car le droit à la vie est un droit fondamental de l'être humain. C'est une lacune qui ne doit pas être attribuée à une volonté malicieuse, mais parce que c'est tellement évident, on n'a pas pensé à le dire.

**Abdel:** Il existe des choses délirantes sur ce point, par exemple la diffusion de pendaisons en direct à la télévision libyenne.

**Annie:** Oui, elles se sont passées au printemps 84 et on l'a aussi mentionné dans notre chronique. D'ailleurs, la publicité des exécutions, des lapidations, des amputations est quelque chose d'islamique. C'est pratiqué de la même façon au Soudan.

**Abdel:** Tu disais, tout à l'heure, que l'individu dans les pays arabes est souvent perçu comme membre d'une ethnie, d'un clan ou d'une famille, et par ce fait, dépossédé d'une partie de ses droits à la citoyenneté. Si tu considères que les Droits de l'Homme sont définis par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, n'est-ce pas là une forme d'ethno-centrisme, c'est-à-dire une lecture du respect des Droits de l'Homme liée à une conception démocratique et bourgeoise de l'individu?

**Annie:** On se réfère à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme sans considérer que c'est un absolu et que ça ne mérite pas d'être amélioré. D'ailleurs, dans le cadre de l'ONU, il y a eu des apports à ce texte puisqu'en 1966, les pactes ajoutent l'idée des droits économiques et sociaux des

citoyens à ce qui existait déjà. C'est vrai que c'est une conception qui est née dans des conditions sociales précises. Je défends cette conception sans dire que je m'arrête là. Je ne connais pas d'autres modèles à proposer sans dénaturer et diminuer la notion de Droit de l'Homme.

**Abdel:** Un autre point qu'on a à peine effleuré, c'est les droits des femmes dans cette région du monde. Il existe la polygamie dans certains pays et d'autres points de la législation islamique qui consacrent une inégalité entre les deux sexes. Est-ce que vous menez un combat sur ce point?

**Annie:** On n'a pas développé une action très importante sur ce point. Le problème des priorités se pose avec beaucoup d'acuité, mais il est très difficile à résoudre. Ceci dit, la condition des femmes est explicitement mentionnée dans l'appel à la création de notre association: «exiger le respect des droits de la femme et l'égalité des sexes». Il existe une commission "femmes" qui fonctionne bien.

En tout cas, on n'a jamais fait de cette question une question secondaire. Quand on est confronté aux condamnations à mort ou aux emprisonnements arbitraires, à la torture, aux disparitions, à la famine, à la répression violente des manifestations, etc., on n'arrive pas à être à la hauteur des tâches.

**Abdel:** Vous avez une idée chiffrée sur les emprisonnements et les incarcérations dans les pays arabes?

**Annie:** On a entrepris d'établir des listes pays par pays. On voudrait tenir notre A.G. le 16 mars, sur le thème, justement, des prisonniers politiques. Il y a plusieurs milliers de prisonniers politiques dans le monde arabe. C'est une estimation grossière parce qu'à mon avis, ils devraient être plus de 10 000.

**Abdel:** Quels types de rapports avez-vous avec des associations ou ligues de défense des Droits de l'Homme existantes dans le monde arabe?

**Annie:** On n'a pas beaucoup de rapports avec ces organisations pour la simple raison de la distance. Il y a trois ligues affiliées à la Fédération internationale des Droits de l'Homme dans le monde arabe, une au Maroc, une en Tunisie et une au Liban. Il existe aussi une association qui s'est formée en novembre-décembre 1983 qui s'appelle Organisation arabe pour la défense des Droits de l'Homme et dont le siège est au Caire. C'est une organisation semi-officielle dans la mesure où les membres du bureau exécutif sont des personnalités qui ont eu ou ont encore des responsabilités dans les gouvernements arabes. On n'a pas du tout de relations avec cette organisation bien qu'on ait cherché à en avoir puisque notre position est de nous solidariser avec toutes les personnes ou organisations qui agissent en faveur des Droits de l'Homme.

**Abdel:** Les ligues existantes sont-elles pro-gouvernementales ou dans l'opposition?

**Annie:** Au Liban, il y a un tel état de décomposition que la situation se présente de façon un peu spéciale. Au Maroc, et en Tunisie, elles sont de fait

amenées à s'opposer à un certain nombre de mesures gouvernementales. On a eu des contacts avec elles, mais de façon non régulière.

**Abdel:** Est-ce un hasard si deux des ligues existantes (à part le Liban) sont situées au Maghreb?

**Annie:** Non, elles sont situées dans des pays où il y a une tolérance relative vis-à-vis de l'opposition alors que dans les régimes à parti ou front unique au pouvoir, ça n'existe pas.

**Abdel:** La plupart des pays arabes sont à parti unique?

**Annie:** Là où existe le multipartisme, il est tenu en bride puisque tous les mouvements n'ont pas le droit à l'existence légale et les autres sont soumis à toutes sortes de tracasseries. Le multipartisme existe au Maroc, en Egypte, en Tunisie, le Liban est un cas particulier. En Syrie, c'est un front unique, en Irak, au Soudan et en Algérie c'est le parti unique. En Libye n'en parlons pas, c'est l'Etat des masses uniques. Le totalitarisme est la règle et la libre expression, même réduite à une petite frange, est l'exception.

**Abdel:** Avez-vous eu des témoignages concernant les tortures infligées aux détenus ou aux personnes arrêtées?

**Annie:** Non, on n'a pas eu de témoignages récents apportés par des gens qui ont vécu cette situation. C'est très difficile pour quelqu'un qui a été torturé, de témoigner. Ce qui se comprend facilement, car témoigner, c'est revivre la situation que la plupart des torturés préfèrent oublier. C'est quelque chose d'épouvantable. On a essayé de les briser... On a publié dans notre bulletin une suite d'articles sur la torture pour donner une idée de l'ampleur du phénomène dans le monde arabe. La torture est un des moyens les plus répandus et les plus efficaces aussi de terreur et d'intimidation. Les mauvais traitements ne sont pas réservés aux opposants. Ils sont systématiques contre tous les prévenus et les accusés, y compris dans les affaires criminelles.

**Abdel:** Quels sont les résultats de vos démarches en faveur du respect des Droits de l'Homme?

**Annie:** On ne peut pas les mesurer. On conçoit notre travail comme quelque chose de longue haleine. Il y a tout un état d'esprit à changer. En ce qui concerne la condamnation à mort des 10 manifestants tunisiens, Bourguiba a commué leur peine en emprisonnement à vie, ce qui ne paraît pas non plus une merveille, mais ça laisse le temps d'envisager d'autres actions. Il y a un autre exemple où le pouvoir a reculé: à Oman, il y avait un couple adultère qui avait été condamné à mort. Il y a eu une action menée par Terre des hommes à la suite de laquelle la peine a été commuée. Malgré les cas où on n'a pas réussi, il ne faut pas être pris de nihilisme...

Pour tout contact: A.D.D.H.L.D.M.A.  
B.P. 284 - 75624 Paris Cedex 13



## Sentier lumineux ou obscur?

**D**ans l'histoire des révolutions, le dénominateur commun caractéristique est celui de la situation socio-économique antérieure. Qu'ils s'agisse de la révolution des Bolchéviques en Russie ou celle de Mao en Chine ainsi que toutes les autres révolutions ou pseudo-révolutions qui ont été menées à terme, dans le sens d'un changement total des instances du pouvoir, le détonateur commun a souvent été une contradiction sinon une opposition entre un appareil étatique et économique « développé » et une situation sociale stagnante ou en état de pourrissement généralisé.

Les nouvelles forces dites révolutionnaires venaient alors sauver l'Etat et son appareil économique en faisant suivre le secteur social par des mesures réformistes et le plus souvent par une répression sanglante contre ceux qui, par ignorance ou refus des choix faits à leur insu, ne font pas le signe de la victoire (V).

Ce phénomène auquel on peut aisément opposer des contres exemples particuliers comme celui de l'Afrique du Sud, reste néanmoins valable même dans les pays industrialisés ; la révolte de 1968 en France est une des illustrations les plus récentes.

Cependant, dans les pays du Tiers Monde et plus particulièrement dans ceux où les pouvoirs en place ne se maintiennent que par les institutions militaires et policières, dans ces pays où l'appareil économique est gravement et irrémédiablement rouillé et ne répond même plus aux besoins de ceux qui essayent de l'entretenir, on remarque l'apparition d'un autre phénomène révolutionnaire différent du premier aussi bien dans la démarche tactique que dans sa logique, même si le discours demeure semblable au premier. L'incapacité évidente de produire un autre discours et/ou la reproduction volontaire du discours qui a illustré la première moitié de ce siècle montre que le « révolutionnisme » des guérillas dans

le Tiers Monde n'est qu'une émanation d'un « sous-développement » structurel qui se maintient au profit et par la volonté évidente d'une minorité d'individus.

Il est, en effet, indiscutable que toutes les armes rouges ou vertes qu'on entend un peu partout dans le monde permettent à un système militaire extra-national de fonctionner, maintiennent en état de fonctionnement permanent un appareil de répression et de torture en lui fournissant des boucs-émissaires et justifient voire légalisent une situation d'inégalité socio-économique : c'est le cas du Pérou et la guérilla du Sentier lumineux.

L'histoire récente du Pérou est illustrée par une continuité de violence militaire et para-militaire et les armes ne se sont jamais tues dans ce pays. Quand les militaires ne sont pas directement au pouvoir, c'est la guérilla qui rappelle à tout le monde que les armes

ne répondent guère aux règles de l'alternance entre les gouvernements militaires et les civils.

A la guérilla déclenchée en 1964 a suivi un gouvernement militaire qui prit le pouvoir après un coup d'Etat en 1968. Ne se privant pas, au besoin, de brûler des villages entiers au napalm, le gouvernement a réussi à étouffer l'insurrection armée dans un bain de sang.

Dans les années 1970, l'extrême gauche avec en tête le parti communiste péruvien « Pensée Mao » entreprit une réflexion sur l'opportunité de déclencher la révolution généralisée et armée. Cette réflexion se solda par la déclaration suivante :

« L'étape des mains désarmées est terminée. Commence maintenant le temps de notre parole armée : soulever les masses, rassembler les paysans autour du drapeau immarcescible du marxisme-léninisme pensée Mao Zedong. Scellons ce qui a été accompli jusqu'à présent, ouvrons les portes de l'avenir. La clef, c'est l'action ; l'objectif, c'est le pouvoir. Voilà ce que nous ferons. L'histoire le demande, la classe l'exige, le peuple l'a prévu et le veut, et nous autres, nous devons remplir notre devoir et nous le remplirons. Nous sommes les pionniers. » (1).

Ce programme devient le mot d'ordre de la guérilla déclenchée en 1980 à Ayacucho, dans les Andes centrales, juste après le départ officiel des militaires et le retour de Belaúnde au pouvoir avec un gouvernement civil. De 1964 et jusqu'à aujourd'hui, les armes ont changé de camp plus qu'une fois mais elles se sont toutes faites entendre au nom de la paysannerie ; de 1964 à 1968 une insurrection armée au nom des paysans ; de 1968 à 1980 les militaires prennent le pouvoir au nom de la masse populaire et paysanne et enfin depuis 1980, le Sentier lumineux entretient une « révolution » au nom des mêmes paysans. Trois armes de couleurs différentes se sont manifestées mais l'odeur de la chair à canon est restée la même : une odeur paysanne, l'odeur de la terre !

Les progressistes occidentaux ont tous eu des positions prônant, humanitairement peut-être, naïvement certes, une solidarité avec ce qui a été convenu d'appeler les peuples en lutte. Mais de quels peuples et de quelles luttes s'agit-il ? La question est là. Au Pérou, le peuple en lutte n'est nullement celui qu'on a désigné et contrairement à ce que pensent certains, la vraie lutte dans ce pays ne s'identifie pas à celle du Sentier lumineux ni à celle des différents partis qui composent l'échiquier politique de son extrême gauche à son extrême droite ; la lutte de la majorité des 19 millions de Péruviens s'identifie au quotidien et au combat pour la survie. Le peuple en lutte, on peut le rencontrer dans les bidonvilles de Lima qui ne comptent pas moins de deux millions de personnes, dans l'immense majorité des Andes où les paysans se battent quotidiennement contre la nature, contre les militaires et contre les groupes armés du Sentier lumineux, dans l'espoir de survivre et dans la masse de chômeurs ou sous-employés qui est estimée à plus de 65% de la population économiquement active.

Entre les militaires et des guérilleros qui luttent pour le pouvoir et ceux qui luttent pour la vie, la différence est de taille et l'amalgame ne fait que déplacer les problèmes.

Cela étant dit, ce genre de situation actuellement assez courante dans de nombreux pays est d'une complexité extrême et d'une gravité qui ne manquera pas de marquer l'histoire des peuples et c'est pourquoi ce qui se passe maintenant nous interpelle, nous autres libertaires.

Les luttes armées dans des pays du Tiers Monde nous interpellent parce qu'il ne s'agit pas seulement de prendre position pour ou contre un moyen de lutte mais aussi parce que la violence, révolutionnaire ou pas, semble être inévitable dans un système bloqué et soumis à des pressions internes et externes. De toutes les secrétions du « sous-développement », la plus dangereuse, la plus inévitable et la plus puante est la guerre « civile ». Elle est inévitable parce qu'un système quelconque soumis à une pression interne ou externe finit par exploser, elle est dangereuse parce qu'elle soumet tout le système dans un déséquilibre permanent et structurellement vertigineux et est puante parce qu'elle accélère la décomposition jusqu'à la pourriture extrême sans qu'il y ait possibilité d'entreprendre un changement radical et réellement positif.

Plusieurs « révolutionnaires » et « progressistes » et parmi eux plusieurs « tiers mondistes » proposent et appellent à l'aide des mouvements de guérilla ; leur thèse semble être la suivante : en accélérant le processus révolutionnaire, on rendra inéluctable la prise du pouvoir par les plus démunis, ce qui permettra, selon eux, le changement de la situation en faveur des plus pauvres. Ceci s'explique par trois éléments différents : une ignorance souvent volontaire des réalités socio-économiques dans le Tiers Monde, et la spécificité de chaque pays et de son histoire, un dogmatisme qui rend ces pseudo-révolutionnaires aussi coupables que ceux qui agissent sur le terrain de la violence et/ou la volonté de récupération politicienne honteuse.

D'autres, en faisant le choix du moindre mal, proposent d'aider les régimes en place à rétablir l'ordre et à instaurer une « démocratie bourgeoise ». Une seule réponse à ces derniers : y a-t-il une différence fondamentale entre mourir de faim sous un régime totalitaire ou crever par la même cause dans une belle démocratie bourgeoise ?

Pour les uns et les autres, comparons ensemble deux pays historiquement, culturellement et géographiquement assez proches, à savoir le Mexique et le Nicaragua : dans le premier pays une « démocratie bourgeoise », et dans le second une « démocratie révolutionnaire ». Existe-t-il une différence fondamentale dans le vécu quotidien de l'homme moyen dans les deux pays ? Lequel des deux pays pourrait se vanter d'avoir enrayé définitivement la famine, les épidémies, l'analphabétisme, les répressions massives, etc. ? Les réponses seront inévitablement différentes et nombreuses, mais la réalité est unique. Ne pas le savoir ne donne pas le droit à

la parole, et ne pas vouloir le dire est impardonnable.

Revenons au Pérou : que proposent les deux parties antagonistes (le régime et le mouvement de guérilla) ? Changer la situation actuelle et déclencher le processus de développement socio-économique et bla-bla-bla. Tous les gouvernements successifs au Pérou ainsi que les partis politiques ont promis le décollage économique du pays mais aucun n'a tenu ses promesses et le pays s'enfoncé de plus en plus dans la misère et comme s'ils voulaient se venger des dieux qui les auraient empêchés de tenir leurs propres promesses bassement électorales, ces mêmes gouvernements ont infligé à leurs citoyens les répressions les plus sanguinaires arguant de la présence d'une guérilla qui plonge le pays dans un désordre et qu'il faudra éliminer. Écoutons ce que nous enseigne un des derniers gouvernements militaires d'Ayacucho (ville andine et foyer du Sentier lumineux) : en éliminant physiquement cent paysans, nous avons plus de chance de trouver parmi eux plus de guérilleros qu'en éliminant seulement une dizaine. Bravo, le compte est bon. Mais que répondent les dirigeants et idéologues du Sentier lumineux ? « En posant une bombe dans une rue piétonne et fortement fréquentée, nous avons une grande probabilité d'identifier parmi les morts un certain nombre de sympathisants du régime en place... »

Serai-je naïf en proposant une solution encore plus radicale : tuons les quelques dix-neuf millions de Péruviens et nous avons toutes les chances d'éliminer du même coup le régime en place et ses sympathisants ainsi que les guérilleros et leurs alliés.

Mais que peuvent donc proposer les libertaires pour éviter à la fois de tomber dans l'imbécile choix du moindre ou être oublié par l'histoire ? Cette question restera sans réponse tant qu'une réflexion n'est pas menée sur les rapports étroits entre le « sous-développement » et les « luttes » armées de gauche ou de droite et sur le lien entre ceux qui fabriquent et commercialisent les engins de la mort et ceux qui s'en servent directement dans le cercle vicieux de la violence. Ne soyons pas les imbéciles du fameux proverbe chinois : « Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. »

HABIB

(1) Extrait du discours de Manuel Abimael Gusmán Reynoso, alias « camarade Gonzalo », leader du parti communiste du Pérou marxiste-léniniste - pensée Mao Zedong (le Sentier lumineux) à la clôture de la première école militaire du parti quelque part dans les Andes, le 17 avril 1980.

Pour plus d'informations sur le Sentier lumineux, voir : Sentier lumineux et horizons obscurs de Henri Favre, dans la revue *Problèmes d'Amérique latine* - N° 72 - 2ème trimestre 1984. La Documentation française.

# A la recherche du fédéralisme

**N**ous vivons toujours dans une société allénée: propriété privée, inégalité économique, subordination politique. Les «expériences ouvrières» se sont soldées soit par des échecs, soit par l'apparition de nouvelles formes d'exploitation et d'oppression: le socialisme parlementaire déjà ancien, puisque datant du début du siècle et qui s'est pratiquement étendu à toute l'Europe après 1945. C'est en France que se déroule actuellement la dernière en date de ces expériences. N'ayons pas la cruauté d'insister sur les résultats, tant du point de vue de la rupture avec le capitalisme que de celui de la vie la plus prosaïquement quotidienne. Le bolchevisme, d'un autre côté, s'est révélé tout à fait négatif et dangereux pour les travailleurs.

Ces orientations et expériences ont été dénoncées et condamnées longtemps à l'avance dans des textes dont le caractère prémonitoire est sans précédent dans l'histoire; chacun a présents dans l'esprit les passages les plus fameux de l'œuvre de Bakounine qui s'appliquent de façon hallucinatoire aux réalités des pays de l'Est et de quelques autres.

On pourrait y ajouter un florilège de la pensée anarchiste concernant les rapports de l'individu et de la société, qui met en lumière le conditionnement et les problèmes de l'aliénation en cette fin de siècle. Il est permis de dire que du point de vue de la critique, toutes les philosophies passent et tombent dans l'oubli, excepté la philosophie anarchiste.

Edifié sur des bases aussi résistantes et solides, le fédéralisme n'échappe cependant pas à la crise actuelle, comme le très faible rayonnement pratique et l'anémie du mouvement anarchiste en portent témoignage.

Cette situation ne peut laisser indifférents que les dogmatiques par principe.

Le fédéralisme anarchiste est une forme d'organisation où est assurée l'initiative de l'individu, des groupes et des groupements sans l'existence de corps ou d'institutions séparés de la société et sur la base de l'égalité sociale.

Le dernier membre de la phrase (sur la base de l'égalité sociale) marque la spécificité du fédéralisme anarchiste qui le différencie fondamentalement du «fédéralisme réel» qui existe comme le «socialisme réel» et qui ne vaut guère mieux. L'exemple qui a entraîné le plus d'illusion est celui des Etats-Unis. Au sein de l'Union fédérale sévit l'inégalité aussi bien entre les régions qu'entre les individus; l'exploitation et la répression y existent sous des formes particulières propres au capitalisme américain. On pourrait en dire autant de tous les autres exemples de «fédéralisme réel» et montrer combien ils sont éloignés pour ne pas dire opposés à notre conception.

D'un autre côté, la décentralisation décidée au début du septennat n'est autre chose qu'un ensemble de mesures pour faire mieux fonctionner les institutions étatiques et promouvoir «la démocratie des notables locaux».

Historiquement, le fédéralisme anarchiste s'est progressivement défini dans la critique du socialisme autoritaire et étatique de différents courants de la première Internationale: la théorie lassallienne du gouvernement populaire et la théorie marxienne du dépérissement de l'Etat (1).

Ainsi le fédéralisme est devenu le chapitre constructif de l'anarchisme.

## Histoire du fédéralisme

Le principe a pris la forme de quatre applications plus ou moins concrètes:

- 1) Le mutualisme de Proudhon
- 2) Le collectivisme anti-autoritaire de Bakounine
- 3) Le communisme de Kropotkine
- 4) L'anarcho-syndicalisme est exposé globalement par Pierre Besnard dans *Le Monde nouveau* qui, avec la pensée de Bakounine, a largement inspiré l'expérience espagnole.

Il faut procéder à un examen critique de ces «modèles» en fonction de nos problèmes et de nos préoccupations actuelles.

1) Le pluralisme économique tel qu'il est défini dans l'échange mutuel de Proudhon, même assorti de la réforme de crédit sans intérêt ni numéraire ne paraît pas capable de «rompre» durablement avec le capitalisme. Il est même à craindre que, loin d'instaurer l'égalité sociale, ce modèle ne permettrait pas de juguler les effets néfastes de la concurrence et d'établir une société harmonieuse.

2 et 3) Le collectivisme anti-autoritaire et le communisme sont différents du point de vue économique; ils sont néanmoins très voisins du point de vue du fédéralisme.

Bakounine emploie les termes de fédération des communes (régions, nations et fédération internationale). Mais ces subdivisions n'ont pratiquement plus d'indépendance ni même d'autonomie économique et politique (2). Elles ne sont plus, par conséquent, des unités facilement fédérables. Et la critique adressée parfois à Bakounine, à savoir qu'il fait référence à des situations du passé, n'est pas entièrement sans fondement.

Kropotkine fut sensible à cette critique. Dans plusieurs pages de son œuvre, il écrit qu'il ne faut pas prendre le mot «commune» au sens territorial, mais au sens très large de regroupement de personnes agissant en commun (territoires mais aussi professions et tout groupement fonctionnel ou affinitaire).

On dirait que Kropotkine, par cet ajustement, a pressenti la complexité croissante de la vie économique et politique qui allait remettre en cause,

sinon le principe du fédéralisme, du moins ses applications.

Ce n'est d'ailleurs qu'une assez timide interrogation, puisque Kropotkine, comme Sébastien Faure, préconise de consommer le plus possible de produits — agricoles et industriels — du cru, et se déclare fermement partisan de l'autosuffisance économique.

De toute façon, le schéma kropotkinien est d'une telle généralité et entaché d'un tel optimisme qu'il pose la question de la transition. Nous n'avons que très rarement l'audace politique de l'aborder (est-il besoin de l'écrire pas à la manière du programme lénino-trotskyiste avec Etat et parti) (3).

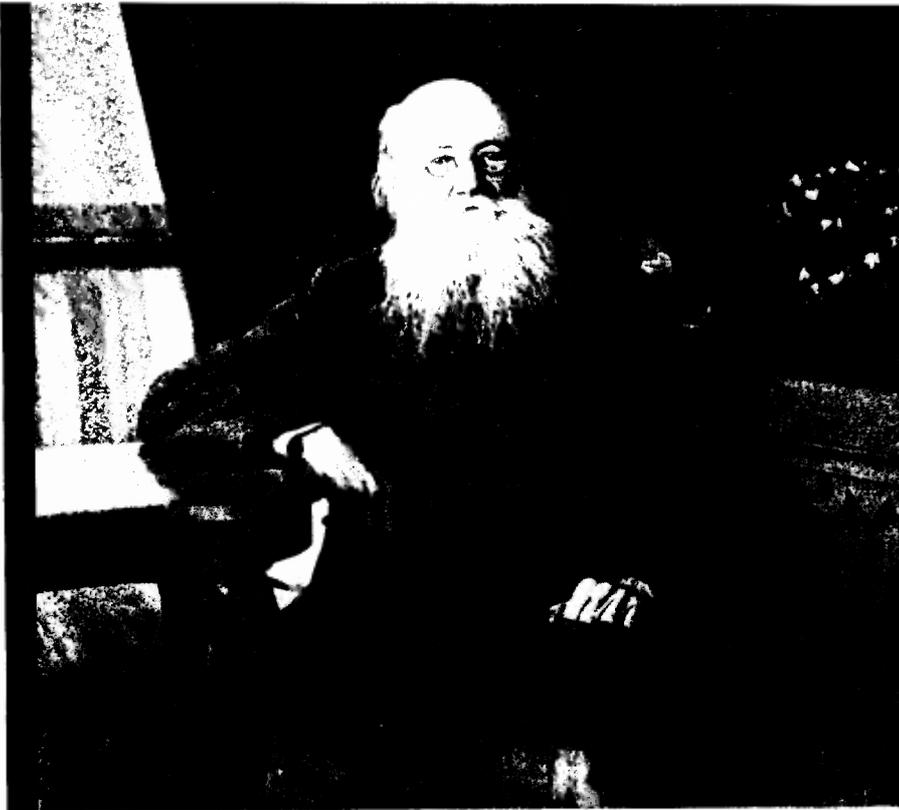
4) Le projet anarcho-syndicaliste paraît plus pratique. Mais il n'existe plus d'organisations syndicales susceptibles de le réaliser. Il n'y a plus de syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire se fixant pour objectif la prise en charge des revendications immédiates et l'organisation de la société future. Le développement du capitalisme a réduit les syndicats à un rôle strictement contractuel basé sur la délégation de pouvoir. Certains citent ou plutôt citaient la CFDT qui s'est parfois prononcée pour un dépassement de la séparation traditionnelle de l'économique et du politique, de l'immédiat et de la perspective. Mais chacun sait désormais qu'il s'agissait là d'une forme nouvelle de l'adaptation à la société capitaliste, comme d'ailleurs les nouveaux critères de gestion de la CGT.

D'un autre côté, toutes les tentatives pour ressusciter le syndicalisme révolutionnaire sous une forme indépendante se sont soldées par un échec, en France notamment. En Espagne, la CNT n'a jamais pu être rétablie dans son importance de masse. Les erreurs d'organisation, les rivalités de personnes, la division du mouvement anarchiste que l'on invoque parfois, ne permettent pas à elles seules d'expliquer l'ampleur de l'insuccès.

A cette situation, il y a une raison objective que l'on peut trouver dans un développement même de la société capitaliste qui se manifeste par la multiplication et la complexité des structures qui ont accru les tendances à l'intégration.

## La société contemporaine et le fédéralisme

On peut penser que l'inadaptation des applications historiques entraîne le rejet du principe du fédéralisme lui-même, et que si l'anarchisme veut survivre il doit inventer autre chose que le modèle fédéraliste. Pierre Besnard lui-même, dans un article de l'Encyclopédie anarchiste (1932) y a pensé. Il est sur la défensive lorsqu'il écrit que le principe du fédéralisme peut paraître difficile à appliquer, mais



Pierre KROPOTKINE (1842-1921)

que pour le moment on n'a pas encore trouvé mieux.

La situation du fédéralisme en 1985 est tout à fait contradictoire.

D'un côté il n'existe plus que des unités administratives, et la division du travail est si poussée que le monde et même une nation ne peuvent plus être conçus comme la somme d'unités économiques discernables. Ce qui rend le fédéralisme difficilement concevable.

D'un autre côté, il existe en sa faveur un argument aussi moderniste que le précédent : la crise contemporaine, en effet, c'est la crise des institutions séparées de la société, la crise de la centralisation et de l'Etat (aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest). L'URSS et les pays de l'Est offrent, à cet égard, des exemples particulièrement caricaturaux : c'est le développement industriel lui-même qui a rendu inopérante la planification par en haut (4). Et le dilemme dans lequel on veut nous enfermer et que nous devons refuser (l'Etat et/ou le marché) n'est que l'expression bourgeoise de cette crise.

On pourrait même ajouter que le fédéralisme est au centre de la problématique de notre époque. La société est, en effet, comme prise en tenaille entre deux forces opposées : une qui la conduit dans un sens vers la centralisation et une pseudo-unité dangereuse, car elle paralyse les initiatives et crée une uniformité inhumaine, et l'autre qui conduit à la dispersion — qui est un faux pluralisme —, aux nationalismes et aux égoïsmes. Bref, à des formes d'indépendance négatrices de la solidarité. Le fédéralisme peut contrecarrer et dépasser ces deux tendances qui acheminent l'humanité dans un cul-de-sac.

Ainsi est remis concrètement à l'ordre du jour le fédéralisme. Mais il s'agit de lui trouver de nouveaux contenus.

Cette recherche se place au centre du projet de réactualisation. Il doit s'effectuer en deux directions complémentaires.

1) Etablir un programme d'enquêtes et d'études qui pourrait comprendre les rubriques suivantes :

a) les structures de la classe salariale. Les modifications dans l'histoire du capitalisme. Les grands-pères de la Révolution avaient prévu l'augmentation du nombre de salariés en valeur absolue et en pourcentage, mais pas exactement, par contre, la multiplication des catégories et des strates professionnelles, l'hétérogénéité de la classe salariale qui ne fait que s'accroître depuis la fin de la guerre. D'autre part, dans la masse des salariés, le secteur tertiaire tend non seulement à se trouver à égalité avec le secteur secondaire, mais à le dépasser. La classe ouvrière proprement dite est devenue, dans de nombreux pays, minoritaire. Mais le mouvement de diversification croissante ne va-t-il pas, d'un autre côté, être remis en cause par l'introduction massive des technologies nouvelles et de l'informatique en particulier. Ne va-t-elle pas dans le sens de l'uniformisation des conditions de travail, et partant, créer les conditions d'une nouvelle homogénéité ? Cette interrogation n'est pas très originale, mais pratiquement personne ne parvient à en tirer quelques conclusions et à en imaginer les conséquences.

b) le rapprochement entre la production et la consommation.

Toutes les propositions anti-crise ne sont-elles pas condamnées à l'impuissance si elles ignorent cet aspect décisif ? *Quel type d'organisation sociale suppose la mise en phase des deux grands secteurs d'activité*. Cette problématique doit être repensée à la lumière du fédéralisme anarchiste.

c) la galopade technologique : la politique technologique dans la société capitaliste. Les rapports sociaux et la technologie. Le problème des compétences et du pouvoir qu'elle représente (les cadres). La technologie comme moyen dans une société dont la logique et la finalité sont autogestionnaire et fédéraliste. Le développement technologique est-il intrinsèquement centralisateur ?

d) la disparité planétaire - L'échange inégal entre les nations. Les métropoles et les pays du Tiers Monde.

La politique des multinationales.

2) La participation au mouvement social pour y déceler et encourager les comportements créatifs qui remettent en cause de façon fondamentale et anti-hiérarchique les rapports sociaux. Ils existent :

a) sur le plan de la production. Lorsqu'en 1968 quelques milliers de travailleurs ont tenté de remettre en marche l'entreprise sous leur propre direction avec la complicité de certains cadres, ils établirent des relations avec des travailleurs d'autres entreprises sans rechercher l'aval des institutions et des organisations syndicales, les court-circuitant même au besoin et dénonçant la pyramide des pouvoirs. D'une certaine manière, lorsque des travailleurs allemands et anglais (cf la revue *Résister*) au cours des dernières années élaborèrent des contre-plans alternatifs remettant en cause les normes de fabrication et la nature du produit, ils furent obligés d'ignorer les institutions et les hiérarchies syndicales. Cette remise en cause de la délégation permanente de pouvoir est tout à fait conforme à l'esprit du fédéralisme anarchiste.

b) de même, lorsque des enseignants et des enseignés s'entendent dans le but d'élaborer un projet éducatif sans tenir compte de l'administration ni du ministère ni des inspecteurs, ils se trouvent en conformité, sans le savoir, avec les principes que nous défendons.

c) on pourrait trouver dans les quartiers des comportements analogues.

Nous ne méconnaissons pas l'existence d'une littérature consacrée à la réactualisation de l'anarchisme. Cependant, une entreprise de ce genre ne peut aboutir que si toute notre mouvance est saisie par l'urgence d'instaurer une discussion générale pour que l'anarchisme communiste puisse être considéré comme une alternative possible et crédible.

Michel RAVELLI  
(à suivre)

#### NOTES

(1) Il existe un décalage dans le temps entre le socialisme anti-autoritaire et la philosophie anarchiste sous sa forme moderne. Le socialisme anti-autoritaire est relativement indépendant de la philosophie anarchiste qui ne se trouve exposée, globalement, que dans des écrits postérieurs à 1885.

(2) La division croissante du travail à l'échelle nationale tend à faire disparaître l'autonomie économique des régions et à l'échelle internationale celle des nations. L'action révolutionnaire doit-elle viser à créer de nouvelles territorialités qui se suffisent à elles-mêmes, ou accepter, comme point de départ, l'interdépendance économique ?

(3) C'est une contre-vérité de dire que les anarchistes ne se sont jamais occupés de la question. Certes ils l'ont fait de manière imprécise et peu conséquente, mais le problème ne fut jamais oublié. Dejacque considérait deux étapes transitoires avant la société anarchiste proprement dite : une qui rappelle le mutualisme de Proudhon, et la suivante rappelant le socialisme anti-autoritaire de Bakounine. Nous ne citons cette référence qu'à titre d'exemple.

(4) Le centralisme démocratique, principe intangible d'organisation pendant plus de soixante ans, est considéré par un nombre croissant de membres des partis communistes comme un anachronisme entravant la circulation des idées et la rectitude des décisions.

**V**ous me demandez si IRL m'intéresse toujours. Si je ne me suis pas réabonné, ce n'est dû qu'à ma situation «économique». Je suis détenu et le fric que j'ai a des priorités. Mais je pense pouvoir trouver la somme nécessaire à mon réabonnement bientôt. Bien sûr IRL m'intéresse toujours, pas tellement pour son contenu, plutôt pour son esprit.

Je vais profiter de cette lettre pour vous parler de mes réflexions.

J'ai 25 ans et ça fait sept ans que je me farcis des barreaux. C'est-à-dire que je suis complètement coupé des réalités que vous vivez... Je les appréhende plus ou moins, mais je ne les vis pas. Ce n'est pas totalement négatif dans ce sens où je n'ai pas à subir leur influence obscurantiste. Soumission involontaire, mais réelle, de la pensée...

En théorie, tout a été dit. Les libertaires d'hier, d'aujourd'hui et de demain ont tout dit, je veux dire qu'ils restent sur leurs acquis.

La liberté, pensée par un libertaire, a un sens bien précis.

Les libertaires d'aujourd'hui vivent-ils cette liberté? Peut-être que ma question déclenchera, en chaîne, toute une tripotée de justifications.

Croyez-vous vraiment que nous arriverons à quelque chose si à chaque fois que les questions essentielles sont posées nous nous empressons de les recouvrir de justifications? et d'ailleurs, peut-on justifier l'injustifiable?

Notre situation est plus enviable que celle de l'Espagne de 1936 ou de l'Ukraine et Makhno, la France n'est ni l'URSS, ni le Chili, et... il est facile de trouver des boucs émissaires: l'état, la DST, le capitalisme, les bourgeois, ou je ne sais quelle autre paranoïa. C'est à se demander si les libertaires ne vont pas devenir, à leur tour, un mouvement réactionnaire. J'évoque le manque de créativité et l'incapacité de transcender nos aînés, pour adapter à notre époque nos idées.

Je ne veux pas dire que les institutions n'ont pas d'influence, mais je pense que la plus grande influence est l'inertie de la structure psychique des individus, et les libertaires doivent se demander s'ils partagent cette «propriété».

Au delà des classes sociales, il y a l'homme et, qu'il soit ouvrier ou patron, fasciste ou libertaire, il a subit une influence socio-culturelle. Contrairement aux autres formes de pensée, le libertaire envisage une révolution psychique (à l'intérieur des individus) qui engloberait toutes les classes, sans distinction de classes. Il s'agit bien de lutter contre les conditions sociales et non contre leurs représentants.

Il existe des esclavagistes parce qu'il existe des esclaves (la question de savoir «qui a commencé» est d'ordre philosophico-historique et elle ne changera rien à la situation présente. De toute façon la frontière entre les deux n'est pas évidente. «Comment cela se fait-il? me demandé-je. Qu'est-ce qui persuade le vivant d'obéir et de commander et que, commandant, il pratique encore l'obéissance?». Nous devons, comme se le demandait Nietzsche, nous le demander). S'il faut mettre fin à l'esclavagisme cela ne peut s'envisager, au risque de les remplacer, qu'en apprenant aux esclaves de se passer de maîtres! Ils doivent devenir autonomes, lucides et capables de critique, capables d'exercer leur Moi-critique. C'est pour ça que notre action doit se faire sur le fond en même temps qu'elle se fait sur la forme.

A l'heure actuelle, en France, pour prendre une situation bien précise, le principal obstacle à la réalisation des idées libertaires ne se

trouve-t-il pas dans la tête des libertaires? Incapacité à concrétiser par les actes nos pensées. Sommes-nous capables intellectuellement, émotionnellement, philosophiquement, mais aussi techniquement, scientifiquement, artistiquement, de réaliser une image sociale autonome, autogérée et libre? Nous avons une critique lucide sur la société actuelle, précise sur ce que serait une société universelle et libertaire. Mais sur la manière de passer de l'une à l'autre que faisons-nous? Et si nous faisons quelque chose, ne pouvons-nous pas faire mieux?

Je ne pense pas qu'une révolution de la structure psychique des individus soit une affaire politique ou économique, c'est une affaire personnelle, puis collective, à travers la concrétisation effective de nos idées. Le reste suivra...

Je pense qu'une concertation de toutes les personnes qui se sentent près à vivre en eux et entre eux de nouveaux rapports socio-économiques à l'intérieur d'un espace qu'ils auront créé par la mise en action de leurs pensées est possible. Cette concertation doit naître par l'initiative personnelle, mais aussi par l'initiative des mouvements libertaires existant, car ils possèdent le «pouvoir» de mobiliser le potentiel créateur que le libertaire a en lui. On se sent mieux lorsqu'on sait que l'on n'est pas seul.

Bien sûr, il existe des groupes d'expression libertaire, mais en dehors de leur spécialité, ils s'en remettent à la bonne société marchande. Ceci traduit bien l'inertie psychologique des masses. L'incapacité de concevoir l'organisation sociale autrement que par la spécialisation et la division des tâches sociales: les médias, les écoles, l'agriculture, etc... Conception bourgeoise de la vie que l'on découpe en petits morceaux. Et les libertaires doivent se demander s'ils n'en sont pas aussi victime.

Ne pouvons-nous pas nous pencher, individuellement et collectivement sur cette question et voir les possibilités que nous aurions à créer cet espace libertaire? Bien entendu, il ne pourrait être à 100% autonome, mais... par exemple, n'existe-t-il pas un libertaire qui touche en électronique, en mécanique ou encore en électricité? Si oui, la composphère ne poserait pas tant de problèmes à IRL et même il pourrait faire des petits, sans coûter aussi cher et en se passant de contrat de maintenance, ce serait de l'autonomie!

Ceci a l'air peut-être un peu mesquin, mais nous utilisons dans nos vies beaucoup de matière travaillée: lit, moto, ordinateur, etc... et une société libertaire aura aussi des lits, des motos et des ordinateurs. La façon de les utiliser (surtout les lits!) serait différente, mais nous les utiliserons. Ce jour-là, s'il existe, il ne faudra plus compter sur les ouvriers, ils seront occupés avec leur vie. Bref, l'espace dont je parle doit être une image de ce que serait la vie de tous les jours dans une société libertaire. Et je pense que ce serait là la meilleure façon d'illustrer nos pensées pour les regards extérieurs.

Détruire pour construire, ou construire pour détruire?

Il est aussi important d'aborder le sujet émotionnellement qu'intellectuellement.

Je rêve... mais qui ne rêve pas? Qui? D'ailleurs, heureusement que je rêve, sinon je me poserais des questions: «Serai-je devenu raisonnable?» par exemple!

**J**e me permets bien simplement de vous mettre par écrit quelques suggestions pour un contenu supplémentaire à votre journal.

1— Vous serait-il possible de faire paraître une liste des livres nouvellement parus et intéressants que vous possédez à la Gryffe (*librairie libertaire associative de Lyon à laquelle participent deux membres de la rédaction d'IRL, NDLR*), afin que vos abonnés éloignés de votre librairie puissent être au courant et lors d'un passage à Lyon se les procurer (ex: Louise Michel, Sacco et Vanzetti).

2— Il me paraît également intéressant que vous donniez votre avis sur certains films récemment sortis et ayant une certaine valeur à vos yeux.

3— Essayez de trouver un moyen pour nous faire savoir les sujets et les dates des conférences-débats que vous organisez à la Gryffe.

Solange  
St Maurice l'Exil

*Une brève réponse à ces suggestions. La Gryffe est en train de faire un catalogue (travail long et fastidieux) et, dès qu'il sera prêt, nous préviendrons nos abonnés qu'ils peuvent l'obtenir et comment.*

*Pour ce qui est des films, nous annonçons la création d'une nouvelle rubrique: «Bonjour la culture», qui débute dans ce numéro.*

*Au sujet des débats de la Gryffe et dans la mesure du possible, nous faisons en sorte d'en publier la liste dans nos pages communiqués.*



Tony, Maison Centrale  
St Maur/Indre

Dessin Jean L. Phan-Van

# ÉCOLOGIE OUI MAIS SOCIALE

ENTRETIEN AVEC MURRAY BOOKCHIN

**M**urray Bookchin, la soixantaine, look écologiste végétarien. Il voyage avec son rasoir électrique et un gros livre d'Adorno dans son sac. L'année dernière, il a passé trois mois en Europe pour participer à la Rencontre Internationale Anarchiste de Venise et à une dizaine de conférences organisées dans divers pays.

En novembre, il est venu en France, notamment à Besançon, Montpellier et Lyon. Lors de son passage à Lyon, nous l'avons interviewé, en lui posant quelques questions préparées à l'avance, notre connaissance rudimentaire de la langue anglaise nous empêchant d'engager un véritable dialogue.

Cet anarchiste américain est connu en France par un certain nombre de ses articles traduits et publiés notamment dans la presse libertaire (cf bibliographie). Une grande partie de son travail reste à traduire et à publier, notamment son dernier livre « The Ecology of Freedom », son petit « Capital », selon ses termes: « le résultat d'une vie d'activité, de travail, d'études ».

En Amérique, il est très connu dans le milieu alternatif, écologiste, anarchiste, et plus généralement dans la mouvance libertaire très large et parfois contradictoire en ce pays.

Rappelons que son livre « Post scarcity Anarchism » en est à sa septième édition, de qui représente un tirage d'environ 100 000 exemplaires.

En lisant ses articles et ses livres, ainsi que cet entretien, il est possible que certains points choquent, notamment ce qu'il dit du caractère libertaire du peuple américain. Mais comme il l'exprime à la fin de cet entretien, il n'est pas « source de vérité » et « ne cherche pas de disciples ».

Néanmoins, nous pensons que le travail de M. Bookchin

milieux libertaires. M.B., à notre sens, est un des rares anarchistes à avoir une vision globale de la société et de la nature, vision dans laquelle sont intrinsèquement liés les caractères scientifiques et militants.

Enfin, nous pensons qu'il a réussi ce grand pas en avant pour le mouvement et les idées libertaires de lier les principes de la tradition anarchiste à une des problématiques les plus importantes de notre époque: l'ÉCOLOGIE SOCIALE. ●



représente aujourd'hui une formidable source d'idées, de concepts qui peuvent nous aider à reformuler-réactualiser la pensée anarchiste. Nous croyons que son dernier livre est irremplaçable pour les débats et les activités actuelles des

Murray Bookchin, Lyon nov. 84.

Photo Mimmo

## NOTES DU TRADUCTEUR

Le terme anglais *libertarian* que j'ai traduit systématiquement par *libertaire* semble avoir en anglais un sens beaucoup plus large et plus flou qu'en français. Il n'est pas tellement synonyme d'anarchiste.

De même, le mot anglais *radical* n'a pas le même sens qu'en français dans le *Parti Radical* français, mais signifie quelque chose comme *partisan d'un changement radical de la société, dans un sens de gauche*.

Notons aussi que quand Bookchin utilise le mot *américain* sans autre précision, cela veut dire *états-unien*.

**V**enise\* a représenté pour un certain nombre d'entre nous une expression de ce qu'il y a de plus intéressant au niveau des idées libertaires dans la nébuleuse anarchiste qui embrasse la planète. Comment as-tu vécu cette semaine et quelles ont été tes impressions particulières?

Pour moi, Venise a représenté une expérience extrêmement importante. En effet, pendant cette rencontre ont été débattues des questions entièrement nouvelles concernant le développement du capitalisme et le développement de l'anarchisme. Nous ne sommes plus au dix-neuvième siècle ni au début du vingtième. Cette période, je m'en souviens très bien, c'était l'époque de ma jeunesse. Et une des grandes préoccupations que j'avais en venant à Venise était la nécessité pour les anarchistes de ne pas se scléroser et de s'adapter aux changements qui se produisent dans le capitalisme d'aujourd'hui. Il faut que nous restions proches des nouveaux problèmes qui commencent à se faire jour, et que nous fassions le ménage des anciens débats qui ont moins cours aujourd'hui.

Traditionnellement, au moins dans la période qui va de 1870 à la fin des années trente, l'anarchisme a été fondamentalement un mouvement syndicaliste; cela se comprend. Mais depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et tout particulièrement depuis les années soixante, le capitalisme s'est transformé et de nouvelles questions doivent être posées. Ces questions sont aussi importantes, peut-être même en bien des manières plus importantes, que les questions traditionnellement traitées par l'anarchisme ouvrier dont nous avons hérité depuis les années 1870. Il me semble qu'il y a eu à Venise une tentative sérieuse, la plus importante que j'aie connue, de s'attacher à ces questions nouvelles.

**Tu es en train de faire une tournée de conférences qui t'a amené en Suède, en Allemagne, en Suisse et maintenant en France. Ensuite, tu iras en Italie, puis en Israël. Quelle est l'état de santé des libertaires européens?**

Ce n'est pas la première fois que je viens en Europe, et j'ai été, au premier abord, profondément frappé par le déclin énorme du marxisme et du socialisme traditionnel. Ceci est très important à noter. La gauche, si on peut encore employer ce terme dans son sens traditionnel, celui de «classe ouvrière», est imprégnée d'une ambiance libertaire. Mon problème était de trouver comment les anarchistes conscients de l'être peuvent articuler cette ambiance libertaire, cette tendance nouvelle à une sensibilité libertaire. Comment, par quelles idées, par quels discours, transformer cette ambiance en un mouvement cons-

cient pour donner un nouveau sens aux espoirs d'une nouvelle sorte de gauche en Europe? L'ambiance que j'ai trouvée en Europe variait d'un pays à l'autre. Evidemment, il y a de grandes différences de niveau de développement du capitalisme et de la gauche. Les problèmes les plus intéressants, je les ai rencontrés en Allemagne, car c'est là que j'ai trouvé l'ambiance libertaire la plus étendue et le déclin du socialisme marxien le plus profond. J'ai été très frappé par des propos qui m'ont été tenus par certains vieux membres de la «Kommunistische Bund» qui avaient rallié les Verts et qui m'ont dit: «Il y a deux ans, j'aurais jeté l'anathème sur tes idées, et maintenant, je me sens très proche de toi. Peut-être es-tu le dernier vrai anarchiste et moi le dernier vrai marxiste, mais nous sommes maintenant à 90% d'accord sur bien des points.» Ceci m'a encouragé parce que les idées que j'exprimais étaient des idées anarchistes qui me paraissent plus propres à refléter les nouveaux développements du capitalisme et la nouvelle ambiance en Europe et aux Etats-Unis que ne l'étaient les anciennes idées anarchistes. Ce que j'ai vécu en Allemagne m'a ainsi profondément encouragé. En Suède, et en général partout au nord des Alpes, j'ai vécu des choses très analogues. En Espagne également la même chose se passe, me semble-t-il, ce n'est donc pas une évolution limitée au nord de l'Europe. Je pense que ce n'est qu'une question de temps avant que cela commence aussi en France et en Italie.

## POUR UN MUNICIPALISME LIBERTAIRE

**Qu'est-ce que tu penses des Verts allemands et de leurs actions qui sont à la fois des actions directes, des actions de démocratie directe, et une participation parlementaire?**

J'ai étudié avec beaucoup de soin les Verts. J'ai interrogé toutes les tendances de ce mouvement, et je crois avoir posé des questions très perspicaces. J'ai appris beaucoup de choses qu'il faut que nos camarades assimilent. Il est possible que je me trompe, je ne veux pas jouer à l'Américain arrogant qui connaît tout sur le monde entier et qui sait ce que doivent faire les Européens. Néanmoins mes opinions sont fondées sur au moins cinquante cinq années d'expérience au sein du mouvement radical.

J'ai trouvé une contradiction sérieuse entre le parlementarisme des Verts et le mouvement extra-parlementaire. Je sais que si les Verts concentrent la plus grande partie de leur attention sur le Bundestag, centre de la politique parlementaire, ils ont très peu de chance de devenir autre chose que l'aile gauche de la social-démocratie et de légitimer ainsi les pires méfaits de la social-démocratie allemande, de la SPD. Il y a en Allemagne une très forte tendance à tomber dans cette ornière, tendance représentée par le groupe des soi-disant

«réalistes». Cette tendance inclut des gens comme J. Fischer et Daniel Cohn-Bendit. Je ne veux pas polémiquer avec ces gens-là, mais j'ai trouvé d'autres tendances parmi les Verts qui s'inquiètent profondément de ces tendances parlementaristes et du risque de voir les Verts se réduire à un simple partenaire mineur du SPD.

Leur vrai problème est de trouver le moyen de développer une politique qui reflète et représente le mouvement d'action directe extra-parlementaire, qui a atteint certaines limites. Comment développer un mouvement d'idées politiques qui atteigne de plus en plus de gens en Allemagne, sans devenir un parti politique parlementaire traditionnel? Cette crise est ouverte chez les Verts et n'a pas été résolue. Est-il en effet concevable de développer une stratégie libertaire qui s'étende au-delà du mouvement pur et dur d'action directe extra-parlementaire, sans pour autant tomber dans la sphère politique du parlementarisme? J'ai certaines idées à ce propos, idées qui demanderaient à être examinées et discutées, mais qui nous servent de base de travail aux Etats-Unis sous l'appellation de «municipalisme libertaire». Il s'agit de la capacité de fonctionner à la base, d'une façon proche du mouvement extra-parlementaire, en essayant de créer au niveau local, au niveau de la ville, du village, une politique au sens grec du terme, et non au sens parlementaire. Il s'agit de se baser sur une démocratie directe qui s'oppose à l'Etat centralisé.

**Est-ce que tu peux nous dire la différence qui existe entre les mouvements et partis écologistes européens?**

J'ai parlé avec beaucoup de gens venant d'un grand nombre de partis écologistes différents: des gens du parti écologiste suédois, des gens venant de la soi-disant «Internationale de Bruxelles», et j'ai entendu des échos de ce que dit le parti écologiste anglais. Il faut comprendre qu'il y a une différence entre ces gens-là et les Verts allemands. Ces partis ne sont axés que sur la politique parlementaire. Le parti «environnemental» suédois est en fait un parti véritablement très bourgeois. Ils sont orientés «environnement» et non «écologie», et quand je parle de l'écologie, je ne parle pas de l'environnementalisme.

Les Verts, par contre, ont une «épaisseur» bien plus grande et des conflits et des déchirements bien plus profonds. Ils veulent, au moins pour les meilleurs d'entre eux, préserver leur base et leur caractère extra-parlementaire. Ils ont un point de vue très libertaire, voire dans certains cas très consciemment anarchiste. Par conséquent, quand je parle des partis écologistes, par opposition aux Verts allemands, je suis conscient du fait qu'il s'agit de groupes totalement parlementaristes. Ils auront peut-être des idées un peu plus avancées que bien des organisations libérales ou radicales dans la sphère parlementaire; ils valent certainement mieux que les socialistes et les communistes. Mais je ne les crois pas capables d'aller beaucoup plus loin que la sphère parlementaire bourgeoise ordinaire. Mon point de vue à leur sujet est celui d'un intérêt critique. Ce n'est pas le genre de mouvement que je voudrais voir se développer aux Etats-Unis ni ailleurs. C'est un mouvement que je tiens pour limité malgré ses bonnes intentions et son progressisme, et qui court le même danger que tout mouvement purement parlementaire, à savoir de se corrompre ou de s'institutionnaliser, et de perdre à terme toute signification et de disparaître par la récupération de leurs thèmes par les grands partis.

**L'anarchisme et les idées libertaires ont-elles un avenir aux USA?**

\* Fin septembre 1984, des rencontres internationales anarchistes se sont déroulées à Venise durant une semaine. Voir IRL n. 57.

Il est très important de faire la distinction aux Etats-Unis entre l'ambiance libertaire et les organisations anarchistes. Le nombre de membres de ces organisations anarchistes qui existent aux Etats-Unis et qui sont proches des organisations anarchistes européennes est très faible. Les principales organisations anarchistes —elles ne sont pas nombreuses— sont tournées vers le passé, même lorsque leurs membres sont des jeunes. Il sont aussi fêrus de Kropotkine et de Proudhon que les groupes marxistes-léninistes américains —ils existent et ils sont aussi minuscules que les groupes anarchistes— le sont de Staline. Je ne veux pas comparer Kropotkine à Staline, mais l'orientation passéiste des groupes est la même. Les groupes anarchistes américains conscients et organisés susceptibles d'être reconnus par les Européens en termes d'anarcho-syndicalisme ou d'anarcho-communisme à l'ancienne sont extrêmement faibles.

## LE PEUPLE AMERICAIN EST « LIBERTAIRE »

Ceci constitue un véritable problème pour nous. L'anarchisme n'aurait-il pas d'avenir aux Etats-Unis? Personnellement je n'en crois rien. Le peuple américain est libertaire au sens le plus large du terme. La révolution américaine, le «rêve américain», ont un contenu richement libertaire. Le gouvernement des Etats-Unis est très puissant, mais malgré cela le peuple américain voit en tout gouvernement un mal. Au contraire, beaucoup d'Européens pensent qu'il faut s'adresser au gouvernement pour résoudre leurs problèmes. Les Américains aiment à considérer le gouvernement comme un ennemi et pense que, si on ne peut l'abolir, il faut seulement le tolérer comme un mal nécessaire. Evidemment cette attitude est exploitée par la droite américaine qui veut s'appuyer sur ces sentiments pour pomouvoir le libre-échange, c'est-à-dire en fait la liberté pour les grandes compagnies d'exploiter le monde entier; la droite pousse à l'individualisme qui désagrège toute solidarité entre les gens, en particulier entre les blancs et les noirs, entre les ouvriers, entre les agriculteurs, entre les chômeurs. La droite se sert de ces sentiments pour promouvoir des idées très réactionnaires sur le patriarcat, la religion, l'avortement, etc... On s'appuie par exemple sur le droit des non-nés à naître.

Notre vrai problème est de développer une conscience anarchiste à partir de cette ambiance libertaire; pouvons-nous trouver une dimension utopique dans cette attitude américaine, dans ce rêve américain, et en expurger la dimension réactionnaire? Cette dimension réactionnaire est très réelle. Les anarchistes espagnols ont réussi cela quand ils ont combattu l'église qui tentait de maintenir le «pueblo» espagnol, sa forteresse traditionnelle. Les anarchistes espagnols ont reconnu que la paysannerie ne devait pas nécessairement en passer par l'industrialisation, et que l'on pourrait peut-être avancer vers l'anarchisme sans passer par une révolution industrielle, comme le prétendait le marxisme, qui voit d'abord la prolétarianisation de la paysannerie, puis le développement de la lutte des classes pour renverser le capitalisme. Les anarchistes ont vu dans le village espagnol ce que les populistes ont vu dans la paysannerie russes, à savoir la possibilité de développer une nouvelle société à partir de la coquille de l'ancienne. Il s'agissait d'enlever les aspects négatifs en retenant les positifs: le mutualisme, la coopération, le communalisme, etc...

Le problème aux Etats-Unis est le même. Comment donner aux sentiments américains d'aversion pour le gouvernement, pour la

centralisation, aux sentiments libertaires et autonomistes, un contenu de gauche? Nous devons développer une forme d'anarchisme propre aux Etats-Unis. Je ne suis aucunement contre l'internationalisme, mais notre anarchisme ne peut pas être importé d'Europe, ni calqué sur l'anarchisme d'il y a un siècle, faute de quoi nous n'aurons aucun impact sur l'esprit des Américains. Ceci est très important. Il faut voir aussi qu'aux Etats-Unis les socialistes ont échoué plus complètement que partout ailleurs dans le monde. Ils sont pour l'Etat centralisé, pour l'économie planifiée et quand ils sont léninistes ils sont pour la dictature du prolétariat, et ils n'ont strictement aucun impact sur les Américains. Nous n'avons chez nous rien qui ressemble aux partis de gauche qui existent en Italie, en France et ailleurs en Europe. Notre anarchisme doit être développé à partir de l'esprit libertaire américain et doit s'appuyer sur l'aversion des Américains pour l'Etat et pour le gouvernement. Notre anarchisme doit procéder des traditions de la révolution américaine, nous devons radicaliser l'élément démocratique qui existe aux Etats-Unis et en empêcher la récupération par la droite.

Ceci nous donne tout un ensemble de perspectives nouvelles. Quelles sont les thèmes qui feront réagir les Américains, thèmes qui pour ainsi dire, en feront des anarchistes plutôt que des fascistes —bien que je ne pense pas qu'il y ait aux Etats-Unis un danger immédiat de fascisme aujourd'hui! Qu'est-ce qui peut exprimer cette ambiance libertaire, cette tradition libertaire, en termes américains, dans la langue anglaise, de marxisme allemand ou de bolchévisme russe ou de maïsisme chinois? Qu'est-ce qui peut ainsi faire de cette ambiance un anarchisme conscient? Je doute de la réalité de l'anti-intellectualisme des Américains. Les Américains sont des gens pratiques: c'est sur la pratique qu'ils mettent l'accent et ils ont un certain mépris pour la théorie. Mais je crois qu'il y a aujourd'hui une situation globale dans le monde entier, situation à laquelle tout le monde est soumis. En cette époque où les crises sont si globales et la situation si dangereuse, on comprend que les gens recherchent des solutions pratiques immédiates. Je pense qu'il faut développer une nouvelle hybridation entre l'intellectualisme européen et le pragmatisme américain. Et il faut pour cela un contact d'idées plus riche. Mais nous ne pouvons espérer développer un quelconque mouvement radical ou anarchiste aux Etats-Unis si nous ne travaillons pas d'abord à partir de l'expérience américaine et non à partir de l'expérience européenne.

## L'INSTITUT POUR L'ÉCOLOGIE SOCIALE

Une des expressions typiquement américaines de ce nouvel anarchisme est l'Institut d'Ecologie Sociale que tu as créé. Peux-tu nous expliquer comment il a été créé, comment il fonctionne et quelles sont ses perspectives?

L'Institut d'Ecologie Sociale n'est pas une organisation spécifiquement anarchiste: il s'agit d'une institution éducative. Mais sa sensibilité est très libertaire et exprime la nouvelle mentalité libertaire que le mouvement anarchiste doit à mon avis développer. Je crois qu'il est important de clarifier ceci. Cet institut est une école qui a démarré en 1973 quand le Goddard College (université du Vermont très réputée aux Etats-Unis) m'a demandé de donner des cours d'écologie. En effet, à cet époque, le mouvement écologiste,

ou plus exactement environnementaliste, avait commencé à se développer. Mon cours eut un grand succès parmi les étudiants du Goddard College, et un certain nombre d'entre eux m'a demandé, en raison de l'intérêt que cela suscitait, d'essayer d'organiser un Institut. J'ai travaillé avec un de mes amis, Dan Chodorkoff, et nous avons repris une ferme appartenant au College et située juste à côté du campus. Et là, de 1974 à 1981, nous avons développé une installation des plus remarquables: immeubles solaires, mares à poissons, moulins à vent et formes nouvelles d'agriculture organique ou biologique. Nous avons produit de la nourriture sans aucun emploi de produits chimiques. Nous avons eu plus d'un millier d'étudiants au total, dans cette période de moins de 10 ans, et chacun d'eux est venu à l'Institut et a étudié avec nous pendant trois mois.

Mais la chose la plus importante dans notre esprit n'était pas le développement de ces technologies nouvelles alternatives, mais celui de la théorie de l'écologie sociale, qui est anti-hiérarchique et contraire à toutes les formes de domination. Cette théorie est bien entendu parfaitement en accord avec l'anarchisme et la plupart d'entre nous avons été consciemment influencés par la théorie anarchiste. Nous avons vu dans l'écologie sociale une nouvelle sensibilité qui perçoit les différences non pas en termes de hiérarchie, de supériorité, mais en termes de diversité. Nous avons consacré beaucoup d'efforts à étendre l'application de ce point de vue que je développe dans mes livres —en particulier dans *The Ecology of Freedom*— à toutes les sphères de la vie: aux relations communales, aux relations entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les vieux, etc... Ce point de vue s'applique aussi aux relations entre les gens et la nature. En effet, nous considérons comme important de voir que l'idée de domination sur la nature, idée qui se trouve à la racine de la crise écologique, provient en dernière analyse de l'idée de domination de l'être humain sur l'être humain. Ceci est le contraire de ce que disait Karl Marx qui pensait que la domination de l'être humain sur la nature, domination considérée comme nécessaire, rendait nécessaire que certains êtres humains en dominant d'autres, et ceci tant que les forces productives n'auront pas atteint le niveau requis pour l'avènement du socialisme et du communisme. A ce stade, Marx imagine que nous éliminerons cette domination par une sorte de coup de baguette magique.

## ELIMINER LES DOMINATIONS ENTRE LES ETRES HUMAINS

Nous avons reconnu que cette théorie marxiste était erronée. Ceci nous a permis de dépasser la simple question de l'environnement naturel. Nous avons compris que la racine de du problème écologique était sociale et que c'est la domination de certaines personnes sur d'autres, des hommes sur les femmes et de certains hommes sur d'autres hommes, qui est la cause du problème écologique. Il en découle que la seule façon de résoudre le problème écologique est d'éliminer les dominations entre les humains. Les femmes comprenaient très vite cette façon de voir car elles percevaient que même si on avait une société sans classe, libre de toute exploitation économique et libérée de l'Etat, il pourrait encore exister une hiérarchie par laquelle les femmes seraient les victimes des hommes de façon très subtile. Nous avons eu et nous avons encore une très forte influence sur le mouvement des femmes

et le mouvement féministe. Et cette influence n'est pas limitée à l'institut, c'est une influence de portée nationale, voire internationale. Il y a beaucoup de femmes, parmi les plus avancées des militantes féministes, qui se disent «écoféministes» (1) et d'autres encore qui se considèrent comme anarchistes. Ceci est aussi vrai aux campements de femmes à Greenham Common (2) en Angleterre et à Seneca Falls à New York devant les installations militaires. Elles chantent des chansons anarchistes et s'organisent par «groupes affinitaires», terme que j'ai popularisé aux Etats-Unis. L'Institut pour l'Ecologie Sociale est ainsi devenu le berceau de ces idées, l'école d'où elles sont diffusées parmi un nombre de plus en plus grand de personnes. Personnellement, en raison de mes écrits et de mon enseignement dans cet Institut, j'ai été et je suis encore invité aux quatre coins des Etats-Unis, et, en m'adressant ainsi à des milliers de personnes, je touche probablement plus de monde que ne le font aujourd'hui la plupart des anarchistes classiques qui passent le plus clair de leur temps à débattre de problèmes internes et en querelles intestines à propos de tel ou tel détail de théorie déjà discuté il y a un siècle, ou alors se consacrent tels des gardiens de musée à la perpétuation de la mémoire et de la tradition. Nos idées à l'Institut d'Ecologie Sociale ont ainsi un très grand impact direct et indirect sur toutes les évolutions qui se produisent.

De plus, il faut savoir que cet Institut est en pleine croissance. Nous sommes toujours remplis de monde, les gens paient pour venir, ce qui nous permet de payer la location, et peut-être d'acquiescer notre propre terrain dans le Vermont, en plus de rémunérer les enseignants qui consacrent une grande part de leur temps à leur enseignement. Nous sommes toujours occupés et même surchargés. L'Institut paraît avoir un avenir très prometteur et deviendra peut-être un des centres les plus importants dans le développement d'une mentalité écologique libertaire et dans l'écologie libertaire. Ces espoirs sont très concrets, ils correspondent à une réalité tangible. Notre influence sur le développement d'un mouvement «vert» aux Etats-Unis est également très grande, ceci à travers le développement de nos activités éducatives et à travers nos publications.

Par ailleurs, nous entretenons des rapports avec d'autres instituts tel que le «New Alchemy Institute».

## ELIMINER LA MENTALITE HIERARCHIQUE

Peux-tu nous expliquer plus clairement la différence que tu fais entre l'écologie et l'écologie sociale?

Je vois trois choses différentes. J'appelle environnementalisme ces mouvements, organisations et personnes qui ne font pas le rapprochement entre la structure de la société et la dégradation de l'environnement. Ces gens veulent que l'air et l'eau des rivières soient propres, et pour cela ils veulent beaucoup de lois nouvelles. Ils veulent participer à la conduite de l'Etat et à l'ordre social actuel; ils

(1) Voir l'article publié dans IRL 56: «Ecologie du féminisme, féminisme de l'écologie», traduit de la revue de l'Institut d'Ecologie Sociale: «Harbinger», PO Box 69 Plainfield Vermont 05667, USA.

(2) Voir IRL 52: «Greenham: la passion contre les armes».



veulent même entrer dans les grandes compagnies pour les influencer de l'intérieur. Ils veulent ainsi faire promulguer de bonnes lois et développer de bonnes technologies pour permettre au système social actuel de se perpétuer sans détruire le monde naturel, destruction qui menace la survie de chacun. Je les appelle environnementalistes car ils ne décrivent pas la relation étroite qui existe entre la maladie sociale et la crise écologique. Ce sont souvent ces gens-là que l'on trouve dans la plupart des mouvements écologiques européens, sauf chez les Verts allemands.

L'écologie naturelle, elle, constitue une branche de la biologie, à moins que ce ne soit l'inverse. Il s'agit de l'étude scientifique de l'interaction entre les plantes et les animaux pour former un tout cohérent appelé écosystème. L'écologie naturelle étudie les conditions de stabilité des écosystèmes et détermine les causes possibles de rupture de cette stabilité. Elle se préoccupe de ce que nous appelons les «chaînes alimentaires». Il s'agit d'une science, mais d'une science qui, bien que cela puisse surprendre, nous fournit une base pour certaines perspectives sociales si on l'envisage d'un point de vue libertaire. En effet, il est absurde de parler à propos d'un écosystème d'«animaux rois» ou d'«animaux serfs». Tous les animaux et toutes les plantes d'un écosystème sont indispensables à la stabilité de l'ensemble. Ainsi, plus l'écosystème est complexe, plus il est stable et plus il est absurde d'y voir un sommet et une base, d'y voir des éléments plus importants que d'autres. On voit que dans la nature en général la hiérarchie ne constitue pas un facteur de stabilité; et ceci vaut dans la nature comme dans la société. La hiérarchie est toute aussi vide de sens dans une approche écologique de la société qu'elle l'est dans une approche biologique de la nature.

La sensibilité et la mentalité hiérarchique causent ainsi de grands dommages dans la

société et menacent aujourd'hui de détruire la planète entière. Nous, nous disons que le problème écologique, la dégradation de l'environnement, sont d'origine sociale. Notre attitude dominatrice vis-à-vis de la nature vient de notre organisation sociale. Si nous voulons vivre en harmonie avec la nature, nous devons harmoniser nos relations entre nous et éliminer la hiérarchie. Ceci nous mène très loin, plus loin encore que l'anarchisme classique. Nous voulons abolir l'Etat, nous voulons abolir les classes et l'exploitation économique, tout cela est nécessaire, mais nous reconnaissons de par notre point de vue d'écologie sociale que le problème social est encore plus profond. Il faut abolir toutes les formes de domination et de hiérarchie, même dans une société sans classe et sans exploitation, sans Etat.

C'est cela qui nous permet de toucher le mouvement pacifiste, le mouvement féministe et les mouvements de quartier, les mouvements d'action locale tout autant que le mouvement environnementaliste. Nous faisons ainsi la démonstration de ce que tous ces mouvements peuvent s'organiser ensemble autour d'un point de vue cohérent. Ce sont ces questions-là qui préoccupent les gens aujourd'hui, tout autant que les questions économiques. Les gens sont très inquiets des menaces de guerre thermonucléaire et même des prétendues guerres mineures, des menaces d'invasion du Nicaragua par les Etats-Unis ou du Proche-Orient. La détérioration de l'environnement inquiète aussi beaucoup. Les femmes se réveillent et prennent conscience de l'énorme injustice que constitue leur statut social actuel. On voit même ainsi aux Etats-Unis le parti démocrate tenter d'innover — bien que cela ne me semble pas très neuf — en choisissant une femme comme candidate à la vice-présidence. Les gens sont très préoccupés par la perte de leur pouvoirsur leur communauté locale. Nous avons réussi à travers cette mentalité à intégrer ces préoccupations nouvelles et ces mouvements sociaux nouveaux, comme



Photo Mimmo-IRL

ils les appellent en Allemagne —neue soziale Bewegungen— et à en faire un nouveau point de vue anarchiste cohérent. Nous touchons ainsi les nouvelles préoccupations qui émergent, à une époque où le mouvement ouvrier, du moins aux Etats-Unis, souffre d'un énorme déclin, où la radicalisation des consciences ouvrières est plus difficile qu'elle ne l'a jamais été au cours de son histoire. Nous, nous arrivons aujourd'hui à toucher les ouvriers plus facilement en leur parlant de leur commune, des problèmes de la guerre et de la paix, de la dégradation de l'environnement et du féminisme quand il s'agit d'ouvrières. Nous ne pouvons pas les toucher si nous nous mettons à la sortie de l'usine pour leur parler syndicalisme.

## QUAND LA TECHNOLOGIE ELIMINE LES TRAVAILLEURS

Aux Etats-Unis, le mouvement syndicaliste lui-même, non seulement l'anarcho-syndicalisme mais tout le syndicalisme, est de plus en plus controversé parmi les ouvriers et beaucoup d'entre eux quittent les syndicats. La classe ouvrière elle-même diminue en nombre. Déjà 50% des travailleurs de la sidérurgie aux Etats-Unis ont perdu leur emploi en raison des technologies nouvelles; de même pour 30% des travailleurs de l'industrie automobile. Les cols blancs qui travaillent dans les bureaux, dans les magasins, et même les cadres, subissent le même phénomène. La technologie qui se développe menace d'éliminer complètement les travailleurs, qu'ils soient ouvriers industriels, employés ou cadres. Le capitalisme va se trouver confronté au problème posé par ces millions de gens sans emploi et sans possibilité d'intégration dans la société.

Le capitalisme crée ainsi de nouveaux problèmes qui font perdre de l'importance au vieil anarcho-syndicalisme prolétarien par

rapport aux questions de l'environnement, de la guerre et de la paix, du développement d'une nouvelle sorte de technologie, d'une nouvelle sorte d'économie que nous appelons une économie moralement bonne par opposition à l'économie de marché. Toutes ces idées peuvent être rassemblées au sein de l'écologie sociale et peuvent y trouver une unité et une cohérence. Par contre, quelle que soit ma sympathie pour l'anarcho-syndicalisme, je dois dire que nous rencontrons de très grandes difficultés quand nous voulons faire rentrer ces idées nouvelles dans les vieux schémas anarcho-syndicalistes. Dans mon cœur, j'ai souhaité l'émergence d'un grand mouvement anarcho-syndicaliste: ma jeunesse date d'une époque de développement et de renforcement du mouvement ouvrier. C'est plein d'émotion et de nostalgie que je repense à cette époque, à la révolution espagnole, à l'émergence du syndicat CIO aux Etats-Unis, aux grèves générales de ces années et à la lutte des ouvriers contre le fascisme. Mais je refuse d'ignorer les nouveaux problèmes qui commencent à émerger lors du déclin du mouvement ouvrier, du mouvement prolétarien et de l'anarcho-syndicalisme.

Si l'anarcho-syndicalisme pouvait faire mieux qu'il ne fait, je serais le premier à y adhérer; mais mon expérience américaine, et aussi de plus en plus mon expérience européenne, m'apprend de plus en plus que l'anarcho-syndicalisme est une chose du passé. Nous devons avoir les ouvriers, la classe ouvrière avec nous si nous voulons changer les choses. Mais il y a aujourd'hui des façons de les toucher qui sont très différentes des anciennes. Nous n'avons plus besoin d'aller dans les usines, nous pouvons toucher les travailleurs dans leur communauté. Il faut toujours se souvenir qu'un travailleur est bien plus que simplement la main qui contrôle la machine; un travailleur est un être humain. Il peut être un parent qui se préoccupe de ses enfants, il est un homme ou une femme qui se préoccupe de son identité et de sa liberté, surtout pour les femmes. Un travailleur veut aussi la paix dans le monde; même ceux qui travaillent dans l'armement sont préoccupés par les dangers de la guerre et se posent des questions sur quel genre de choses ils fabriquent. Un travailleur veut de la culture, il veut une vie d'être humain, et ce malgré le rôle énorme joué par les mass-médias aujourd'hui. Un travailleur est un être humain et non pas seulement le membre d'une classe; il y a une conscience humaine que l'on peut développer et qui me semble trouver une meilleure expression aujourd'hui dans l'anarchisme que dans les anciennes idées syndicalistes.

Ainsi les ouvriers sont-ils accessibles à nos idées. Mais nous devons nous demander quelle est la nouvelle façon d'approcher les ouvriers, puisqu'il est évident que sans eux nous ne provoquerons aucun changement social. Mais comment allons-nous les convaincre? En allant dans leurs usines? Et bien, je souhaite bonne chance à ceux qui font cela mais je trouve que nous touchons mieux les ouvriers américains en nous présentant chez eux et en leur parlant des questions de la guerre et de la paix, en leur parlant de relations familiales, de leurs problèmes en tant que jeunes s'ils sont jeunes. Nous les touchons ainsi aussi bien que si nous leur parlons de conditions de travail, d'augmentations de salaires ou de diminution du temps de travail.

## ELARGIR L'ANARCHISME VERS UNE SPHERE PLUS GENERALE D'INTERETS HUMAINS

**Mais enfin, je ne comprends pas la différence entre anarchisme et écologie sociale. Y a-t-il réellement une différence?**

On peut donner à l'expression d'écologie sociale bien des significations différentes. Il y a par exemple l'éco-fascisme, il y a la sociobiologie (3) —terme qui sert de titre à un ouvrage de E.O. Wilson— tendance réductionniste, qui essaie de tout réduire à la nature; le premier chapitre de ce livre s'intitule «le caractère moral du gène», cela suffit pour caractériser cette tendance. Ces gens-là peuvent se montrer très réactionnaires. Par exemple, ils expliquent la guerre par le besoin naturel de se nourrir. Je n'ai pas à m'étendre là-dessus. Nous avons d'autres idées éco-fascistes dans l'éthique dite du radeau de naufragés, éthique qui décrit notre planète comme un radeau aux ressources limitées et rares, ce qui implique que le reste du monde doit mourir de faim si les Etats-Unis veulent avoir à manger.

Il n'y a pas vraiment une différence entre l'anarchisme et ce que j'appelle l'écologie sociale. Je considère cette dernière comme une tentative d'élargissement de l'horizon de l'anarchisme. Je n'y vois pas une opposition; je pense que l'écologie sociale est une extension de l'anarchisme vers une sphère plus large d'intérêts humains, dans cette période de décomposition des classes sociales. Tout le monde sait que le capitalisme est né dans une période de décomposition des classes féodales, des classes des seigneurs et des classes des serfs. Avant que le prolétariat n'ait émergé en tant que classe, la bourgeoisie a commencé à ronger la société et à la subvertir. Aujourd'hui le capitalisme détruit ses formes traditionnelles. Les gens de la classe ouvrière ne savent pas ce que peut leur réserver l'avenir. Les machines vont-elles ou non les dépasser de tous leurs emplois? Pour quels emplois doivent-ils se préparer? Ils ne le savent pas. La petite bourgeoisie ne sait pas si elle va continuer à exister; or, elle représente une très grosse partie de la société d'aujourd'hui. Les agriculteurs ne savent pas s'ils vont perdre leur exploitation. Des secrétaires, des employés, qui ne se considèrent pas du tout comme des ouvriers, et des cadres supérieurs, qui se considèrent comme des membres de la bourgeoisie, et qui en ont au moins la mentalité, ne savent pas de quoi sera fait leur avenir. Un intérêt général pour les questions humaines peut ainsi se développer chez des millions de gens qui, en temps normal, ne s'identifient en rien à la classe ouvrière. Cet intérêt peut s'opposer aux grandes compagnies et à l'Etat centralisé.

Dans la période de décomposition que nous vivons, l'anarchisme se doit de reconnaître que le capitalisme a produit des changements nouveaux. Les préoccupations nouvelles qui se font jour ne correspondent plus aux divisions de classes traditionnelles. Certaines classes anciennes comme la classe ouvrière industrielle diminuent en nombre et, dans certains cas, se décomposent complètement en lumpen-proletariat. Par exemple, il y a beaucoup de noirs et d'hispano-américains aujourd'hui qui n'ont aucune place dans la société américaine. Beaucoup de jeunes ne savent pas quelle sera leur place dans cette société où les nouvelles technologies, les ordinateurs et les robots leur enlèvent les emplois pour lesquels ils ont cru bon de se préparer. Il y a beaucoup de femmes qui, à cause de la décomposition de la famille, ne comprennent plus leur statut dans la société. Il y a beaucoup d'hommes qui ne savent pas quel rôle jouer dans la société en tant qu'homme. Il en est de même pour certains noirs, hispano-américains.

(3) Voir «Sociobiologie ou Ecologie Sociale», page 48, éd. ACL, Lyon, 1983, 24 F.

De plus en plus de préoccupations générales émergent ainsi, préoccupations que l'on ne peut réduire à la seule opposition travail salarié contre capital: préoccupations qui portent sur la guerre, la paix, l'environnement, de nouveaux types de technologie, des formes nouvelles de structures sociales, de nouvelles institutions, la réduction du pouvoir des gens face à la croissance du pouvoir de l'Etat et à la croissance des monopoles des multinationales. L'écologie sociale essaie d'exprimer ce nouvel horizon et essaie de développer ces intérêts pour les questions générales et de leur donner une cohérence théorique et une signification programmatique pratique et politique.

## VERS UNE «ANTI-TECHNOLOGIE» LIBÉRATRICE

**Crois-tu qu'il existe encore une «technologie libératrice» comme semblait l'indiquer la brochure que tu avais publiée (4)?**

Oui. Ironiquement, tout ce que j'avais écrit dans cet article, il y a vingt ans, les ordinateurs qui enlèveront des emplois aux gens, etc... se réalise aujourd'hui: il existe des tracteurs — je viens de le lire dans le *Wall Street Journal* — capables de labourer sans personne à l'intérieur un champs entier, contrôlés à distance par ordinateur. D'autre part, nous avons développé notre connaissance de la technologie solaire, éolienne, etc... Nous avons donc aussi une merveilleuse technologie alternative capable de remplacer la technologie industrielle de ces deux derniers siècles. Je ne regrette en rien d'avoir écrit cet article qui a anticipé sur les changements qui se produisent aujourd'hui et qui a également tenté de montrer comment cette technologie pourrait servir à libérer les êtres humains du labeur pénible pour leur permettre de se consacrer au travail créatif.

Le problème auquel je me trouve confronté est que notre société fait de chaque avancée technologique une utilisation destructive. Ce n'est que d'une façon marginale, accidentelle, que l'utilisation de ces avancées peut apporter un bénéfice aux gens. Même les antibiotiques, par exemple: ils ne servent pas qu'en médecine mais aussi pour accélérer la croissance des animaux et aboutissent ainsi très souvent à la création de bactéries dangereuses pour les êtres humains et résistantes aux antibiotiques.

On doit toujours envisager le problème de la technologie libératrice dans un contexte moral. La technologie n'est pas neutre: une même technologie peut libérer ou opprimer. Ce n'est pas l'emploi que j'ai fait de «vers une technologie libératrice» qui va me faire regretter d'avoir écrit cet article, bien que cette technologie soit employée aujourd'hui pour opprimer les gens; et je voudrais voir naître aujourd'hui un mouvement anti-technologique qui s'oppose à ces développements en attendant qu'on ait fait les transformations sociales nécessaires pour que les avancées technologiques puissent être au service de l'amélioration de la nature et de la condition humaine, au lieu de les dégrader.

## L'INDIEN LE TIERS-MONDE ET LA TELEVISION

**Mais l'écologie sociale n'est-elle pas une sensibilité qui ne peut se développer que dans les pays riches? Peut-elle avoir un sens dans le tiers-monde qui est confronté à l'impérialisme**

(4) «Vers une technologie libératrice», éd. Alternative, 1975, Paris.

## des pays développés et au désir/besoin de posséder les biens de consommation produits dans les sociétés capitalistes?

Cela est peut-être en partie vrai, mais pas autant que beaucoup le croient en occident. Je me suis beaucoup occupé de gens du tiers-monde, et en particulier d'Indiens d'Amérique aux Etats-Unis. Je commence à découvrir quelque chose de nouveau: ce que veulent les Indiens que je connais, ce n'est pas tout ce luxe et ces objets de consommation de supermarché: au contraire, ils se mettent à regarder en arrière vers leurs propres traditions et se posent cette question très importante: est-il juste de suivre la voie de l'Occident? Au vu de la crise écologique qu'ils subissent aux Etats-Unis — et ce sont là des gens du tiers-monde qui vivent dans la pauvreté la plus noire — ils commencent à se demander s'ils veulent imiter le «American way of life», le mode de vie américain, ou européen, avec ses supermarchés, ses routes, ses voitures, ses grands logements, etc... Ils se retournent vers leurs propres traditions. Et je commence à constater qu'ils veulent aller retrouver dans une perspective nouvelle, les mythologies, les légendes, la langue, la culture, les modes de vie, les sensibilités et même certaines des méthodes artisanales qui furent pratiquement éliminés par les colonisateurs blancs de l'Amérique du Nord.

Récemment, j'ai parlé aussi avec quelqu'un du Brésil qui y voyage beaucoup et qui vit parmi des indiens; et il avait été très étonné de voir qu'après cette période où le Brésil avait tenté de se construire une économie industrielle, dans laquelle par exemple la pollution était vue comme un signe de progrès car elle indiquait qu'on avait davantage d'usines en fonctionnement, il existait maintenant parmi les Brésiliens une impulsion pour s'arrêter. Ces gens-là commencent à se demander: est-ce la bonne façon d'avancer? Devons-nous suivre l'exemple des Etats-Unis et de l'Europe et en passer par une révolution industrielle, par la destruction de nos forêts, l'anéantissement des populations tribales, l'abandon de nos traditions? Devons-nous ressembler de plus en plus aux Américains du Nord, construire des MacDonald dans notre jungle, devons-nous démembrer nos forêts et ainsi de suite? Beaucoup de gens dans le tiers-monde commencent à se poser de telles questions; et ceci constitue un développement très nouveau. Ces gens commencent à rechercher une sensibilité écologique issue de leur société pré-industrielle.

Bien sûr, ils savent qu'il y avait dans ces sociétés industrielles beaucoup de choses mauvaises; il ne peut-être question d'un retour en arrière. Ils ne veulent pas retourner à la vie tribale, féodale: ceci nous le savons. Ils ne veulent pas renoncer aux bienfaits des antibiotiques et de la médecine moderne, ni à ceux des machines; mais ils se demandent aussi s'ils veulent renoncer à tout ce qu'il y a de bien dans leurs traditions tribales et dans leurs modes de vie antérieurs. Veulent-ils vivre dans de grandes cités et abandonner ainsi leurs traditions mutualistes, leurs traditions artisanales, leurs liens sociaux intenses? Je crois que quand je parle d'écologie sociale beaucoup de ce que je dis est mieux compris par certains Indiens que par certains prétendus hippies. Les Indiens d'Amérique avec qui je parle et avec qui je travaille ont une compréhension plus profonde, voire plus anarchiste, de cette sensibilité que n'en ont bien des Occidentaux ou Européens. Je ne suis donc pas du tout certain que les gens d'Afrique et d'Asie comme les Indiens d'Amérique que je connais personnellement veulent des télévisions en couleur, des Cadillac, des Mercedes, des grandes résidences, etc... Beaucoup d'entre eux se mettent à construire leur propre maison

et à quitter leur ancien emploi.

Un autre phénomène intéressant est que beaucoup d'Américains sont en train aujourd'hui de retourner à la terre pour la cultiver sur de petites échelles. Ils le font en partie pour des raisons commerciales mais aussi parce qu'ils veulent faire pousser de la bonne nourriture. Il est étonnant de voir que l'agro-business n'est plus la seule source de nourriture: il y a une nouvelle agri-culture où le mot *culture* a son importance, et qui a de nouvelles attaches à la terre, un nouveau sens de la communauté. Dans les quatre dernières années, deux millions d'Américains sont retournés à la terre et se sont mis à cultiver des exploitations d'au plus cinq ou six hectares; ces gens utilisent des chevaux à la place des tracteurs. Il y a même certains agriculteurs qui préfèrent aujourd'hui employer des chevaux parce qu'ils ont le sentiment que le tracteur dégrade la terre en la compactant trop par son poids et ne permet pas de cultiver aussi efficacement que la charrue manuelle. Ces gens veulent faire pousser de la nourriture de qualité, car ils savent qu'ils ne peuvent concurrencer l'agro-business sur le terrain de la production de masse.

La sensibilité écologique ne touche donc pas que les féministes, les militants de la paix et les gens désireux de reprendre le contrôle des choses à un niveau local; cette sensibilité ne touche pas seulement la tradition libertaire américaine — le mot libertaire étant pris dans son sens le plus positif —; cette sensibilité a aussi de plus en plus de résonance concrète chez de plus en plus de gens de ce que j'appelle le «quart-monde», c'est-à-dire les Indiens et les Arborigènes, et aussi pour une large part même chez des gens du tiers-monde. Je crois que l'évolution des choses va changer dans les dix ou vingt prochaines années et que beaucoup de peuples prétendant sous développés ne voudront plus de toute cette camelote que nous produisons et consommons actuellement dans les prétendues premier et deuxième monde.

## CHERCHER, DEVELOPPER UNE ETHIQUE LIBERTAIRE

**Dans ton dernier livre, *The Ecology of Freedom*, tu dis quelque chose de très important par rapport à l'éthique. En effet, pour moi, les critères éthiques qui nous poussent à choisir un autre type de société, sont fondamentaux. Qu'en penses-tu?**

Nous ne pouvons plus nous donner un système éthique relativiste, ce serait ridicule. Il y a aux Etats-Unis un gros problème, qui existe également en Europe, c'est celui auquel se sont confrontés les gens de l'Ecole de Francfort dans les années trente et quarante. C'est le problème du critère pour une éthique qui ne soit pas relativiste. Par exemple, si on dit que l'éthique, c'est simplement ce qui est bon pour moi, ce sera là mon éthique à moi et ce qui est bon pour toi sera ton éthique à toi. Et alors, tout pourra arriver, on pourra toujours tout justifier. Dans ces conditions, un sondage d'opinion suffira pour déterminer ce qui est bien et ce qui est mal. On peut savoir, par exemple, si la peine de mort est justifiée: si 51% des gens sont pour, cela justifiera que l'Etat pendre, électrocute ou guillotine des êtres humains! C'est totalement absurde! Ce genre d'éthique peut mener au fascisme, et peut justifier l'anéantissement par Hitler de millions de gens sous prétexte que c'est bien pour le peuple allemand. Evidemment, ce n'est pas bien pour les juifs, les Nomades, les Polonais ni pour tous les autres qui ont été exterminés: la question serait ainsi

réduite à une affaire de goûts !

Une telle éthique relativiste est dangereuse. Le problème est donc de trouver une éthique objective, pour laquelle les choses sont bien ou mal indépendamment de ce que les gens pensent. Il y a bien sûr un danger d'autoritarisme dans ce genre d'éthique. Les gens religieux disent «c'est bien parce que Dieu l'a ordonné» — et il se trouve toujours comme par hasard que ce «bien» est précisément celui qui arrange l'Eglise, cela va de soi—. On peut avoir une éthique non relativiste totalitaire, qui déclare «c'est bien parce que Hitler a dit que c'était bien» — parce que Hitler nous a été donné comme messie, comme esprit conducteur—. Ce danger est toujours réel. Mais je me demande s'il n'est pas possible d'avoir une éthique libertaire; et cette éthique peut peut-être à mon avis être développée à partir d'un point de vue écologique. Il y a indéniablement eu dans la nature une sorte d'évolution qui porte une espèce de message moral.

Je ne suis pas en train de dire que la nature est elle-même éthique — cela serait une absurdité—. La nature n'est ni cruelle ni bonne. Cela est clair. La nature n'est ni sanguinaire ni sauvage. Il n'y a de sanguinaire, de cruel et de sauvage dans la nature que les gens eux-mêmes ou plus exactement la société dans laquelle ils vivent. La nature ne crée pas des institutions qui permettent à des débiles comme Nicolas III ou Louis XVI de tuer des millions de gens. Ces souverains n'étaient pas des gens intelligents ni forts: ce n'est pas leur force de caractère qui les a amenés au pouvoir: au contraire, ils étaient nuls! Ce sont les institutions qui les ont amenés à ces sommets de la puissance et qui leur ont permis de faire autant de dégâts. Les institutions n'existent pas dans la nature.

Bien que la nature ne soit pas éthique en elle-même — on ne peut déterminer ce qui est bien et ce qui est mal simplement en observant la nature — elle fournit quand même un fondement au développement de l'éthique. Et cette éthique ne sera qu'une éthique humaine, que j'appelle éthique écologique parce qu'elle se fonde sur des idées d'écologie naturelle. Mais je ne dis pas que l'écologie elle-même possède un caractère éthique.

Quelle est donc cette éthique? Tout d'abord, je crois que l'histoire naturelle, l'histoire de la vie, a pour nous un message dont nous pouvons profiter. En particulier, la notion de hiérarchie n'a pas de sens dans l'histoire naturelle: l'histoire naturelle peut permettre d'apprendre une éthique basée sur la richesse résultant de la diversité, sur les différences. Je ne dis pas que la nature nous impose cette éthique, mais nous pouvons apprendre cette éthique à partir de la nature.

Celle-ci met en avant la diversité et non la hiérarchie, elle montre que le développement de la vie a été basé sur l'innovation, sur la créativité, sur la reproduction et sur la fécondité et non sur cette prétendue loi de la jungle selon laquelle tout animal serait l'ennemi de tout autre animal. Cette conception mutualiste des rapports peut nous inspirer une éthique basée sur les phénomènes très réels de l'évolution naturelle. Beaucoup d'écologistes modernes considèrent comme très biaisée la vieille vision darwinienne de la survie du plus apte, celui-ci étant le plus capable de tuer tout ce qui l'entoure. En particulier, William Trager, écologiste américain très qualifié, dit qu'il est de plus en plus clair que le plus capable de survivre est celui qui est le plus capable de coopérer avec d'autres espèces. Et je vois là un grand message moral: la coopération est une condition nécessaire à la survie. Nous pouvons apprendre ceci à partir de la nature,

bien que la nature ne soit pas elle-même éthique.

## APPRENDRE DE LA NATURE

Une autre chose que nous pouvons apprendre de la nature est qu'elle oblige par la différenciation croissante à faire des choix de plus en plus grands, et ainsi mène à un développement d'un germe de liberté. Quand on parle de l'évolution des espèces, ou de l'origine des espèces pour reprendre le titre de l'ouvrage de Darwin, on a tendance à penser à chaque espèce comme on décrit l'individu bourgeois: on envisage l'espèce comme séparée de son environnement, de son contexte, tout comme l'individu bourgeois est décrit comme entité indépendante destinée à affronter le monde pour y faire sa carrière, pour y réussir ou y périr. Mais les écologistes se rendent compte aujourd'hui que chaque espèce existe au sein d'un écosystème tout comme chaque être humain existe dans une communauté. L'évolution n'est pas le fait d'une espèce indépendante, l'aptitude à la survie n'est pas l'aptitude à se montrer plus fort que les autres espèces: au contraire, ce sont les écosystèmes qui évoluent, et les espèces évoluent avec les écosystèmes tout comme en réalité chaque individu évolue au sein d'une communauté, avec l'évolution de sa communauté.

Nous avons ici un point de vue nouveau que les écologistes doivent encore mieux comprendre et développer. Nous, en tant qu'anarchistes, devrions essayer de le développer pour les écologistes et pour les gens intéressés par le problème de l'éthique. Un des grands événements de l'évolution est que l'enrichissement des écosystèmes, leur complexification, l'ouverture d'une diversité de possibilités divergentes d'évolution amènent chaque espèce dans le cours de l'évolution naturelle à ne pas seulement subir passivement la sélection du plus apte à survivre mais aussi d'une certaine façon à choisir parmi les possibilités de développement, même si ce choix n'est qu'un embryon de choix, une potentialité, un germe inconscient de choix. La possibilité de choisir fait son apparition dans une nature apparemment aveugle et muette, gouvernée par des lois inexorables. La survie de beaucoup d'animaux dépend dans une certaine mesure de leur propre auto-sélection. Je vois dans la nature un germe de liberté qui ouvre la voie à l'idée que la liberté est une éthique qui peut trouver sa base dans la nature, que la liberté n'est pas un phénomène purement culturel. Une fois de plus, ça ne veut pas dire que le concept de liberté existe chez les animaux; les concepts leur sont étrangers. Mais j'aperçois dans le développement des écosystèmes et dans la diversité de possibilités évolutives qu'il offre une base pour une éthique de la liberté, qui s'oppose à l'éthique érigée de la nécessité sur le «radeau de naufragés», ainsi qu'à l'éthique fasciste de la hiérarchie. Par conséquent, je crois possible de développer une éthique objective basée sur l'écologie, ce qui ne veut pas dire, je me répète, que la nature elle-même soit éthique, mais que l'être humain peut apprendre à partir de la nature à développer une éthique non simplement relativiste basée sur les sondages d'opinion.

## REAGAN SOUS SURVEILLANCE

Au sujet d'une simple question d'actualité: seulement 50% des américains en âge de voter le font effectivement — cf. élections présidentielles —. Que penses-tu de cela?

LE CROIS A L'INTEGRATION  
DU CHANGEMENT SOCIAL  
ET DU CHANGEMENT  
PERSONNEL.  
LES DEUX DOIVENT MARCHER  
ENSEMBLE POUR PRODUIRE  
UNE NOUVELLE SOCIETE  
AVEC D'AUTRES  
ETRES HUMAINS.  
LES DEUX TYPES  
DE CHANGEMENTS  
NE PEUVENT ETRE DISSOCIES.  
C'EST LA UN DES GRANDS  
MESSAGES ETHIQUES  
QUE NOUS DEVONS A FOURNIER  
TOUT COMME SON ACCENT  
SUR LA DIVERSITE  
ET SUR LA COMPLETITUDE.

Personnellement, je suis très inspiré par le fait que les Américains aient fait ce que je crois qu'ils devaient faire, à savoir rester chez eux lors des élections présidentielles. Le fait que 48% de l'électorat n'ait pas voté révèle un mépris profond de la part de beaucoup d'Américains pour le parlementarisme en général, particulièrement lors des élections nationales, et un mépris profond pour les deux partis et pour les deux candidats. Reagan a été élu par 37% de l'électorat américain potentiel: le soit-disant raz-de-marée reaganien n'est l'effet des inclinations que d'un peu plus d'un tiers de l'électorat. On peut difficilement appeler cela sérieusement un mandat de la part du peuple américain. Les Américains ont donc le bon sens de ne pas voter quand ils savent que leur vote ne peut pas changer grand chose et ceci est le reflet de leur mépris pour l'Etat. Evidemment, beaucoup de gens se sont abstenus par simple paresse: mais leur paresse n'est-elle pas une autre façon de dire que les élections nationales ne les concernent pas beaucoup?

Reagan a malgré tout été élu. Je crois que cette élection représente un échec pour la gauche américains plutôt qu'un succès pour la droite. Ceci est dû au fait que la gauche américaine a toujours parlé au peuple américain en termes marxistes allemands ou bolchéviques russes ou maoïstes chinois, en termes de gouvernement centralisé et d'économie planifiée. L'échec de la gauche a permis à la droite de s'accaparer ces idées et de s'en servir à ses propres fins haineuses. L'élection de Reagan n'est pas la victoire de la droite, c'est une défaite de la gauche traditionnelle et elle démontre la nécessité de développer un mouvement libertaire radical capable d'articuler le meilleur de l'ambiance américaine libertaire actuelle.

Il faut noter aussi que, même en élisant Reagan, les Américains ne lui ont pas donné une majorité au Congrès! Ils sont contents de ce que Reagan dit, ils apprécient l'accent qu'il met sur la liberté, sur la fierté d'être un Américain et ce patriotisme cache un certain degré d'isolationnisme et donc d'anti-impérialisme, une tendance à se retirer du monde et à construire la «forteresse Etats-Unis» (les Nicaraguayens seraient bien contents!); mais les Américains veulent garder Reagan sous surveillance. Ils aiment l'accent qu'il met sur la liberté et le slogan «moins il y a de gouvernement, mieux c'est!», ils aiment l'idée qu'il faut garder le gouvernement en dehors des affaires des gens ordinaires. Beaucoup de ces Américains ont un point de vue très mesquin, et ne se préoccupent aucunement du sort des pauvres et apprécient l'indifférence reaga-

nienne à l'égard des pauvres et des noirs : cela constitue le côté négatif de la tradition libertaire américaine. Mais il ne faut pas perdre de vue que les Américains n'ont pas confiance en Reagan et qu'ils veulent pouvoir le contrôler. Ils ont donc créé une situation parfaitement déséquilibrée : les Démocrates ont toujours la majorité au Congrès et les Républicains y ont perdu deux sièges sur cent au Sénat, ce qui est loin d'être négligeable. On ne doit donc pas voir en la victoire de Reagan un énorme triomphe de la droite, du nationalisme, bien qu'à mon avis elle traduise effectivement un certain isolationnisme sous couvert de patriotisme. Rappelons-nous que le principal mouvement isolationniste avant la deuxième guerre mondiale qui s'opposait à l'entrée en guerre des Etats-Unis s'appelait « l'Amérique d'abord ». Ce genre de nationalisme est très ambigu aux Etats-Unis.

## DES CONTRADICTIONS QUI LAISSENT LA PORTE OUVERTE

Je crois aussi qu'on a là une des contradictions majeures de la vie américaine en général. Le système de gouvernement des Etats-Unis est une grande république formée en grande partie par les cultivateurs libertaires d'il y a deux siècles. Il s'agissait de gens qui pensaient que chaque Américain devait posséder une arme et ceci parce qu'ils se méfiaient de l'armée de métier — et non pas simplement parce que c'étaient des cow-boys qui voulaient tirer sur les Indiens et sur les bisons —. Ces gens étaient opposés à l'idée d'une armée de métier. Le second amendement à la constitution des Etats-Unis précise qu'en raison de la nécessité de maintenir une milice bien armée, il ne sera pas porté atteinte au droit du peuple de porter des armes. Le mot de « milice » désigne les citoyens en armes par opposition au soldat de métier. Et aujourd'hui encore, beaucoup d'Américains voient en l'armée un danger, une menace potentielle pour la liberté. Dans mon propre état, le Vermont, la constitution interdit explicitement la formation de toute armée de métier, en disant qu'elle représente une menace pour la liberté.

Nous avons donc ici, d'une part cette vieille constitution républicaine d'il y a deux siècles, dont le point de vue est fondamentalement libertaire et qui met l'accent sur le droit des gens à tout contrôler ; cette constitution se dit fondée sur le contrôle local. Pour s'opposer à ce que l'exécutif ne détienne le contrôle sur toutes les branches du gouvernement, elle croit en la nécessité de la séparation des pouvoirs : le domaine législatif est détenu par le Congrès, l'exécutif par le président et le judiciaire par la Cour Suprême. Ces trois pouvoirs sont censés s'équilibrer les uns les autres sans qu'aucun n'ait le contrôle sur les deux autres. Ce système date de l'époque pré-industrielle d'il y a deux siècles et est devenu incompatible avec la haute concentration industrielle capitaliste actuelle, concentration qui nécessite un Etat puissant, un exécutif centralisé, une armée hautement professionnelle et une citoyenneté au rabais. Cette constitution, cette structure républicaine est la source de grandes contradictions pour le nouveau capitalisme qui se développe et je crois que ceci peut produire une crise majeure.

Je crois que l'élection de Reagan n'est que le début de cette crise. Je crois que la bourgeoisie n'est pas très contente d'avoir Reagan : elle aimerait mieux avoir quelqu'un comme Mondale. Il n'est pas étonnant que le journal capitaliste le plus important des Etats-Unis, la vraie voix de la bourgeoisie américaine, à

savoir le New York Times, ait apporté son soutien à Mondale lors de ces élections. Je crois que la bourgeoisie voit en Reagan un idéologue, un libertaire de droite, voire un illuminé. Son électorat comprend des éléments sauvagement libertaires qui, tout en étant de droite et même racistes, sont par leur sensibilité opposés aux grandes compagnies et se méfient du grand capital. Ils appellent péjorativement celui-ci « l'Establishment d'affaires de la côte est ». Ils sont contre la commission trilatérale. Ils veulent plus de contrôle local dans beaucoup de domaines. Je crois donc que Reagan est le symptôme d'une crise entre les anciennes traditions libertaires agraires qui s'expriment dans la constitution américaine actuelle et le nouveau capitalisme des grandes compagnies multinationales qui nécessite que l'Etat soit centralisé et que l'exécutif soit fort, et qui possède un caractère plus fasciste et plus totalitaire que le système actuel d'équilibre entre différents pouvoirs. Je crois qu'en plus des énormes problèmes économiques auxquels les Etats-Unis sont confrontés, nous aurons de sérieux problèmes politiques susceptibles de produire des conflits sociaux majeurs au cours des années à venir. Je crois que l'élection de Reagan est symptomatique de l'émergence de ces problèmes politiques majeurs. Et vous voyez donc que nous avons aux Etats-Unis des problèmes idéologiques et politiques autant qu'économiques ; ces problèmes ne sont pas encore résolus. Je crois que les Etats-Unis sont une terre de crises profondes et il serait simpliste de décrire l'élection de Reagan comme simplement une victoire de la droite.

## MAINTENIR L'ANARCHISME VIVANT EN L'ADAPTANT AUX CHANGEMENTS DU MONDE

**Pour terminer cet entretien, y a-t-il encore quelque chose que tu as envie de dire aux anarchistes et libertaires français ?**

Je crois qu'il est très important aujourd'hui de reconnaître que le capitalisme est en train de changer. Il change dans sa structure, il change politiquement et techniquement. J'insiste pour qu'on comprenne la nécessité de développer l'anarchisme dans le cadre de ces changements. Je ne suis pas une source de vérité absolue et je ne cherche pas des disciples : je ne suis qu'un parmi un certain nombre (que j'espère élevé) d'anarchistes qui essaient de maintenir l'anarchisme vivant et de l'adapter au changement qui se produit dans le monde.

La chose la plus importante et sur laquelle nous sommes tous d'accord est que nous sommes des libertaires. Et si nous le sommes, c'est que nous sommes tous opposés à la hiérarchie, à la domination. Et cela signifie que nous devons non seulement abolir l'Etat et les classes, mais aussi la hiérarchie telle qu'elle existe chaque jour dans notre vie, entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les vieux, entre les races, entre les meneurs et les menés, dans les usines et dans les écoles. Je crois que c'est là notre but principal et que c'est tout ça et non simplement notre opposition à l'Etat qui en dernière analyse fait vraiment de nous des anarchistes.

Je pense que ces valeurs constituent la base de l'anarchisme et je souhaite ardemment aux anarchistes d'éviter des dogmes qui peuvent fermer leur esprit à la nécessité d'évolution continue des idées libertaires.

*Entretien recueilli par Mimmo  
Transcription et traduction de David O.  
Lyon, novembre 1984*

Les intertitres sont de la rédaction

## QUELQUES REPERES BIBLIOGRAPHIQUES EN FRANCAIS

**Vers une Technologie Libératrice**, Paris, Parallèles, 1976 (épuisé)

**Pour une Société Ecologique**, Paris, Christian Bourgois, 1976 (épuisé)

**Self-Management and the New Technology**, in Interrogations sur l'Autogestion, divers auteurs, Lyon, Atelier de Création Libertaire, 1979.

**Lettre ouverte au Mouvement Ecologiste**, article paru dans la «Revue de la presse anarchiste internationale», janvier 1982.

**Utopisme et Futurisme**, in L'Imaginaire Subversif, divers auteurs, Paris-Lyon-Genève: Noir, Atelier de Création Libertaire, juillet 1982.

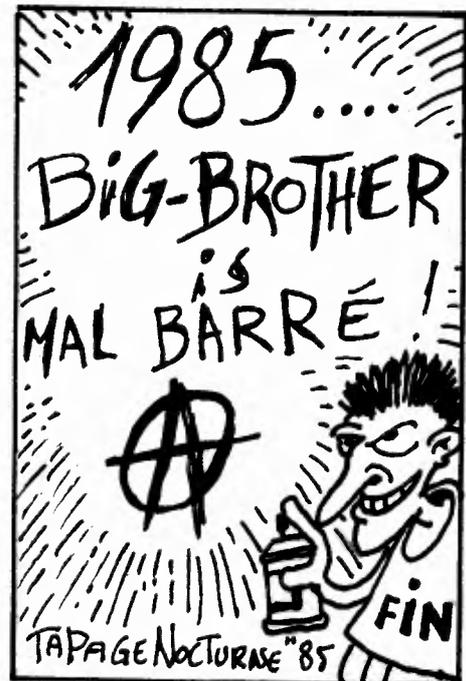
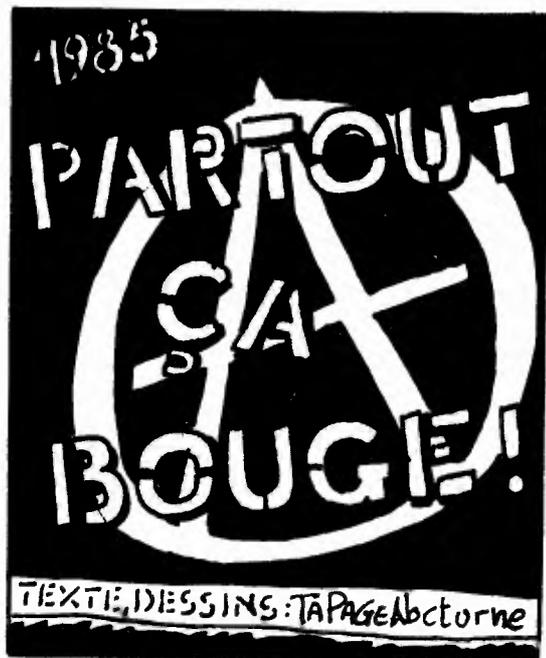
**Ecoute Camarade ! (Listen Marxist)**, paru dans le numéro 30 de la revue «Anarchisme et Non-Violence», 1972 (épuisé)

**Spontanéité et Organisation**, édition Noir et Rouge, Paris 1978

**Sociobiologie ou Ecologie Sociale**, Lyon, Atelier de Création Libertaire, juin 1983

Nous avons à votre disposition quelques exemplaires du livre de Murray Bookchin : « **The Ecology of Freedom** », en anglais. Vous pouvez le commander 60 francs. De même, il nous reste encore « **Sociobiologie ou Ecologie Sociale** » au prix de vente de 24 francs.

Le quinzomadaire écologiste «Silence» a déjà publié de longs passages de la conférence de Murray Bookchin à Lyon ainsi qu'une interview, dans deux de ces numéros.  
**Courant Alternatif, 4 rue Bodin, 69001 Lyon.**





Dessin Geraldine

# AVIS DE LECTURE

**A**près ses succès électoraux, de brillantes analyses commencent à paraître, à *La Découverte* et de la part de *Révolution sociale*, notamment, sur Le P..., mais j'aurais préféré les avoir lues avant. Parce qu'avant, on pouvait lire, par exemple: «Le Pen va devoir maintenant confirmer à l'échelon national, et ce ne sera pas aussi facile. 6% aux élections européennes serait déjà pour lui un succès considérable». (Jacques Julliard, spécialiste du mouvement ouvrier in *Le Nouvel Observateur*, 16 décembre 1983, p. 20).

Personnellement, j'ai toujours pensé que la xénophobie française était forte, mais pourquoi nous a-t-elle tous surpris en 1983 - 1984 ?

Le P... défend ses idées sur l'expulsion des travailleurs étrangers depuis au moins mars 1978, où aux élections législatives les divers droite ne font que 0,1% des voix. Même chose en mars 1983. Et puis à partir de septembre, avec l'élection locale de Dreux, le Front National a de bons résultats, entre 11% et 17%. Pour comprendre, la brochure de *Révolution sociale*, Jean-Marie le Puceau ou le triste sire de vos couleurs (\*), apporte des éléments. On y constate que l'Ouest de l'hexagone demeure un bastion de la droite, et Le P... y fait des scores très modestes. Par contre, dans tous les centres urbains à forte concentration de travailleurs étrangers, les élections

de juin 1984 au Parlement européen donnent des résultats supérieurs à la moyenne nationale du parti de Le P... : Est (16,9%) à Metz, Vallée du Rhône (17,1% à St-Etienne), région parisienne (moyenne de 14%).

Il est certain que deux éléments ont joué, à mon avis. D'abord la libération des esprits, à gauche, avec la campagne anti-émigrés de janvier 1980 du PCF, confirmée par un bon nombre de mesures de Mitterrand et de la gauche depuis mai 1981. Il devient «décent» pour l'électorat de gauche d'être xénophobe. Ensuite, le Front National a le culot de polariser les élections municipales de Dreux autour de la question des émigrés. Et il est le seul à pouvoir marquer des points; la gauche ne peut se déjuger totalement en s'avouant raciste; la droite, qui aspire au pouvoir, ne peut vis-à-vis des fournisseurs de matière premières et autres pays du tiers monde, qu'elle compte avoir comme interlocuteurs, adopter la même attitude que l'Afrique du Sud.

A partir de là, j'en conclus que, Le P... intronisé, il sera très difficile qu'il revienne électoralement au 0,1% de mars 1983. La brochure de *Révolution Sociale* reste vague, tout en évoquant un développement énorme possible du Front National. Quant aux solutions envisagées, c'est le «prolétariat» et sa conscience, avec citation de Pannekoek à l'appui. On doit sûrement trouver le même simplisme chez d'autres groupes politiques avec cette fois

des citations de Bakounine, Lénine et Trotsky, etc.

A la limite, c'est le comportement religieux face au destin marqué par le dieu du coin. Ce qui m'ennuie dans ce type d'analyse, c'est que le «prolétariat» devient un mythe, et l'organisation révolutionnaire aussi, sans compter la révolution. Il me semble plus clair de constater que parmi les travailleurs français, y compris ceux d'origine étrangère et de certaines régions françaises mal acceptées dans la tradition patriotarde (Alsace, Bretagne, Corse, etc.), la critique, d'une part, et le manque de formation donné par la gauche politique, d'autre part, entraînent des attitudes xénophobes, attitudes dont eux-mêmes ont souffert — ou souffrent encore. Une des solutions est donc de revenir à une attitude classique et classiste. Il y a des exploités, ou les classes dirigeantes, et ceux qui les suivent aveuglément. Et en face, il y a les autres, qu'on peut appeler, suivant les cas et les modes, prolétaires, exploités, exécutants. Mais la hiérarchie imposée par les classes dirigeantes, imprègne les habitudes et les pensées des «autres», au point de les faire se disputer et se battre entre eux au nom de religions, races, origines différentes.

L'acceptation de la réalité qu'on est tout à la fois exploité socialement et exploitateur vis-à-vis d'autres individus, et également que l'exploité d'à côté peut être très différent ne sont pas des évidences faciles. Il suffit de constater que, malgré des tas de motions chez les libertaires en faveur d'une langue internationale, certains efforts chez les marxistes et les socialistes allant aussi dans ce sens, on est presque à zéro dans ce domaine. Et quand on lit les déclarations anti-langues régionalistes de pas mal d'espérantistes, on croit voir Le P... Bref, je pourrais dire: le phénomène Le P... n'est que le reflet de notre impuissance, ou prendre le style marxiste de 1848 - 1850 contre Proudhon avec *Philosophie de la misère* et *Misère de la Philosophie* pour dire que crise du prolétariat et prolétariat de la crise; mais à chaque fois, j'ai envie d'ajouter pomme de terre et terre de pomme, moteur à quatre temps et quatre temps à moteur...

Plus concrètement, à côté d'une prise de conscience militante internationaliste — que les libertaires ont surtout montrée vis-à-vis des espagnols de la CNT —, il ne faut pas oublier la tactique. Organiser des actions de protestation lors des passages de Le P... me semble être une erreur; comme il l'a dit lui-même avec humour: les fascistes, c'est les autres, et chaque attaque contre moi me fait gagner des voix. La véritable efficacité me semble venir de Collaro qui, sans Pannekoek et Bakounine, ni les gourdis, a ridiculisé Le P..., lequel s'est comporté sans surprise en réagissant en fasciste. De même, les dizaines ou centaines de personnes déguisées en Lepencassine à l'occasion d'un meeting du Front National obtiendraient sans doute un effet positif.

**Grand Père Max**

*Révolution Sociale*, 24p., 15 F, BP 39, 33034 Bordeaux cedex.

**L**a lecture (en particulier BD, SF, Polar), la musique, le ciné tiennent une place importante dans notre vie et alimentent fréquemment les discussions entre copains. Notre presse reflète mal ce phénomène, elle qui offre aux colloques ou aux œuvres théoriques une place énorme, inversement proportionnelle à celle qu'ils occupent dans notre quotidien.

Notre nouvelle rubrique « Bonjour la culture » désire donc combler une lacune. Elle se veut un lieu d'échange, d'impressions (surtout pas de critiques littéraires, cinématographiques ou autres), un espace vivant et accessible à tous (on attend vos copies à IRL-Paris).



**BAYAN KAO**  
Lino Brocka

Bayan kao, ou comment le capitalisme philippin paternaliste et triomphant écrase dans le sang les revendications ouvrières et précipite un jeune prolo dans l'impasse du banditisme. Lino Brocka nous livre les Philippines au quotidien. Dur. Très dur. Si Bayan ko, dont la femme du président Marcos a tenté d'empêcher la présentation au Festival de Cannes, est programmé dans votre coin, précipitez-vous, car j'ai peur que, tout comme à Paris, il ne reste pas longtemps à l'affiche. Et si on se le commandait pour les journées libertaires?

Paul-Adam



**LE BOUCHER DES HURLUS**

J. Amila  
Série Noire 1881

Le Boucher? un général, bien sûr... Les Hurlus? une colline où se sont fait massacrer des dizaines de soldats pendant la « Grande Guerre »... Mais c'est surtout l'histoire d'un drôle de p'tit bonhomme pour un drôle de polar... Michou, 8 ans, dont le père a été fusillé comme mutin en 17 parce qu'il refusait d'aller se faire trucher sur les collines des Hurlus, se rerouve seul au monde après que des voisins pas spécialement antimilitaristes se soient occupés de sa mère.

Le voilà dans un orphelinat de guerre et il a une idée fixe, le même... retrouver et effacer de la planète le responsable de toutes ces dégueulasseries: celui qui a fait fusiller son paternel, ce général si grand consommateur de chair à canon qu'il fut surnommé le Boucher des Hurlus.

Après s'être évadé de son bagne pour enfants, accompagné d'autres mômes en cavale, Michou va-t-il réussir à perpétrer son odieux forfait?

A vous de le découvrir...

Martine



**LE RENEGAT**

R. Vilette  
Fayard Noir

Bertrand Berchon —Cauzolle pour l'organisation— bien que d'une nature chaleureuse et fantaisiste, milite dans une organisation bolchévique pure et dure. Il y croit. Un jour il sauve les 200 000 dollars —cadeau de l'E.R.T. vénézuélienne au parti— et décide de ne pas les rendre. Tout bascule. Agnès —sa copine—, militante de la même orga, le rejette et ses anciens camarades le poursuivent. Bertrand se planque dans les Cévennes chez des copains qui ont fait le retour à la terre. Six semaines s'écoulent et c'est la remontée sur Paris, l'hébergement dans un squatt, la participation à un pillage de magasins. Sa décision est prise, il veut revoir Agnès. Pourra-t-il l'approcher sans se faire repérer? Et s'il y parvient: comment va-t-elle réagir?

Xavier



DEPOT:  
LYON: LIBRAIRIE LA GRYFFE  
PARIS: NEW ROSE

PUB.



**LES BERRURIERS NOIRS**

Cassette VISA n. 005  
30 F

Les meilleurs morceaux de deux concerts à Paris. Douze morceaux dignes du rock urbain actuel. Douze morceaux où alternent la révolte, la haine et la douleur. Des textes à béton, des textes à blouses blanches, des textes tachés de sang, sur les musiques accrocheuses d'une guitare aux griffes acérées soutenue par une boîte à rythme qui martèle, martèle et martèle l'esprit comme une torture psychiatrique. Les Berruriers Noirs broient beaucoup de choses sur leur passage: l'enfer des camps, l'enfer des asiles, et ironisent sur l'armée, la guerre, l'Etat... Uniques en leur genre, on aime ou pas. Côté technique, l'enregistrement est assez bon et la présentation de la K7 est faite par de petites cartes insérées.

TP.N.



Dessin Jean-L. Phan-Van

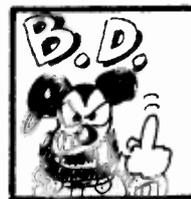


**LES AVENTURES EPATANTES ET VERIDIQUES DE BENOIT BROUTCHOUX**

Phil et Callens  
Le Dernier Terrain Vague

A moitié bande dessinée et à moitié recueil de documents. Phil et Callens nous proposent la vie de l'anarcho-syndicaliste Benoît Broutchoux. La biographie de B: Broutchoux réalisée par Callens est illustrée de nombreuses photos. Quant à la BD, les textes et les dessins sont de Phil et sont présentés comme dans les anciennes BD avec les dessins au-dessus des textes (ou vice-versa) et quelques bulles qui traînent par-ci par-là... Le style des dessins nous rappelle immédiatement celui des Pieds Nickelés, c'est rigolo et bien foutu! Ces deux lascars nous content les péripéties de Broutchoux (1879-1944); son époque; ses démêlés avec la justice, les flics, la taule, l'armée, les politiciens et ses relations avec les anarchistes de l'époque.

TP.N.



**LAMINOIR**

Jean-Louis Phan-Van  
éd. de Quat'sous  
BP 403,  
80004 Amiens Cédex  
35 F.

« Laminoir » est un recueil de dessins que Jean-Louis a fait paraître pour l'essentiel dans la presse libertaire, et IRL en particulier (rappelez-vous la couverture du n. 56 et celle que vous avez entre les mains). Je ne résiste pas au plaisir de détourner quelques dessins pour illustrer cette page, vous montrer comme c'est chouette et suivre les recommandations de la page 4 de Laminoir indiquant que « toute reproduction est vivement conseillée ».

Jean-Paul

# La domination et l'économie



Luciano Lanza

**P**our toucher à la radicalité de l'économie politique, il ne suffit pas de démasquer ce qui se cache derrière le concept de consommation: l'anthropologie des besoins et de la valeur d'usage. Il faut démasquer aussi tout ce qui se cache derrière le concept de production, etc. », nous avertit Jean Baudrillard (1, p.10). Mais la proposition du philosophe suffit-elle à retrouver cette radicalité, ces racines qui peuvent sembler ou immédiatement identifiables, ou au contraire tellement lointaines et indéchiffrables qu'elles en déroutent le chercheur ?

Comprendre la nature de l'économie à l'intérieur de ses catégories et de sa logique, comme semble le proposer Baudrillard, ne donne de résultats satisfaisants que si le concept d'économie lui-même n'est pas remis en cause, en d'autres termes si l'on considère l'économie comme un mode possible, mais non le seul, de régulation de rapports sociaux déterminés. Pour procéder dans ce sens, il nous faut examiner l'économie dans le contexte plus général des rapports sociaux dans leur ensemble. Analyser l'économie selon la présence conditionnante de la domination devient alors axiomatique, puisque l'homme ne connaît d'autre dimension réelle que celle-là. La domination étant l'élément central de la construction sociale, le producteur de sens, le tabou inviolable qui accompagne l'homme à travers toute son histoire, nous pouvons, avec un certain degré de certitude, faire l'hypothèse que la domination donne une signification à tous les aspects sociaux, et par conséquent à l'économie aussi. Si cette hypothèse est correcte, nous pouvons considérer l'économie comme une manifestation de la domination. L'économie, ainsi, ne serait autre qu'un phénomène issu d'un processus d'institutionnalisation des pratiques qui visent la reproduction des moyens matériels à l'intérieur, précisément, de la logique de la domination.

L'institutionnalisation de l'économie s'est produite selon un modèle de rationalité qui présuppose comme fondement « le minimum d'efforts pour le maximum de résultats ». L'observation n'est pas sans importance, si l'on considère que la théorie économique, au sommet de son économisme, à savoir chez

Lionel Robbins (8), soutient que cette théorie n'aurait pas de raison d'être sans cet élément fondateur. L'économie est donc une variable possible et en tant que telle révèle son caractère de produit de création humaine, sans véritable fondement objectif.

Pour reprendre les termes de Cornelius Castoriadis, nous pouvons penser l'économie comme un produit historique qui prend une signification centrale dans la société moderne et qui réorganise, de manière différente, des significations sociales déjà présentes : l'économie comme « signification imaginaire sociale » (2, p. 484 - 5). L'économie, comme tous les éléments sociaux, se reconnaît donc non pas dans les biens, dans la production, dans les moyens ou les rapports de production, mais dans la structure symbolique et signifiante de l'homme. En effet, comme le relève Marshall Sahlins, ces deux composantes définissent la qualité distinctive de l'homme par le fait qu'il entre en relation avec son environnement conformément à un schéma signifiant qui a lui-même forgé (9, p.8). De cette constatation découle une vision de l'économie ( mais on pourrait la généraliser à tous les éléments constitutifs de la société ) comme phénomène arbitraire, décidé par l'arbitraire de l'homme, par sa capacité à faire des projets de toute sortes, par ses divers modes d'être possibles.

## LA NAISSANCE DE L'ECONOMIE

Dans ce cadre, nous pouvons considérer le processus d'institutionnalisation de l'économie comme une phénomène assez récent : il débiterait entre le XVIIe et le XVIIIe siècle, au moment où l'économie est fondée en science autonome.

Les mercantilistes d'abord, et les physiocrates à leur suite élaborèrent des analyses et des théories sur certains aspects de l'activité humaine, mettant en évidence leurs caractéristiques et leurs modes de fonctionnement particulier. C'est à ce moment-là que la matérialité des rapports économiques est codifiée, surtout à partir d'Adam Smith, en un complexe théorique capable non seulement de les expliquer, mais surtout de les engendrer. Il est intéressant de s'arrêter un instant sur ce concept. Au XVIIe siècle il existait évidemment déjà des marchés, peu différents extérieurement des marchés actuels, ainsi que le sens du profit et d'autres éléments que nous définissons comme appartenant

à la sphère de l'économie, mais tous ces signes d'économie politique n'avaient pas encore de cadre logique qui les unisse et les réinterprète en un système proprement dit. Quand la formulation de celui-ci fut accomplie, l'imaginaire social en fut profondément modifié : les trafics d'un pays à l'autre sont pensés et vécus par le marchand de manière différente. Ces actes, répétés de façon analogue depuis des millénaires, conquièrent alors un espace symbolique nouveau et deviennent les pièces d'une construction signifiante que nous connaissons sous le nom de marché autorégulateur. En entrant dans la dimension de la signification sociale, le marché autorégulateur, et surtout sa théorisation deviennent des éléments du signifiant central : la domination. La logique de la domination, qui est essentiellement production de sens social ( d'un sens particulier ), investit aussi ce secteur de la socialité que nous définissons communément comme le champ des besoins matériels.

A cette époque commence une véritable révolution culturelle, qui amène l'homme à se penser et à penser la société en termes économiques. Cette transformation est difficilement compréhensible pour l'homme moderne, tout immergé qu'il est dans une société régulée par l'économie. On peut suivre cette transformation à la trace, cependant, par une méthode anthropologique et par l'analyse des structures sociales arcaïques et primitives. Précédemment, en fait, il n'existe pas de logique économique autonome effective, parce que les rapports économiques sont régulés par d'autres institutions : religieuses, sociales, de parenté, etc. Cette situation, largement décrite par Karl Polanyi et les écrits de l'école substantialiste (5,7), nous permet de saisir le sens et le moment historique de la « Grande Transformation » (4). En outre, la logique économique, qui naît tout à l'intérieur de la logique de la domination, se développe en un sens très régulé, justement, par la domination : comme il n'existe pas d'autres significations sociales que celles de la domination, la nouvelle institution suit, évidemment, la même dynamique que les autres institutions. Mais nous affirmerons, sous toute réserve, qu'avant la « grande transformation » la logique de la domination n'imprègne pas le secteur de la reproduction des besoins matériels. Les détenteurs privilégiés du pouvoir exercent un contrôle

extérieur sur la distribution de ces moyens : il n'y a pas d'intervention interne au processus reproductif. L'« économie » représente un élément marginal par rapport à l'imaginaire social, les pratiques que nous définissons improprement comme économiques ne sont pas porteuses de signification sociale ou le sont dans une mesure très limitée.

Même pour les anciens empires féodaux (égyptien, inca, chinois, etc.) dans lesquels les bureaucraties impériales interviennent activement sur la production et la distribution, il n'est pas possible de parler de logique économique dans l'acception moderne ; on parlera plus exactement d'accaparement préférentiel et de distribution hiérarchique des moyens de subsistance. En revanche, au moment où la domination crée la logique économique, un processus s'engage qui, en déterminant une rationalité particulière de la reproduction des moyens de subsistance, se répercute sur la domination elle-même : la rationalité économique devient la rationalité de la domination.

C'est la naissance de la domination moderne liée organiquement à la société. En envahissant aussi l'économie, la domination absorbe toute la logique sociale : aucun aspect de la société n'est plus extérieur aux règles de son fonctionnement. Sa logique pénètre profondément la logique sociale, ses modes de reproduction se transmettent aux modes de reproduction des biens. Il y a un processus d'interaction entre domination et économie, entre créateur et création, le premier donnant vie à la seconde est à son tour conditionné et transformé par son produit. La domination prend une forme nouvelle parce que, en tant que régulateur de tous les aspects de la vie sociale, elle gère un espace qui a des lois de fonctionnement autonomes et jusqu'alors inconnues : cette « invention » est contrôlable seulement à la condition que les lois de l'économie s'identifient aux lois régulatrices de la domination sur la société.

Un citoyen athénien, un chasseur guayaki, pas plus qu'un mandarin chinois, un pharaon égyptien, un brahmane indien ou un vassal italien ne pouvait concevoir l'idée que le critère suprême de sa vie puisse être déterminé par le profit et l'accumulation. De même il ne pensait pas que les moyens puissent être limités face à l'infini des besoins. Pour en arriver à une telle idée, il faut que l'homme se pense insatiable face aux ressources existantes. C'est seulement dans ce cas que peut naître l'économie au sens plein du terme. Alors la logique et la rationalité économique deviennent des nécessités évidentes et irréfutables : l'homme a posé certains prémisses qu'il considère comme inhérentes à sa nature propre (limitation des ressources et besoins illimités) et il ne peut faire autrement que d'adopter la règle « rationnelle » : le minimum d'efforts pour le maximum de résultats.

#### LES ETAPES D'UNE RENCONTRE

Dans la rencontre entre domination et économie, on peut distinguer deux étapes, qui correspondent aussi à deux aspects théoriquement distincts : l'économie de marché et l'économie planifiée.

L'économie de marché (qui se base sur le marché autorégulateur) est la première forme de cette rencontre. Si nous analysons le fonctionnement du marché autorégulateur par rapport aux marchés de l'antiquité, il apparaît aussitôt à l'évidence qu'ils ne sont similaires qu'en apparence et superficiellement. En effet, les marchés antiques ont des règles très différentes les uns des autres et ne sont pas réductibles à un modèle unique comme les marchés modernes. En outre, les marchés antiques sont souvent extérieurs à la communauté, non seulement géographiquement mais surtout socialement. Les contrats se passent selon des modalités qui n'ont rien d'économique mais qui répondent à des critères empruntés à d'autres institutions. Un fait analogue se produit pour la détermination du prix. La question change du tout au tout avec le marché moderne.

Une économie de marché « est un système économique commandé, régulé et orienté par les seuls marchés : la tâche d'assurer l'ordre dans la production et la distribution des biens est confiée à ce mécanisme autorégulateur. On s'attend que les humains se comportent de façon à gagner le plus d'argent possible » (4, p. 102). Ces quelques lignes de Polanyi font ressortir immédiatement le saut qualitatif et quantitatif qu'il y a entre les deux types de marché. Et il n'est pas vrai non plus, comme le prétendent beaucoup d'économistes, que le marché moderne soit l'enfant légitime des marchés antiques. Entre ces deux formes il y a une fracture, un hiatus constitué par une représentation différente du monde : le libéralisme.

Le concept moderne de marché naît en effet de la rencontre avec un régime politique, le régime libéral précisément, qui se pose comme moment de rupture avec la monarchie absolue, ouvrant la voie au concept moderne de liberté. Cet élément,

qui n'est pas insignifiant, pose un nouveau problème à l'analyse. Nous sommes en présence d'une contemporanéité contradictoire : d'une part le marché autorégulateur est la première « forme économique » issue de la rencontre entre domination et économie, d'autre part on assiste à la naissance de cette idée de liberté qui, poussée à l'extrême et radicalisée, constitue le fondement de la pensée anarchiste. Le dilemme est difficile à résoudre, à moins de recourir à une hypothèse de simple hasard, qui n'est cependant satisfaisante pour personne. Il faut aussi souligner le fait, qui rend les choses encore plus difficiles, que la forme économique produite par le libéralisme, le marché autorégulateur, est représenté dans sa formulation théorique comme un modèle de liberté et d'égalité : beaucoup de petits vendeurs opposés à beaucoup de petits acheteurs qui n'ont aucun pouvoir sur la détermination du prix ni face à d'autres acheteurs. On peut tranquillement objecter que cette théorie est une abstraction, une fiction, une forme idéologique élaborée pour justifier une nouvelle forme d'exploitation. Ce type d'objection, par ailleurs tout à fait valable, a cependant le défaut de ne pas écarter complètement le doute. En outre, les hypothèses de Proudhon sur la conjonction entre marché et socialisme ne peuvent être liquidées comme le faisait Marx en le traitant de petit bourgeois. Il y a dans les propositions de Proudhon une argumentation solide en faveur de la concurrence économique comme forme économique sur laquelle fonder les rapports de libres producteurs. L'unique objection que nous pouvons peut-être faire au penseur de Besançon est qu'il se montre incapable de sortir, comme tous ses contemporains, d'un univers symbolique dans lequel l'économique occupe une position prédominante.

Si nous poursuivons en revanche dans l'optique indiquée au début, nous devons reconnaître que le marché autorégulateur est un produit de la société de domination, avec pour conséquence évidente

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE SALARIE!

que sa forme est inutilisable dans un projet anarchiste. Mais le fait qu'il soit la première forme économique issue de la rencontre avec la domination nous permet aussi d'apercevoir les imperfections de cette fusion (domination-économie) : s'il est vrai que la logique de la domination envahit la logique de la reproduction des moyens de subsistance, il est aussi vrai que perdue une subdivision, une séparation entre ces deux éléments. Domination politique et domination économique se développent avec la même logique selon des processus parallèles, mais dans des champs distincts. Les institutions politiques ne se superposent pas aux institutions économiques : chacune occupe un espace social différent. Nous pourrions les définir par une métaphore comme deux frères ennemis : biologiquement similaires, mais culturellement adversaires.

Avec l'économie planifiée, nous assistons à une intégration supplémentaire entre domination et économie. La logique économique avec sa rationalité est encore celle de l'économie de marché, mais il n'y a plus de séparation institutionnelle : les deux termes sont complètement confondus. L'économique est tout entier à l'intérieur de la structure de la domination. Dans ce cas également la genèse de l'économie de plan rend l'analyse problématique. La planification, en effet, naît soit comme instrument de régulation du capitalisme, soit comme forme économique du socialisme. Dans cette dernière acception, le plan est vu comme l'instrument qui ramène l'économie sous le contrôle de l'homme, qui tend à recréer une dimension organique de la société, en éliminant la séparation entre société et économie considérée comme le produit du capitalisme. Dans le plan aussi, donc, nous pouvons retrouver un modèle de liberté et d'égalité qu'il ne faut pas sous-estimer.

La réappropriation de l'économique par la société, la planification, se développe, comme le marché, dans un contexte marqué par la logique de la domination, raison pour laquelle la rationalité économique n'est pas modifiée mais adaptée et orientée vers des objectifs qui sortent en partie de la logique du marché. Mais cela se passe seulement dans un sens : la dimension politique acquiert une prééminence sur la dimension économique. Pour reprendre l'exemple ci-dessus, un des frères ennemis a réussi partiellement à soumettre l'autre.

L'économie de plan peut donc être considérée comme la forme la plus achevée, à ce jour, du processus d'intégration entre domination et économie. Dans cette optique on peut faire l'hypothèse qu'une éventuelle disparition de l'économique ne signifierait pas du tout la naissance d'une société plus juste, comme beaucoup le croient ingénument, mais l'affirmation du totalitarisme dans sa forme la plus pure. Nous sommes là dans le champ du fantastique, mais pas de l'improbable : l'économique, produit de la domination, se présente aujourd'hui comme l'un des lieux imparfaits de résistance à l'évolution vers des formes plus

sophistiquées de domination parce que la société de la domination elle aussi, et pas seulement celle de la liberté, peut aller au-delà de l'économie.

Au moment où la domination envahit tous les aspects de la vie sociale, et les envahit totalement, comme dans le cas d'une planification parfaite (qui n'existe pas encore, et qui est heureusement encore lointaine), la logique économique pourrait disparaître car elle serait totalement remodelée par la logique de la domination. Au contraire, jusqu'à ce jour la rencontre entre domination et économie s'est produite sur deux modes d'allocation des biens (qu'improprement nous pouvons appeler marché et plan) qui préexistent à leur rencontre et à leur intégration à la logique de la domination. Ou plutôt, en d'autres termes, sous chacun d'eux se retrouvent une fonction sociale cachée et pervertie par la domination : l'échange, pour le marché, le choix, pour le plan. C'est au moment de la rencontre que ces deux fonctions sociales entrent dans la rationalité économique et sont transformés en « forme économique » dans la pleine acception du terme. Cette constatation signifie aussi que nous ne réussissons pas aujourd'hui à penser l'échange et le choix autrement que comme des formes dotées de cette rationalité unique qui envahit notre imaginaire social : celle de la domination, précisément.

#### AUX RACINES DE L'ÉCONOMIE

L'analyse de l'économie comme produit de la domination ainsi que la mise en évidence de sa fonction sociale nous amènent à la question de la nature de l'économie.

Pour ébaucher une réponse, nous ne pouvons pas compter sur les définitions données par les économistes au cours de ces derniers siècles parce qu'elles sont déjà inscrites à l'intérieur de la logique de l'économique : ils ont défini un produit de la domination sans remettre en cause le producteur. Même la critique marxiste de l'économie ne nous aide guère : elle critique seulement une forme de cette manifestation de la domination, le capitalisme, et surtout elle fait l'erreur de croire que l'économie planifiée peut être un passage à la société sans économie, la soi-disant seconde phase du communisme. Si les objections émises ci-dessus quant à la planification ont un sens, il est évident que la contribution marxiste me laisse assez indifférent. Ce que je cherche à faire, c'est à dépasser, si possible, la vision de l'économie comme elle se présente aujourd'hui et à m'interroger sur l'existence, ou au moins sur notre capacité imaginaire de fonder (ou de redécouvrir) le signe social de l'économie.

Cette question nous amène aux aspects dualistes de l'économie, déjà mis en évidence par Karl Menger et Karl Polanyi. Menger écrit : « J'appellerai élémentaires les deux tendances de l'économie dont j'ai parlé plus haut, à savoir la tendance technique et celle à l'épargne (ou, comme il le dit ailleurs,

économisante). Bien que en réalité elles se manifestent presque toujours conjointement, elles dérivent de causes différentes et indépendantes et, dans quelques branches de l'activité économique, elles se présentent aussi seules... La tendance technique de l'économie n'est donc pas dépendante de celle à l'épargne ni liée nécessairement à elle... les deux tendances sont donc indépendantes l'une de l'autre — ce sont des tendances élémentaires — et leur rencontre régulière dans la réalité est due au fait que les causes qui les déterminent sont presque toujours conjointes dans l'économie. » (3, p. 162 - 163)

Polanyi approfondit l'intuition de Menger : « Le terme économique combine deux significations qui ont des origines différentes ; nous les désignons comme signification substantielle et formelle. La signification substantielle de l'économie dérive du fait que l'homme dépend pour sa survie de la nature et de ses pairs. Elle se réfère à l'échange entre le sujet et son milieu naturel et social qui a pour but de lui procurer les moyens matériels pour la satisfaction de ses besoins. La signification formelle de l'économie dérive du caractère logique du rapport entre moyens et fins, qui transparait dans l'emploi de termes comme « économique » et « économiser ». Elle se réfère à un cas typique de choix, celui entre les divers emplois auxquels destiner des moyens, choix rendu nécessaire du fait de l'insuffisance des moyens. Si nous appelons logique de l'action rationnelle les règles qui président au choix des moyens, avec un terme improvisé, nous pourrions désigner cette variante de la logique comme économie formelle. » (5, p. 297)

En reprenant ce que j'ai écrit précédemment, il est possible de rapprocher des définitions de Menger et de Polanyi une autre définition : l'économie comme élément de la relation au pouvoir et l'économie comme élément des relations sociales. Dans le premier cas, c'est une des manifestations du pouvoir et elle se structure d'une manière déterminée conformément au pouvoir qui l'institue. Dans le second cas, l'économie se présente comme moment de relation entre les hommes qui permet un accroissement des disponibilités et des attributions de l'individu ou du groupe.

Tous ces aspects du dualisme de l'économie nous indiquent que maintenant déjà, tout immergé qu'il soit dans la logique de la domination, l'homme est en mesure de penser les rapports économiques sans nécessairement les associer au signifiant central de la société. Mais ils peuvent en même temps nous faire entrevoir que l'économie est si enracinée dans notre imaginaire qu'il nous est possible seulement de la penser sous d'autres formes, sans pouvoir l'effacer complètement.

En ce sens l'économie se révèle comme un fantastique analyseur de la domination. L'incapacité d'annuler l'économie nous permet de comprendre l'incapacité d'annuler la domination. Le désir de rationalité, de normes, de règles

par lesquelles l'homme moderne pense contrôler et orienter la reproduction des biens possède le même signe que le désir d'attribuer rationalité, normes, règles à la société tout entière. Un désir légitime et nécessaire à la vie en commun se transforme donc en moments qui reproduisent la domination. La nécessité économique apparemment banale (comment puis-je me procurer tel ou tel bien?) se traduit dans la plus complexe et terrible nécessité de la domination.

La décodification de la domination, actuellement, passe par la décodification de l'économie. L'une s'est rendue indispensable par l'autre et vice-versa. C'est peut-être la raison pour laquelle il semble impossible de découvrir les racines de cette création humaine qui s'appelle économie. Ou bien les difficultés naissent du fait qu'il n'y a pas de racines sous la plante. Ou bien encore nous devons chercher les racines dans les simples gestes du paysan qui sème, dans ceux de la femme qui tisse la laine, dans l'aventureux voyage du marchand et jusque dans les gestes de la demoiselle aseptisée en blouse blanche qui presse la touche d'un ordinateur. Les racines de l'économie résident dans tout et dans rien. Construction imaginaire, comme la domination, l'économie est à la fois concrète et insaisissable.

Reconnaître qu'il n'y a rien à connaître au delà de ce qui apparaît peut constituer peut-être un moyen pour sortir de l'impasse. Dans ce cas, l'économie ne présenterait pas de zones lointaines inexplorées hormis celles de notre esprit ou, mieux encore, de l'esprit collectif.

« On pourrait dire que si la production reflète le schème général de la société, elle se regarde dans un miroir... Pour nous, la production de marchandises est en même temps le mode privilégié de production et de transmission symbolique. » (9, p.262)

Luciano LANZA  
(traduit de l'italien)



#### Références

- (1) Baudrillard J., *Le miroir de la production*, Paris 1974
- (2) Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris 1975
- (3) Menger K., *Principi di economia politica*, Turin 1976 (trad. it.)
- (4) Polanyi K., *La Grande Transformation*, Paris 1983
- (5) Polanyi K. (a cura di), *Traffici e mercati negli antichi imperi*, Turin 1978
- (6) Polanyi K., *Economia primitiva, arcaica e moderna*, Turin 1980
- (7) Polanyi K., *La sussistenza dell'uomo*, Turin 1983
- (8) Robbins L., *Saggio sulla natura e l'importanza della scienza economica*, Turin 1947
- (9) Sahlins M., *Au cœur des sociétés*, Paris 1980

## Laisser la merde en liberté

**Q**uelques réflexions concernant les mécanismes psychologiques sur lesquels s'appuie le pouvoir, afin que les systèmes hiérarchiques soient maintenus dans les institutions.

Des éducateurs cherchent à faire fonctionner une maison d'enfants de façon un peu moins autoritaire en évitant d'être trop coercitifs. Survient un inspecteur « en visite » : il inspecte et critique le bout du nez des enfants qu'il trouve en général trop sale, et les cheveux des mères qu'il y aurait lieu de peigner. Les éducateurs raconteront ensuite qu'ils n'ont su que répondre et sont restés sidérés.

Curieuse impuissance : ils avaient le devant de la tête plein d'idées, de théories éducatives ou psychothérapeutiques susceptibles de justifier les bouts du nez tachés et les cheveux dressés. Mais cela n'a servi de rien, ce qui est revenu en force ce sont les valeurs d'ordre et de soumission contre lesquelles ils luttaient, et qui se trouvaient réactivées par la présence de l'inspecteur représentant du pouvoir. Les arguments ne manquaient pas devant la tête, mais ils se sont montrés moins forts que ce derrière de la tête imprévu qui s'est imposé dans la situation d'inspection.

Une anatomie imaginaire du cortex devrait opposer deux régions cérébrales. Il existerait un devant qui exprime une volonté, une conviction se traduisant par des actes un peu cohérents ; mais il existe aussi un derrière de la tête qui résulte des valeurs dominantes intériorisées pendant l'enfance : parmi celles-ci, et dans notre société, l'autorité, le respect des grades et de l'ordre établi, la soumission.

Et ces références consciemment dépassées ou réélabores resurgissent de façon brutale, et de façon non prévue dans les situations qui ont quelques choses à voir avec notre éducation.

Moralité : vaut mieux pas trop bien réussir une éducation si on ne veut pas qu'elle soit trop échouée.

Dans une institution la situation n'est pas plus claire. On appelle « identification institutionnelle » cette curieuse maladie qui fait qu'un homme se prend pour une maison et se sent menacé de mort quand quelque chose bouge dans



Paul Fustier

la maison, comme si ses organes s'entrechoquaient et refusaient de remplir leurs fonctions.

Un responsable d'institution est très normalement victime de cette maladie. Il EST l'organisation dont il se sent le chef : il se sent plus gros de bonne graisse, plus important de l'institution qu'il dirige, qu'il met « dans son ventre » et qui devient ses organes. Alors il est tout gonflé d'importance, narcissisme renforcé par cette absorption qui le grandit et le grossit.

Si l'institution et lui sont confondus, il ne peut plus regarder celle-là de l'extérieur, ni mettre en question son fonctionnement. Celui-ci est ressenti par lui comme nécessaire, définitif, normal, naturel, dans l'ordre des choses. Toute mise en cause d'une attaque « dans le ventre », une rébellion des organes qui ne travaillent plus comme ils le devraient et qui détruisent la personne même du responsable, dans son intégrité. D'où le renforcement des conduites de pouvoir pour établir l'immobilité, pour que l'ordre règne et que chaque organe reste à sa place.

Cette « identification institutionnelle » quand elle est partagée est gage d'absence de conflit et de renforcement du pouvoir. C'est un mécanisme que pour cette raison toute hiérarchie cherche à favoriser. On encourage « l'esprit maison » ou « l'esprit d'équipe », on encourage ce qui donne le sentiment d'appartenance (des avantages « sociaux » propres à l'entreprise), comme ce qui crée la fierté de faire partie de la « maison ».

Jacques étudiant les relations humaines à l'intérieur de la marine britannique constate que l'officier en second d'un navire occupe une bien curieuse position psychologique. Tout se passe comme s'il était là pour « recevoir la merde », comme le pot de chambre désigné pour que chacun sache où déposer ce qu'il ressent en lui de mauvais et d'intolérable. L'officier en second devient alors le plus bête, le plus méchant, le responsable de tout ce qui ne va pas, pour le plus grand profit du capitaine du navire qui reste personnage idéalisé et protégé puisque ce qui est mauvais est automatiquement dérivé sur ce pot de chambre institutionnel. Et si l'officier en second demeure « héroïque- ▶

ment » dans cette inconfortable situation, c'est qu'il sait qu'il faut en passer par là pour devenir un jour capitaine, pour quitter le statut de petit chef au profit de celui de grand chef.

Observations que l'on a généralisées depuis. Dans une situation traditionnelle et hiérarchisée il existe toujours un (des) pot (s) de chambre qui recueille (nt) la merde que chacun d'entre nous porte en lui. Les rôles de pouvoir que tiennent les petits chefs servent aussi et secondairement à cela. Ils les désignent comme les dépositaires de l'infamie : plus leur situation en fait des chiens de garde, plus on en fera aussi le receptacle de la merde qui est la notre. Aussi « le grand patron » ou le « siège social » pourront éviter les attaques.

On doit en tirer une conséquence. Si l'on veut faire vivre une institution un peu anti-autoritaire, un peu dépourvue de petits chefs, alors on supprime du même coup les pots de chambre. Et no-

tre merde privée n'a plus d'endroits désignés pour être déposée. Mise au hasard à un endroit où à un autre, elle éclabousse les individus qu'elle touche.

Cela veut dire que la persécution guette l'institution ; chacun se sent attaqué par chacun. Il n'y a plus de consensus pour désigner comme mauvais un porteur de rôle d'autorité ; ce qu'il y a de mauvais en nous subsiste cependant et attaque les uns et les autres selon les moments.

En voulant se libérer des rôle de pouvoir, on a dans un premier temps supprimé les endroits-dépot, et laissé « la merde en liberté », quitte à ce que l'atmosphère en soit empoisonnée.

Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de la tension psychique parfois insupportable qui peut accompagner une expérience de type communautaire. En supprimant les rôles hiérarchisés, on a aussi libéré la persécution devant laquelle on se sent sans défense : et on en

est resté là.

On en est resté là parce que faire quelque chose de simple, de libérateur, de spontané, casser le carcan des situations hiérarchisées est en réalité compliqué et réactive des mécanismes psychiques étranges, susceptibles de faire se refermer la prison sur la tentative de libération. Si le simple est compliqué, autant le savoir, essayer de comprendre ce qui se passe et chercher comment prendre en compte ce qui est mis en jeu. Autrement dit si l'on veut supprimer le pot de chambre, il faut prévoir le recyclage de la merde avant que l'atmosphère soit empoisonnée. Cela suppose un travail collectif de compréhension des manifestations de la corrosion provoquée par la résurgence de l'irrationnel.

Paul Fustier



## Colloque autour du Pouvoir Lyon 12 & 13 mai 84

Après ces deux articles, nous avons, enfin, publié toutes les interventions écrites qui nous sont parvenues, à l'exception de celles du groupe des femmes (?) et de Jacques Lesage de la Haye qui n'a pas eu le temps de transcrire la sienne.

Nous vous rappelons donc les articles que nous avons déjà publiés dans les précédents numéros d'IRL et que vous pouvez toujours commander, en attendant que, comme pour notre dossier sur le tiers monde, nous rassemblions tous ces textes en une brochure.

- IRL 56: **Questions sur la révolution** de Claude Orsoni  
**Le totalitarisme réellement existant** de Nicolas Trifon
- IRL 57: **La morale illégale** de Alain Thévenet  
**L'honorable société calabraise entre la hiérarchie et l'honneur** de Nello Zagnoli
- IRL 59: **La liberté et les maîtres ne font pas bon ménage** de Jan Sortskifte

# De Dieu à l'anarchisme

« Il se dirigea vers l'icône (...) « La prophétie de Pougatchev s'est réalisée. Dieu soit loué ! » s'exclama-t-il, il y a cent cinquante ans, lorsque le grand rebelle fut sur le point d'être exécuté, il dit à la tsarine Catherine II : « Je vous ai seulement fait peur, mais avant longtemps viendra un balai de fer qui vous balayera tous, vous les tyrans de notre sainte terre de Russie. » Ce balai est ici, c'est batko Makhno. » (Alexandre Berkman dans « Nestor Makhno La lutte contre l'Etat » éd. de Ducret et Skirda, 1984).



(photo Mimmo-IRL)

« Nombreux sont les petits villages andalous où la ferveur pour le communisme libertaire est si profonde que, dans les foyers modestes des paysans, les images qu'ils ont adorées jusqu'à une date récente, ont disparu pour être remplacées par des portraits de militants importants de la CNT et de la FAI devant lesquels on allume des veilleuses, comme si c'était un autel. » (Juan Oses (Bilbilis) « La utopia del comunismo libertario » 1933, p. 17)

On peut discuter mes deux citations liminaires, mais elles ont le mérite de montrer qu'on peut être croyant et suivre une pratique anarchiste, et que l'on peut être anarchiste en ayant une pratique religieuse. Ces points ne sont nullement complémentaires et peuvent paraître très dangereux pour l'équilibre et le futur du mouvement anarchiste. C'est pourquoi je m'efforce de défendre ma position.

Sans remonter dans le passé, il me semble que la propagande anticléricale (« Ni dieu ni maître » de Bakounine et « Douze preuves de l'inexistence de Dieu » de Sébastien Faure, etc.) anarchiste a perdu presque tout intérêt (1). Les religions sont de plus en plus concernées par les problèmes sociaux, que ce soit l'islam, les différentes variantes judéo-chrétiennes ou le bouddhisme, et ce sont plutôt les tactiques vis-à-vis des forces laïques et des autres religions qui sont à l'ordre du jour. D'un point de vue global et planétaire, il s'agit sans aucun doute d'une reprise en main généralisée des hiérarchies religieuses pour éviter de perdre leurs ouailles. Elles ont finalement compris le « sens de l'histoire » : si par le passé il y eut des mouvements religieux de la base — ou non — qui furent révolutionnaires, rien de la sorte ne vit aujourd'hui. Comme Bakounine, on peut regretter « l'hérésie vraiment populaire et révolutionnaire des Albigeois (...) contre la domination du pape, des prêtres et des seigneurs féodaux. » (2). On n'a même plus l'opposition (armée) entre les curés dans le peuple et le clergé, comme dans la révolution française et l'émancipation latino-américaine. Actuelle-

ment, malgré certaines oppositions fort mineures, les chefs religieux dominent la politique dans bien des pays, sur le dos du peuple, comme depuis des millénaires : Iran, Pologne, Amérique latine. En dépit de la « théologie de la libération » en Amérique latine, de curés guerilleros ou ministres au Nicaragua, de Helder Câmara au Brésil, les millions de l'Eglise sont manipulés pour les classes dirigeantes, sans compter la manipulation des âmes. En Argentine, les catholiques critiquant les militaires furent désavoués par leur hiérarchie, et 15 prêtres sont cités dans une liste officielle de criminels, dont le nonce apostolique (actuellement à Washington et défendu par Rome) (3).

## LES CATASTROPHES DU FUTUR NE PREDISPOSENT PAS A LA QUIETUDE

Même si Bakounine a justement écrit « Si Dieu est, l'homme est esclave ; or l'homme peut, doit être libre, donc Dieu n'existe pas. », il faut reconnaître que les catastrophes de la future guerre nucléaire, des millions de gens qui crévent chaque année ne predisposent pas à la quiétude. Et justement la foi en Dieu — ou en n'importe quoi — est toujours susceptible de deux interprétations : le soulagement, d'où la passivité, l'obéissance ; ou bien la révolte, qui entraîne l'attitude révolutionnaire.

Pour infimes que soient globalement les oppositions nées au sein du catholicisme et du christianisme, elles présentent de l'intérêt. C'est d'abord une

interprétation de Dieu, comme étant dans l'histoire, pour lutter en faveur des pauvres contre les riches, qui naît en Amérique latine. Tout en restant une copie des idées de Martin Luther King, ce mouvement a ses exceptions qui militent pour la violence, et alors, copient le marxisme-léninisme. La création, l'initiative, c'est la lutte contre la hiérarchie. Et il est indéniable que cette idée est fortement ancrée maintenant parmi bon nombre de catholiques. Maintenant, il apparaît l'idée de communautés de base au Brésil, au Chili, qui, tout en étant floue en l'absence de documents et de témoignages proches de nous, est sympathique.

On pourrait faire une moue de connaissance sceptique, or l'expérience antifranquiste des mouvements catholiques laïcs (HOAC et JOC) fut une pépinière d'opposants, d'où sont issus la plupart des socialistes, communistes et un bon nombre de libertaires (4). Et même de libertaires croyants : « malgré la furie antithéiste des grands penseurs anarchistes, je trouve plus d'affinités et moins d'oppositions dans l'anarchisme que dans le marxisme par rapport au christianisme original. » (5). Et passant de l'Espagne à la France, il faut signaler la position du protestant Jacques Ellul qui affirme « que la pensée biblique mène tout droit à l'anarchisme et que celui-ci est la seule position "politique anti-politique" qui puisse s'accorder avec la pensée chrétienne. » (6).

Le paradoxe le plus curieux est que ni les croyants ni les anarchistes ne semblent s'être souciés sérieusement d'un penseur et d'un mouvement qui a

assuré une synthèse de ces deux branches : Tolstoï et le tolstoïsme.

### TOLSTOÏ N'A EU QU'UN DÉFAUT

Il faut souligner tout de suite que Gandhi a prostitué les idées de non violence au profit de magouilles politiques. Quant aux doukhobors, ils n'ont rien à voir non plus, même si Kropotkine et Tolstoï se sont occupés d'eux. Tolstoï vivait et écrivait dans la Russie de la fin du XIX siècle où la société paysanne était la presque totalité du pays. Evoquant un dieu, mélange et synthèse de tous les dieux connus, tout en étant uniquement une valeur éthique, Tolstoï proposait un retour à la terre, également distribuée entre tous, une société où « fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fassent ». Dans cette vision de travail ordonné, de fidélité sexuelle et d'amour qu'il prend dans le christianisme, Tolstoï insiste sur le refus de la violence, la violence étant tout ce qui contredit les paroles de Tolstoï. Et concrètement, voilà l'effet au niveau individuel : « On exige de moi que je participe aux actes du gouvernement (...) que je participe au paiement des impôts, à leur perception ; on me propose de prendre part à des actes administratifs, judiciaires, pédagogiques, policiers ; on exige de moi que je subisse le service militaire, mais pourquoi ferais-je tout cela quand je sais que tous ces actes me privent de ma fortune et de ma liberté, et principalement, sont contraires au bon sens et aux exigences de la morale la plus élémentaire. » (7).

Les idées de Tolstoï eurent une influence énorme en Russie, d'où des centaines d'arrestations sous le tsarisme, puis des milliers, de même qu'avec les Bolcheviques ; et l'effet de ces répressions a entraîné la disparition du mouvement, qui n'a pas eu de résurgences, même pas chez les anarchistes. Car Tolstoï place la « non violence » (tellement exigeante que la répression continue entraîne soit la disparition des idées de Tolstoï, soit le refus total de la société, comme certains le font actuellement en Sibérie) dans un cadre anti-religieux et anti-autoritaire. Tolstoï refuse les religions et les hiérarchies théologiques, qu'il associe aux politiciens qui trompent le peuple. Cependant, Tolstoï récuse les solutions des théoriciens anarchistes, qu'il considère contradictoires, et propose comme « outil spirituel » pour faire disparaître l'Etat « une compréhension religieuse de la vie, par laquelle l'individu considère sa vie terrestre comme une parcelle de la manifestation de la vie entière, en rattachant sa vie à la vie éternelle, qu'il reconnaît comme le bien suprême dans l'application de la loi de cette vie éternelle. » (8).

Tolstoï n'a eu qu'un défaut, à mon avis, celui de ne pas admettre la nécessité de la violence dans une situation extrême. De nombreux anarchistes tolstoïens en Chine, en Argentine, en Bulgarie, ont su trancher le problème en n'hésitant pas à pratiquer le terrorisme, un terrorisme clair, aisément compréhensible, et limité dans son application.

A l'opposé, les anarchistes « classiques » dans la masse des militants n'ont guère mesuré la portée de

réflexions comme « on ne doit jamais, sous aucun prétexte et quel que soit le but poursuivi, tromper le peuple. Cela serait non seulement criminel, mais au surplus néfaste en tant que moyen de servir la cause révolutionnaire ; néfaste parce que toute duperie quelle qu'elle soit est, par essence, bornée, mesquine, étriquée, toujours cousue de fil blanc et pourrie et, dès lors, la jeunesse révolutionnaire elle-même serait forcément placée devant la direction la plus trompeuse, la plus arbitraire, la plus insensée et la plus opposée au peuple. » (9).

Dans tous les différents mouvements anarchistes, on a vu à un moment donné une démagogie écœurante, fondée sur un dirigisme bolchevique, se parer de l'application prétendue d'idées libertaires (plateformisme, participation gouvernementale, FCL, etc.). Mais le plus grave est la crainte, la fuite face au dialogue, à la discussion, qui nous sont imposés par l'évolution progressive de la société (10). Le réflexe de protection est alors la répétition des idées passées, au lieu de les actualiser ou les modifier. Il suffit de lire, par exemple, la presse espagnole libertaire de l'exil entre 1944 et 1975 pour trouver une bonne centaine de cas.

Dans un article qu'il aurait dû intituler « L'anarchie, carcan ou libération » au lieu du banal « La CNT a un brillant avenir... derrière elle », Tomas Ibanez dénonçait les tares de la CNT actuelle en Espagne (revue *Nada* n° 3, 1979). Il s'agissait du refus de la critique publique de l'organisation, et surtout d'une vision immuable de la réalité (l'anarcho-syndicalisme des années 30), accompagnée d'une réduction des événements à Makhno, Kronstadt, 1936. Il en découlait un rituel tabou, avec des idoles (Montsenys, Esgleas, l'« immortelle CNT » formule qu'on trouve dans de nombreux articles), « une forme-Eglise », avec un langage et une pratique de magouilles propres aux sectes d'initiés. En ce sens, pour continuer Ibanez, je me demande dans quelle mesure une partie des militants d'organisations libertaires réduites à la forme de sectes ne sont pas légèrement déséquilibrés et ne cherchent qu'à briller dans un milieu quel qu'il soit, comme ils auraient pu le faire dans un club de pétanques, de philatélistes, etc. (11).

Il est pénible de constater que l'organisation anarchiste devenue église-secte se conduit comme Rome vis-à-vis de ces fidèles indociles, par les coups bas en silence, les anathèmes en public.

### SAVOIR ECOUTER L'AUTRE

« Que faire ? » comme disait Tchernychevsky en 1862, mis à part être conscient que le sectarisme religieux peut toucher les anarchistes et qu'un idéal doit être appliqué quotidiennement et individuellement autant que collectivement. Il me semble que les grands mouvements révolutionnaires du passé étaient constructifs, principalement parce que les gens étaient formés par le milieu et la société à un travail solidaire, où l'incapacité, le refus de certains étaient immédiatement perceptibles. Plus récemment, dans les pays industrialisés dominés

par la démocratie, les grands mouvements — comme mai-juin 68 — consistent à parler, à se reconnaître comme individus, avant de pouvoir agir collectivement. La société urbanisée, industrielle, crée spontanément la déprime, les clans, d'où le succès de tout ce qui offre une illusion de solidarité (les matches de football, les concerts style rock et compagnie, les sectes orientales). On peut remarquer que là où il y a des dictatures, tout en baignant dans le même cadre, la solidarité est plus facile à trouver (Pologne), mais finit par s'estomper (l'Espagne actuelle). Comment proposer la révolution, quand toute la société vit sur des fondements contraires, autrement qu'en offrant un type d'organisation qui annonce la future société ?

Evidemment, on peut craindre qu'en agissant ainsi on ne tombe dans une préparation à l'infini, auréolée de pédagogie et de non violence, propre donc à sécréter une hiérarchie (du plus non violent et vulgaire secoué par ses nerfs). En fait, la société dicte une conduite sûre : chaque pays industrialisé spolie, saigne à blanc une partie du Tiers Monde. La réponse non violente ne peut être que la destruction de cet aspect, en admettant l'exception de la violence pour y arriver. Ou pour être encore plus clair : du temps de Bakounine jusqu'à la guerre d'Espagne, on pouvait isoler deux attitudes possibles : une préparation révolutionnaire et la violence révolutionnaire. Aujourd'hui, les deux sont intimement liés, à condition de rester immédiatement lisibles, contactables. L'attitude des situationnistes, la réaction des travailleurs à Longwy, à Chières, etc., les mineurs anglais montrent que la violence peut être collective et pas — ou peu — clandestine. Le terrorisme classique, avec sa clandestinité et son savoir technique particulier, et ses armes élitistes, est de moins en moins captable de prime abord. Il finit par n'agir que pour les médias, et on s'en lasse comme les publicités pour lessives, parce que ça n'a rien à foutre avec nos problèmes. Il reste que pour agir dans le sens requis, il faut être disponible, savoir respecter et écouter l'autre, et aussi, pourquoi pas, pouvoir le critiquer sans le blesser. Autrement, en quoi se distingueraient les libertaires des ordures ordinaires qui ordonnent à chaque instant ?

Grand-père Max

### NOTES

- (1) Pour une étude actuelle anticléricale, voir la brochure de A. Jacquelin, 61 av. Jules Vallès, 38400 St-Martin d'Hères - 25 F (éditée par l'auteur).
- (2) « *L'empire knouto-germanique* » Champ Libre 8, p. 68.
- (3) « *El Pais* » 11-XI-84.
- (4) « *Bicicleta* » n° 37, III-81, p. 41-42.
- (5) Antonio Andrés « *Bicicleta* » o.c. p. 45.
- (6) « *Anarchie et christianisme* » dans « *Contrepoint* », 1974.
- (7) « *Gengis-Khan qui dispose du télégraphe* », XII-1909.
- (8) « *Aux hommes politiques* » 1903.
- (9) « *Etatisme et anarchie* » Bakounine p. 371
- (10) Dénoncés par Bookchin, par exemple, pour les USA, dans « *Volonté* », 1984, n° 3, p. 91.
- (11) Ils sont, certes, moins dangereux que les militants communistes et socialistes responsables, qui signent avec leur adhésion une assurance pour une place de notables puants pour le futur.

# Le train sifflera trois fois

**D**eux mois se sont écoulés depuis le nouvel attentat sanglant qui a secoué l'Italie à la fin de l'année 1984. La Une des journaux et des informations radiotélévisées pendant quelques jours, et puis plus rien... Bien entendu, aucun suspect à se mettre sous la dent. Une fois de plus, les supputations vont bon train. Dans la lignée des précédents attentats, le juge chargé de l'enquête, Claudio Nunziata, penche pour la piste d'extrême droite, alors que le chef du gouvernement, le socialiste Bettino Craxi, trouve cette logique trop simpliste et met en avant une hypothétique piste islamique internationale, au prétexte de l'arrestation de la semaine précédant l'attentat du Naples-Milan, à Ostie d'une jeune femme, membre des Fractions Armées Libanaises, suivant de peu celle du responsable présumé de ces mêmes FARL à Lyon. Carlos n'est pas loin...

Certes en l'état de l'enquête, tout est possible mais compte tenu du contexte - cher à Sciascia - c'est la logique du juge qui doit retenir notre attention, même si cette logique est effectivement un peu simpliste en ce qu'elle ne mentionne que l'extrême-droite sans évoquer son véritable commanditaire. Qui en effet se cache derrière ce qu'on a appelé depuis une vingtaine d'années maintenant, « la stratégie de la tension » ? Un nom vient aussitôt sur les lèvres : Stefano Delle Chiaie. Mais ce Delle Chiaie n'est que l'arbre qui cache la forêt ainsi que le démontre de façon très brillante Stuart Christie dans son étude ( qui se lit comme un roman policier ) intitulée « Stefano Delle Chiaie : Portrait of a black terrorist » ( Blak Papers N.1, Anarchy Magazine ; Refract Publications, London 1984 ).

Il faut en effet remonter plus avant encore, à la fin de la 2e guerre mondiale pour tenter de démêler les fils d'un écheveau en apparence inextricable.

En juillet 1943, les américains débarquent en Sicile et s'en emparent sans coup férir, grâce à la complicité de la Mafia. Le 25, Mussolini est destitué par le Grand Conseil Fasciste. Fait prisonnier, il est libéré par un commando nazissant à sa tête le SS Skorzeny, et forme à Salò, dans le nord de l'Italie, la « république sociale italienne ».

Les Forces Alliées piétinent. Si Naples est prise le premier octobre 1943, Rome n'est libérée qu'en juin 1944 et ce n'est qu'en avril 1945 que le nord est libéré. Arrêté par les partisans, au bord du lac de Côme, Mussolini est exécuté le 28 avril 1945.

Dans le gouvernement provisoire de juin 1945, la gauche détient les postes-clés, mais très vite le chef de la Résistance, Parri, est remplacé à la tête du gouvernement par le démocrate-chrétien De Gasperi, et dans la foulée les ex-préfets sont réintégrés dans leurs fonctions ainsi que les questeurs de carrière. L'épuration aura été de courte durée au sein de l'appareil d'Etat « visible ». Elle n'aura même pas eu un commencement d'exécution au sein de l'appareil d'Etat « invisible », c'est-à-dire les services secrets. Dès la prise de Rome, le responsable de l'Office of Strategic Service ( ancêtre de la C.I.A. ) sur place, choisi pour avoir étudié en Italie avant la guerre, est James Angleton. Il renoue en sous-main avec ses précédents contacts fascistes restés en place, car dans la réalité il ne suffit pas de libérer l'Italie, il faut empêcher la prise du pouvoir par le Parti Communiste, principale force de la Résistance. C'est ainsi qu'au moment où Mussolini est exécuté, Angleton réussit à faire échapper des mailles du filet tendu par la Résistance « Le Prince Noir » Valerio Borghèse, ex-« héros de guerre », fidèle d'entre les fidèles de Mussolini, responsable des tortures et exécutions de nombreux partisans. La plupart des cadres de l'O.V.R.A. ( la redoutable police secrète du Parti Fasciste ) seront ainsi récupérés par le nouveau régime.

En 1946, Togliatti, secrétaire général du PCI et Ministre de la Justice du gouvernement d'union nationale ( PCI-PSI-DC ) proclame au mois de juin « l'amnistie générale » suite au référendum qui a vu l'Italie devenir une république par 12 700 000 voix seulement contre 10 700 000 aux tenants de la monarchie. Les fascistes les plus notoires sont réintégrés dans l'appareil d'Etat : administration, police, armée... Si les têtes sur le devant de la scène ont changé, les structures, elles, restent les mêmes : un seul but, faire échec à la Révolution ; le meilleur moyen, l'inféodation aux Etats Unis d'Amérique.

La fin de l'année 1946 voit la création du parti néo-fasciste, le Mouvement Social Italien ( MSI ).

L'année 1947 voit la scission du PSI avec l'apparition du PSLI qui deviendra PSDI ( parti-social-démocrate italien ), anti-communiste et pro-américain.

L'année 1948 voit le départ des deux courants catholique et socialiste de la CGIL ( confédération générale italienne du travail ) pour former respectivement la CISL ( confédération italienne des syndicats libres ) et l'UIL ( union italienne du travail ). C'est également le

triomphe de la Démocratie Chrétienne aux élections législatives : 48,5 % des voix.

L'année 1949 voit l'Italie intégrer l'OTAN ( pacte de l'atlantique nord ) et en devenir le siège du « Southern Command ».

Quatre ans auront suffi pour amarrer solidement l'Italie au bloc occidental. La démocratie parlementaire va s'avérer une bonne couverture à gauche, des attentats s'ensuivront quand ce ne sera pas carrément des tentatives de coups d'Etat.

▲ 1960 : troubles sociaux de l'été : 10 morts.

▲ 1964 : Plan Solo : tentative de coup d'Etat du général De Lorenzo, général des carabinieri, chef des services secrets.

▲ 1969 : attentat de la Piazza Fontana à Milan : 16 morts ; assassinat par la police de l'anarchiste Pinelli.

▲ 1970 : tentative de coup d'Etat du Prince Borghèse et de l'organisation « la Rose des vents ».

Emeutes de Reggio Calabria.

▲ 1974 : attentat de l'Italicus : 12 morts. Attentat au meeting anti-fasciste de Brescia : 8 morts.

▲ 1980 : attentat de la Gare de Bologne : 85 morts.

▲ 1984 : attentat de l'express Naples-Milan : 16 morts.

A chaque fois le même nom revient sur toutes les lèvres : Stefano Delle Chiaie dit « Il Caccola ». Ancien du MSI qu'il juge vite trop mou à son gré, il rejoint en 1958 à 22 ans « Ordine Nuovo » puis fonde en 1960 son propre groupe « Avanguardia Nazionale ». Très vite il tisse des liens avec le SIFAR, ( services secrets de l'armée ) où son contact est le capitaine La Bruna qui s'avérera par la suite être membre de la loge P2. Ses liens avec les franquistes, l'OAS, l'agence Aginter-Press de Lisbonne, les colonels grecs, l'organisation nazie ODESSA, toujours influente dans le cône sud de l'Amérique Latine : Skorzeny, Barbie...), les généraux boliviens trafiquants de drogue Arce Gomez et Garcia Meza ( un moment à la tête de l'Etat ), le font considérer comme le chef d'un « Orchestre Noir », puissance occulte nostalgique de l'avènement d'un IVE Reich mondial. Mais qui finance cet Orchestre Noir ? Et à qui profite ces tentatives de déstabilisation de l'Italie ?

L'auteur de ces lignes n'a pas la prétention d'avoir LA réponse à cette question, mais rappelle simplement que parallèlement à l'enquête sur la gare de Bologne, la police est amenée à perquisitionner la villa, à Arezzo en Toscane, ►

d'un certain Licio Gelli, consul honoraire d'Argentine, opulent homme d'affaires, qui allait s'avérer avoir été pendant la Deuxième Guerre Mondiale passé dans les rangs fascistes un agent double lié à la CIA. Surprise : elle met la main sur une liste de 953 noms, membres de la loge maçonnique « Propaganda Due » dont Gelli est le grand-maître. Les investigations entreprises suite à la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire présidée par Mme Anselmi, député démocrate-chrétien, allaient déboucher sur la rédaction d'un projet de rapport explosif, publié in extenso « en avant-première » par l'hebdomadaire « Espresso » en mai 1984. Qui trouve-on en effet parmi les membres de la P2 ? La totalité des dirigeants des services secrets ; nombre de membres des hautes sphères de l'armée, comme le chef d'état major de la marine entre 1977 et 1980, l'amiral Torris ; l'état-major au grand complet du groupe Rizzoli, premier groupe d'édition italien, de nombreux directeurs de journaux comme celui de l'influent « Corriere della Sera » et de hauts responsables de la radio et de la télévision ; des magistrats, dont le vice-président du Conseil de la Magistrature ; des politiciens, notamment démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates et socialistes, membres de cabinets ministé-

riels comme Pietro Longo, actuel ministre du budget et secrétaire général du parti social-démocrate ; des affairistes de haut vol, dont les fameux Michele Sindona et Roberto Calvi.

Calvi et Sindona sont les hommes-clés car ils sont le lien entre le monde de la finance et les politiciens, la Mafia et le Vatican. Calvi « suicide » un soir de l'été 1982 à Londres était le patron de la « Banco Ambrosiano » première banque privée italienne dont l'Institut pour les Oeuvres de la Religion (IOR) dirigé par le grand argentier du Pape, Mgr Marcinkus, possédait 10 % des parts. Dans les années 70, Calvi prendra le contrôle des Editions Rizzoli, dont les dirigeants, tous membres de la P2, tomberont en février 1983 pour faillite frauduleuse. On apprendra par le biais de documents publiés par « l'Espresso » que la D.C. s'était edottée à hauteur de 52,5 millions de F. envers le groupe Rizzoli. !

Sindona de son côté à fait fortune en Italie et aux Etats-Unis dans les années 60 en recyclant l'argent de la Mafia dans des affaires « propres », tout en devenant parallèlement le banquier de confiance de Mgr Marcinkus. Surnommé en 1973 « le sauveur de la lire » par Andreotti, alors président du Conseil, « homme de l'année » en 1974 pour John Volpe, ambassadeur américain à Rome, il tombe l'année suivante, en 1975 pour le

krach de la « Franklin Bank ». Condamné à 25 ans de prison, il a été extradé en septembre 1984 et promet pour le début de cette année 1985 des révélations, notamment à propos de la mort de Calvi avec lequel il était lié avant son krach - krach pour lequel ce dernier n'a pas levé le petit doigt alors que c'est Sindona qui l'avait « mis en selle » en en faisant son successeur auprès du Vatican.

Conséquence ? Si Gelli, actuellement en fuite après une rocambolesque évasion de sa prison genevoise en août 1983, et Sindona parlent, peut-être en saura-t-on un peu plus sur « ceux qui restent dans l'ombre », la fameuse « structure supérieure ». Mais qu'est-ce que cela changerait ? Fondamentalement rien dans la mesure où les membres de cette structure supérieure se présenteraient comme les garants en dernier ressort du maintien de l'Italie dans le « monde libre ».

Scandales politico-financiers et attentats ne sont plus que de simples épiphénomènes dans un tel contexte.

Aussi, étant donné par ailleurs le naufrage du « socialisme réel », la seule alternative réside dans la recherche d'une autre structure sociale où liberté rime avec justice, convivialité avec responsabilité.

J.J. Gandini

TEODOSIO VERTONE

# L'ŒUVRE ET L'ACTION D'ALBERT CAMUS

DERNIERE MINUTE

T. Vertone participera à deux débats au sujet de son livre sur Albert Camus :

— Jeudi 28 OU vendredi 29 mars à la librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007 Lyon (pour confirmation de la date, tél. 861 02 25)

— Samedi 30 mars à la librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris.

DANS LA MOUVANCE DE LA TRADITION

## LIBERTAIRE

Préface de ROGER DADOUN

ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE

La dominante libertaire de la pensée de Camus a été sans doute plus d'une fois mise en lumière. Mais une démonstration cohérente et rigoureusement argumentée restait à faire : c'est celle que nous propose ici Vertone.

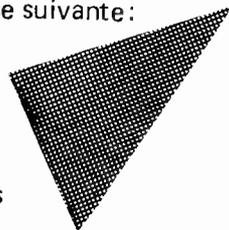
R. Dadoun

La nouvelle brochure de l'Atelier de Création Libertaire vient de paraître.

Vous pouvez la commander à l'adresse suivante :

Atelier de Création Libertaire,  
13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.  
CCP ACL 572459 L LYON

48 pages, format 14 x 21 — 30 francs



# COMMUNIQUE

## UN ANARCHO-SYNDICALISTE AU NICARAGUA

L'union locale de la CNT de la Rochelle tient à la disposition des militants une brochure de 60 p. «Un anarcho-syndicaliste dans les brigades de Solidarité au Nicaragua janvier 85» qui peut être envoyée contre 20 F plus 5 F de port (chèque à l'ordre de D. NOEL). CNT/AIT c/o ADIL, BP 284 17132 Rochefort/ Mer Cédex.

## L'ÉCHAPPEE BELLE

En 1983, à l'initiative du groupe Bakounine de la FA, un projet «colo» voyait le jour et se réalisait en juillet 83 et 84. Aujourd'hui, la «colo» va continuer, mais sur de nouvelles bases: pour cela, «l'échappée belle» recherche un nouveau lieu d'accueil susceptible de pourvoir à l'hébergement d'une trentaine de personnes (enfants-adultes). A la mer, à la campagne ou à la montagne, cette structure devrait comprendre plusieurs chambres, une grande salle commune, une cuisine, des sanitaires (WC, douches), ainsi qu'un bout de terrain pour camper, et tout cela pour juillet 85.

Ecrire à L'Échappée belle, ADIR BP 82, 16001 Angoulême cédex. tél. Nathalie (45) 61-64-70.

## DEBATS A LA GRYFFE

- Vendredi 12 avril à 20h30: (sous réserves)

François de Ravignan, agronome, interviendra à partir de son dernier livre «La Faim Pourquoi» (Syros).

- Vendredi 26 avril à 20h30:

Débat avec Jérôme Coste, membre de la revue «La Lettre de Solgral». Montage diapos, discussion...

Librairie libertaire La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe 69007 Lyon (tél. 861-02-25).

## «TRAVAIL AU NOIR» POUR UN SYNDICALISME LIBERTAIRE

Une autre des composantes de la Coordination Libertaire de Lyon est le groupe syndicaliste qui regroupe des libertaires militants dans divers syndicats. Ce groupe vient de sortir le premier numéro de leur bulletin: «Travail au Noir».

Travail au Noir, c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

## KANAÏ

Kanaï: un fanzine d'expressions anarchistes fait sur Lyon et Paris. Le n. 3 est sorti mais déjà presque épuisé, avec un dossier antimilitarisme. Le prochain numéro sera sur les squatts.

Anarchisme - rock - dossiers - BD: c'est ce que vous proposez les canailles de l'anarchie dans leur fanzine.

Paris: Kanaï c/o créations Père Peinard, 4 rue du Lac 92370 Chaville.

Lyon: Kanaï c/o Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe 69007 Lyon.

## INSOUMIS EN CABANE

Ca recommence. La chasse aux réfractaires bat son plein et 4 camarades sont déjà en taule (sans compter ceux qui sont en cavale, et ceux, comme Bernard JAUDON, qui, en plus des problèmes avec l'armée, ont des problèmes avec leur employeur, l'Education Nationale). Voici une liste d'adresses de gens qui ont besoin de tout votre soutien:

- Thierry Maricourt: (on vient juste d'apprendre que Thierry a été transféré à Fresnes. Ecrire à A.R. BP 53 75861 Paris Cédex 18 qui transmettra).

- Serge Beausoleil: Maison d'Arrêt de Périgueux, 2 place Beleyme 24019 Périgueux cédex.

- Fabien Duplaa: mat. 19.497 cellule 226 - MA de Gradignan 17 rue Chouiney 33170 Gradignan

- Patrick Aguiar: mat. 738-387 3ème division-cellule 432-MA de Fresnes, 1 avenue de la division Leclerc 94261 Fresnes cédex.

## BELZEBUTH

BELZEBUTH (sous-titre: luttons contre toutes les répressions) est le journal du groupe lycéens-étudiants de Lyon. Au sommaire du numéro 2 de janvier 85:

-justice, racisme même combat  
-une face cachée des universités  
-réforme pour une main d'œuvre estudiantine  
-vive la grève!

-Infos parisiennes  
-problème kanak, solidarité libertaire

-les fainéants  
-étudiants 84: look «veau»  
-contrôle de police

-torture en Euzkadi  
Groupe Lycéen Etudiants c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

(ce groupe est membre de la Coordination Libertaire de Lyon)

## TCHATCHE

Débat organisé par le CAPEL à l'ASCA (8 avenue de Bourgogne Beauvais) à 20h30 le mardi 2 avril: «Espagne 36: la révolution espagnole» avec comme invité José Vidal-Fontanet.

CAPEL BP 73 60700 Pont St Maxence.

## AUTOGESTIONS

Le numéro 18 de la revue AUTOGESTIONS, contient deux brefs articles sur l'anarchisme: un extrait de Bookchin (la suite dans nos éditions de l'Atelier de Création Libertaire) et une interview d'Eduardo Colombo. Un dossier est consacré aux «experts» c.a.d. aux spécialistes du savoir social (sociologues, juristes, etc.). De nombreuses chroniques, comptes-rendus, annonces, dont «l'autogestion universitaire en Pologne 1980-1984» complète cet ensemble varié et stimulant. Autogestions déc. 84, 136 p. 40 F 54 Bd Raspail 75000 Paris.

## ANARCHISME ET RESISTANCE

Le CIRA Marseille édite depuis fort longtemps un bulletin fort bien documenté. Un des derniers a pour sujet «les anarchistes et la résistance» où on apprend plein de choses du style: les communistes ont libéré des résistants en prison, à Marseille, et on laissé des narchistes (fabricants de faux-papiers pour la Résistance) sous prétexte que ces gars-là n'étaient point des «patriotes» (ils ont refusé de chanter la Marseillaise lors du 14 juillet). Ce dossier, ainsi que tous les autres sont disponibles au: CIRA, BP 40 13382 Marseille cedex.



## COLLOQUE SUR LA MILITARISATION

Courant juin 85, la Fédération Anarchiste, l'Union Pacifiste et le journal Objections se proposent d'organiser un colloque sur la militarisation. Pour plus de renseignements, écrire à: Objections BP 10, 75261 Paris cédex 06.

## COORDINATION DES LIBERTAIRES INFORMATIENS

Un projet de création d'une coordination des libertaires informaticiens, organisée sur le principe du libre fédéralisme, est en train de se mettre en place. Une bibliothèque et un soutien à l'implantation de SCOOP, tels sont les projets annoncés.

CLI, chez YMD, BP 427.16 75769 Paris cédex 16.

## MANIFESTE DU COMMUNISME LIBERTAIRE

Les éditions «L» viennent de publier le «manifeste du communisme libertaire» de G. Fontenis, rédigé en 1953. On peut se le procurer en écrivant à: Editions «L» BP 286 75525 Paris cédex 11.

## MILLE EXCUSES

Nous nous excusons auprès de tous les groupes, journaux, associations qui nous envoient leurs communiqués et leurs publications. Nous manquons de place pour parler de tout cela, tout idées libertaires, à défaut de très bien se porter (mais qui se porte bien à présent, à part le Front National qui pavane sur les écrans du premier tour des cantonales, mais pour combien de temps encore?), sont encore vivaces et nous montrent dans leur diversité tout cet espace de liberté qu'elles portent en elles. Et puis mille excuses pour tous les auteurs des textes qui n'ont pas pu passer dans ce numéro, de faute de place (en tout 15 pages de texte que vous lirez dans le, ou les prochains numéros).

NOM: .....  
PRENOM: .....  
ADRESSE: .....  
.....  
CODE POSTAL: .....  
VILLE: .....

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): ..... 70 FRANCS
- ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): ..... 140 FRANCS
- ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): ..... 200 FRANCS
- ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): ..... 300 FRANCS

(AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON  
IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

ABONNEZ-VOUS



JOURNEES  
LIBERTAIRES  
18-19 MAI 85

**coordination libertaire Lyon**